

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger : Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger : Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

10 août	— Décret rendant applicables dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les décrets des 3 mars 1937 et 5 mai 1939 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance. (Arrêté de promulgation n° 586 du 10 novembre 1939).	547
14 août	— Décret concernant la procédure de fixation des taxes postales et des taux de conversion du franc-or en Afrique occidentale française. (Arrêté de promulgation n° 587 du 10 novembre 1939).	548
25 août	— Décret portant modification au décret du 31 mai 1931 relatif à la création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français. (Arrêté de promulgation n° 588 du 10 novembre 1939).	549
27 août	— Décret relatif au contrôle de la presse étrangère au Togo, au Cameroun et dans les pays de protectorat de l'Indochine. (Arrêté de promulgation n° 589 du 10 novembre 1939).	549
1 ^{er} septembre	— Décret portant application du décret du 1 ^{er} septembre 1939 relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'en-	

	nemi. (Arrêté de promulgation n° 590 du 10 novembre 1939).	550
1 ^{er} septembre	— Décret portant extension aux territoires relevant du ministère des colonies du décret du 27 mai 1939 relatif aux engagements pour la durée de la guerre souscrits par les étrangers (Arrêté de promulgation n° 591 du 10 novembre 1939).	556
2 septembre	— Décret relatif à la solde du personnel relevant de l'administration des colonies et rappelé sous les drapeaux. (Arrêté de promulgation n° 592 du 10 novembre 1939).	558
2 septembre	— Décret portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies. (Arrêté de promulgation n° 593 du 10 novembre 1939).	559
3 septembre	— Décret modifiant le décret du 28 juillet 1939 portant organisation du cadre général des opérateurs et mécaniciens radio-électriciens coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 598 du 10 novembre 1939).	561
8 septembre	— Décret créant des comités généraux, coloniaux et régionaux de la production agricole. (Arrêté de promulgation n° 569 du 2 novembre 1939).	562
9 septembre	— Décret déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion les dispositions du décret-loi du 1 ^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés. (Arrêté de promulgation n° 594 du 10 novembre 1939).	563

9 septembre	— Décret portant application aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion des dispositions du décret-loi du 1 ^{er} septembre 1939 relatif à la suspension de l'exécution des condamnations à l'emprisonnement en cas de mobilisation générale. (Arrêté de promulgation n° 595 du 10 novembre 1939)	366
12 septembre	— Décret fixant les modalités d'application des dispositions du décret du 11 juillet 1939 portant amnistie à Madagascar, à l'Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, aux Etablissements français de l'Inde, à l'Indochine, à Saint-Pierre et Miquelon, aux Etablissements français de l'Océanie, à la Côte française des Somalis et à l'Afrique occidentale française. (Arrêté de promulgation n° 596 du 10 novembre 1939)	567
30 septembre	— Arrêté ministériel relatif à la liquidation des biens des organisations communistes dissoutes. (Arrêté de promulgation n° 597 du 10 novembre 1939)	568
2 octobre	— Décret relatif à la rémunération des heures supplémentaires dans les territoires relevant du ministère des colonies, autres que les Antilles, la Réunion, la Guyane et la Nouvelle-Calédonie. (Arrêté de promulgation n° 599 du 10 novembre 1939)	569
4 octobre	— Arrêté interministériel déléguant aux gouverneurs généraux, gouverneurs et administrateurs des territoires relevant du ministère des colonies le pouvoir de prendre des arrêtés analogues à celui du 30 septembre 1939 relatif à la liquidation des biens des organisations communistes dissoutes. (Arrêté de promulgation n° 600 du 10 novembre 1939)	569
6 octobre	— Décret déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion les dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939 ayant pour objet de permettre en temps de guerre le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux. (Arrêté de promulgation n° 601 du 10 novembre 1939)	570
8 octobre	— Décret relatif au passage gratuit de retour des militaires demandant leur mise à la retraite au cours d'un séjour colonial. (Arrêté de promulgation n° 602 du 10 novembre 1939)	573
11 octobre	— Décret déclarant applicable aux territoires sous mandat et pays de protectorat relevant du ministère des colonies le décret du 1 ^{er} octobre 1939 relatif à la déclaration des biens, droits et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi, suivi d'un arrêté du ministre des colonies concernant le délai dans lequel doit être faite la déclaration prévue par l'article 1 ^{er} du décret du 1 ^{er} octobre 1939 susvisé. (Arrêté de promulgation n° 603 du 10 novembre 1939)	574
16 octobre	— Arrêté interministériel modifiant l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat. (Arrêté de promulgation n° 604 du 10 novembre 1939)	575
20 — 22 oct.	— Décrets approuvant des arrêtés du Commissaire de la République au Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget local pour l'exercice 1939. (Arrêté de promulgation n° 605 du 10 novembre 1939)	575
21 octobre	— Décret fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français des décrets des 9 septembre et 4 octobre 1939 relatifs aux avoirs à l'étranger. (Arrêté de promulgation n° 606 du 10 novembre 1939)	579
RECTIFICATIF	au décret du 26 juillet 1939 sur les amendes pénales.	581
RECTIFICATIF	au décret du 2 août 1939 relatif aux pouvoirs des gouverneurs quant à l'administration de la justice.	581
RECTIFICATIF	aux décret et arrêtés interministériels du 9 septembre 1939 concernant la prohibition ou réglementation en temps de guerre de l'exportation des capitaux, des opérations de change et du commerce de l'or.	581

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1938

12 novembre	— N° 626 — Arrêté instituant une taxe sur les appareils récepteurs de T. S. F. et les lampes radioélectriques.	582
-------------	--	-----

1939

1 ^{er} septembre	— N° 2760 D/N. — Arrêté du Haut-Commissaire de la République au Togo au sujet de l'application du décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'organisation de la défense contre le danger aérien dans les territoires d'outre-mer dépendant du ministre des colonies.	585
2 novembre	— N° 572 — Arrêté modifiant l'article 8 de l'arrêté n° 408 du 16 juillet 1938 portant application au Togo de certaines dispositions du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du territoire.	588

2 novembre	—	No 576 — Arrêté autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.	588
2 novembre	—	No 577 — Arrêté prescrivant des visites médicales périodiques aux conducteurs d'automobiles.	588
3 novembre	—	No 3368 D. N. — Arrêté du Haut-Commissaire de la République au Togo sur la réquisition d'aéronefs privés.	589
Nominations, mutations etc.	concernant le personnel.		590
Divers.			590

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

1 ^{er} septembre	—	Décret modifiant le décret-loi du 12 avril 1939 sur les associations étrangères.	592
---------------------------	---	--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

Ouverture du II ^e salon de la France d'Outre-Mer	593
CONCOURS général agricole et artisanal de l'A. O. F., mars-avril 1940.	593
Domaines.	593
Bulletin météorologique	594

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Navigation maritime

ARRETE No 586 promulguant au Togo le décret du 10 août 1939 rendant applicables dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les décrets des 3 mars 1937 et 5 mai 1939 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 2 février 1937 rendant exécutoires, dans les territoires d'outre-mer, la loi du 16 juin 1933 et le décret du 1^{er} septembre 1934 sur la sécurité de la navigation et sur l'hygiène à bord des navires immatriculés dans la métropole; (Arrêté de promulgation au Togo n° 172 du 3 avril 1937);

Vu le décret du 10 août 1939 rendant applicables dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les décrets des 3 mars 1937 et 5 mai 1939 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 août 1939 rendant applicables dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les décrets des 3 mars 1937 et 5 mai 1939 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 10 août 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 3 mars 1937, qui vient d'être modifié par un décret du 5 mai 1939, a déterminé les modalités d'application aux navires d'une jauge brute égale ou inférieure à 250 tonneaux, de la loi du 16 juin 1933 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance, immatriculés dans la métropole.

Le développement des entreprises coloniales nous a amenés à envisager le cas où des navires soumis aux prescriptions du décret du 3 mars 1937 seraient amenés à exercer leur activité dans nos territoires d'outre-mer tout en continuant à être immatriculés dans un port de la métropole.

Les dispositions des décrets des 3 mars 1937 et 5 mai 1939 étant applicables, depuis leur mise en vigueur, aux navires métropolitains, quels que soient les parages où ils naviguent, il est apparu nécessaire, pour permettre aux autorités maritimes aux colonies d'en assurer l'application, de rendre exécutoires dans les territoires d'outre-mer les deux décrets susvisés.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous avons l'honneur, monsieur le Président, de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre de la marine marchande,
Louis DE CHAPPEDELAINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre de la marine marchande;

Vu les sénatus-consultes des 3 mai 1854 et 4 juillet 1866;

Vu le décret du 21 décembre 1911 sur la marine marchande aux colonies;

Vu le décret du 23 février 1912 sur la réorganisation du service de l'inscription maritime aux colonies;

Vu la loi du 16 juin 1933 portant révision de la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1934 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 juin 1933 aux bâtiments d'une jauge brute supérieure à 250 tonneaux;

Vu le décret du 2 février 1937 rendant exécutoires dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies la loi du 16 juin 1933 et le décret du 1^{er} septembre 1934;

Vu le décret du 3 mars 1937 portant règlement d'administration publique pour l'application aux navires d'une jauge brute égale ou inférieure à 250 tonneaux de la loi du 16 juin 1933;

Vu le décret du 5 mai 1939 portant modification au décret du 3 mars 1937;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés exécutoires dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant de l'autorité du ministre des colonies, les décrets susvisés des 3 mars 1937 et 5 mai 1939.

ART. 2. — L'application des décrets susvisés des 3 mars 1937 et 5 mai 1939 demeure soumise aux règles fixées par le décret du 2 février 1937 relatif à l'application de la loi du 16 juin 1933 et du décret du 1^{er} septembre 1934.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le ministre de la marine marchande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aux journaux officiels des colonies et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies et du ministère de la marine marchande.

Fait à Mercy-le-Haut, le 10 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le ministre de la marine marchande,

Louis DE CHAPPEDELAINE.

(Voir texte décret 3 mars 1937 au J. O. R. F. n° 65 du 18 mars 1937, page 3224).

(Voir texte décret 5 mai 1939 au J. O. R. F. n° 109 du 7 mai 1939, page 5787).

Taxes postales et taux de conversion du franc-or

ARRETE N° 587 promulguant au Togo le décret du 14 août 1939 concernant la procédure de fixation des taxes postales et des taux de conversion du franc-or en Afrique occidentale française.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 14 août 1939 concernant la procédure de fixation des taxes postales et des taux de conversion du franc-or en Afrique occidentale française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 14 août 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 14 août 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En Afrique occidentale française, le produit des taxes du service des postes, télégraphes et téléphones fait partie des recettes inscrites aux budgets locaux des colonies du groupe.

Les taxes dont il s'agit sont fixées par arrêtés du lieutenant-gouverneur pris en conseil d'administration, pour les colonies autres que le Sénégal, et, pour cette dernière colonie, par délibération du conseil colonial. Ces arrêtés et délibérations sont, ensuite, soumis à l'approbation du gouverneur général, en conseil de gouvernement.

Etant donné que les taxes sont les mêmes pour toute la fédération et sont calquées sur celles de la métropole, nous avons estimé qu'il y aurait intérêt à simplifier la procédure actuelle, afin de permettre l'application rapide, dans notre possession de l'Ouest africain, de toute modification de taxe survenue en France.

A cet effet, il conviendrait de donner au gouverneur général de l'Afrique occidentale le pouvoir de fixer les tarifs applicables dans les territoires placés sous son autorité.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le ministre des finances,

Paul REYNAUD.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 4 décembre 1920 portant réorganisation administrative du Sénégal et créant un conseil colonial de cette colonie;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation à l'article 74 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et aux articles 5 et 43 du décret du 4 décembre 1920 portant réorganisation administrative du Sénégal et créant un conseil colonial de cette colonie le tarif des taxes postales établi dans la métropole, concernant les régimes international et franco-colonial, est rendu applicable en Afrique occidentale française dans les mêmes régimes, ainsi que dans les relations entre le groupe de l'Afrique occidentale française et les autres colonies françaises, territoires sous mandat et pays de protectorat ou assimilés, par arrêté du gouverneur général en conseil de gouvernement, qui fixe la date d'application.

Les taux de conversion du franc-or servant à la fixation des taxes postales et télégraphiques dans la métropole sont rendus applicables en Afrique occidentale française de la même manière.

Le tarif des taxes postales et télégraphiques entre les diverses colonies du groupe est fixé par arrêté du gouverneur général en conseil.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Mercy-le-Haut, le 14 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Sauvegarde du caoutchouc

ARRETE No 588 promulguant au Togo le décret du 25 août 1939 portant modification au décret du 31 mai 1931 relatif à la création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 31 mai 1931 réglementant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 portant : 1^o création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français; 2^o établissement d'une taxe spéciale sur certains produits français et étrangers, (Arrêté de promulgation au Togo no 382 du 3 juillet 1931);

Vu le décret du 25 août 1939 portant modification au décret du 31 mai 1931 susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 août 1939 portant modification au décret du 31 mai 1931 relatif à la création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 31 mars 1931, ensemble le décret du 31 mai 1931, relatifs : 1^o à la création de caisses de compensation du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français; 2^o à l'établissement d'une taxe spéciale sur certains produits coloniaux, français et étrangers;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 13 du décret du 31 mai 1931 est ainsi modifié :

Art. 13. — Lorsque l'attribution de primes sera suspendue, les conseils d'administration des caisses de compensation pourront affecter, sous réserve de l'approbation du ministre des colonies, les disponibilités desdites caisses à des travaux et à des recherches ayant pour objet d'améliorer la production.

Si ces disponibilités ne sont pas entièrement absorbées, le ministre pourra employer le reliquat à des travaux intéressant la défense des territoires d'outre-mer.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Contrôle de la presse étrangère

ARRETE No 589 promulguant au Togo le décret du 27 août 1939 relatif au contrôle de la presse étrangère au Togo, au Cameroun et dans les pays de protectorat de l'Indochine.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 29 décembre 1922 relatif au régime de la presse dans les territoires du Togo dont l'administration est confiée à la France, (Arrêté de promulgation no 38 du 31 janvier 1923);

Vu le décret du 27 août 1939 relatif au contrôle de la presse étrangère au Togo, au Cameroun et dans les pays de protectorat de l'Indochine;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 27 août 1939 relatif au contrôle de la presse étrangère au Togo, au Cameroun et dans les pays de protectorat de l'Indochine.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 27 août 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 6 mai 1939 a modifié l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 pour remédier aux propagandes subversives menées dans notre pays par la voie de la presse étrangère.

Il nous est apparu opportun d'adapter les dispositions du texte précité aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Les projets de décret que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction répondent à cette préoccupation.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 6 mai 1939 relatif au contrôle de la presse étrangère;

Vu le décret du 20 décembre 1922 relatif au régime de la presse au Togo;

Vu le décret du 27 octobre 1923 relatif au régime de la presse au Cameroun;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, déclarée applicable au Togo et au Cameroun par les décrets précités du 29 décembre 1922 et du 27 octobre 1923, est modifié comme suit pour son application dans ces territoires :

Art. 14. — La circulation, la distribution ou la mise en vente dans les territoires sous mandat du Togo et du Cameroun des journaux ou écrits périodiques ou non rédigés en langue étrangère peut être interdite par décision du Haut-Commissaire de la République.

Cette interdiction peut également être prononcée à l'encontre des écrits de provenance étrangère rédigés en langue française ou indigène, imprimés à l'étranger, en France ou dans tout territoire soumis à l'autorité française.

Lorsqu'elles sont faites sciemment, la mise en vente, la distribution ou la reproduction des écrits interdits sont punies d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 500 à 5.000 francs.

Il en est de même de la reprise de la publication d'un écrit interdit, sous un titre différent. Toutefois, en ce cas, l'amende est portée de 1.000 à 10.000 frs.

Il est procédé à la saisie administrative des exemplaires et des reproductions des écrits interdits et de ceux qui en reprennent la publication sous un titre différent.

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et des territoires intéressés.

Fait à Paris, le 27 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

**Interdiction et restriction des rapports
avec les ennemis**

ARRETE N° 590 promulguant au Togo le décret du 1^{er} septembre 1939 portant application du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 portant application du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi;

Vu le radiotélégramme officiel n° C/53 du 9 septembre 1939 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 1^{er} septembre 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 1^{er} septembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif aux interdictions de rapports avec l'ennemi a laissé au gouvernement le soin de déterminer quelles seraient ces interdictions et leurs conditions d'application. Il est apparu que le système le plus simple consiste à édicter une interdiction de tous rapports, tempérée par des exceptions bien délimitées.

Cette interdiction a pour objet, d'une part, d'éviter conformément à une pratique ancienne, des opérations commerciales par lesquelles l'ennemi pourrait accroître sa force de résistance et, d'autre part, de mettre obstacle à des communications qui pourraient contribuer à renseigner le commandement adverse. Tel est l'objet de l'article 1^{er}.

L'article 2 définit les personnes physiques et morales visées par l'interdiction formulée dans l'article 1^{er}.

Il traite notamment en ennemis toutes les personnes et les établissements se trouvant dans un pays ennemi et concourant par là même au maintien de l'activité économique de ce pays, de même que toutes les personnes morales et les établissements qui en dépendent.

Par contre les personnes physiques ennemies établies en pays neutres ne sont pas visées par cet article, mais par l'article 3 qui prévoit la publication de listes de personnes physiques autres que celles définies à l'article 2 et des personnes morales qui en dépendent, avec lesquelles le commerce sera également interdit. Cette procédure souple permettra d'appliquer l'interdiction suivant les besoins et les circonstances et constituera une sauvegarde utile pour nos nationaux, qui peuvent ignorer de bonne foi la nationalité véritable d'intéressés se dissimulant sous l'apparence d'une entreprise neutre.

Quant aux ressortissants ennemis se trouvant sur le territoire national ou dans un pays allié, ils ne seront touchés par l'interdiction de commerce qu'autant qu'ils auront été internés.

L'article 4 assimile au territoire ennemi les territoires occupés par l'ennemi. En effet, le danger que peuvent notamment comporter les correspondances avec des personnes se trouvant sous le contrôle de l'ennemi est aussi grand, que ce contrôle résulte de l'occupation ou de l'exercice normal de la souveraineté. Quant au commerce même avec les territoires occupés par l'ennemi, il est évidemment susceptible de contribuer au succès de l'ennemi, aussi bien que le commerce avec son propre territoire. Il appartiendra à des mesures ultérieures de corriger, s'il y a lieu, et suivant les cas, la rigidité de ces principes de même qu'en ce qui concerne les territoires occupés par nos troupes.

L'article 5 prononce la nullité des contrats passés postérieurement à l'ouverture des hostilités en violation de dispositions de la loi et de l'article 1^{er}, et la suspension, dans la mesure nécessaire, des contrats antérieurs. Il a paru prématuré de permettre, dès maintenant, la résiliation de ces derniers dans le cas où la suspension de leurs effets placerait l'une des parties dans une position désavantageuse.

A ce sujet, il convient de remarquer que si le décret du 27 septembre 1914 n'a pas interdit formellement l'exécution au profit de nos nationaux des contrats valablement conclus avec des ennemis antérieurement à l'état de guerre, cette interprétation du texte n'a pas été souvent sanctionnée. Si une telle faculté était expressément édictée, elle aurait l'inconvénient de faciliter grandement la tâche des mauvais Français qui voudraient s'affranchir des stipulations du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 et du présent décret, en leur fournissant un motif à relations dont le caractère véritable serait généralement très difficile à définir. C'est pourquoi le projet qui vous est soumis ne contient aucune distinction de ce genre. Toutefois les deux derniers alinéas de cet article prévoient, l'un la production des intérêts des dettes contractées au profit d'un ennemi, l'autre l'exécution de contrats autorisés par le président du tribunal civil, de même les septième et neuvième exceptions de l'article 15 permettent, l'une de ménager les intérêts de nos nationaux en pays ennemi, l'autre le recouvrement de créances nées avant la guerre.

L'article 6 reprend la peine de confiscation édictée par la loi du 17 août 1915 et qui constitue de beaucoup la sanction la plus efficace du commerce illicite.

L'article 7 interdit l'importation des produits ennemis.

L'article 8 assimile au commerce avec l'ennemi des opérations qui ne tombent pas nécessairement sous le coup des interdictions formulées par les articles qui précèdent, mais qui seraient de nature à apporter une assistance à l'ennemi.

L'article 9 traite de la question complexe du traitement à accorder aux produits d'origine ennemie ayant subi une transformation en pays tiers et aux produits d'origine neutre ou alliée ayant subi une transformation en pays ennemi; il se borne à renvoyer pour ces définitions à des arrêtés à intervenir, ce sujet demandant à être traité suivant les nécessités économiques du moment. On sait que pendant la dernière guerre les critères d'origine qui étaient en usage en 1914 ont dû être abandonnés. A l'exclusion des produits d'origine ennemie ayant subi en pays tiers une transformation leur ayant fait perdre leur individualité d'origine (métaux extraits de minerais, fil fabriqué avec du lin ou du chanvre, fécule provenant de pommes de terre, huile extraite de graines oléagineuses, farine provenant de blé ou de seigle...) les marchandises dont plus de 25 p. 100 de la valeur était due à des matières ou à du travail ennemis étaient considérées comme ennemis. Cette proportion fut ensuite abaissée à 5 p. 100 sauf pour une vingtaine de produits.

Les articles 10, 11, 12, 13 et 14 ont pour objet de remettre en vigueur à peu de chose près les procédés de contrôle institués en 1914-1918 et qui, dans l'ensemble, donnèrent satisfaction. Ces dispositions ont une souplesse qui permet de les appliquer de façon variable aux divers pays et aux différents produits, de telle sorte que le gouvernement puisse prendre les mesures nécessaires à la conduite de la guerre, sans imposer au commerce et à l'administration des formalités exagérées.

L'article 15 détermine diverses exceptions générales au principe posé par la loi. Les deux premières ne sont que la conséquence de nécessités internationales; les trois suivantes se justifient par des considérations d'humanité et d'opportunité.

Les sixième, septième et neuvième exceptions ont pour but de ménager les intérêts de nos nationaux dans des cas bien précis et qui ne paraissent pas pouvoir prêter à abus: il en résultera une diminution appréciable du nombre de demandes de dérogations dont l'administration pourra être saisie par application de l'article 16 dont il sera question ci-après; les autres requêtes pourront ainsi être examinées dans de meilleures conditions.

La huitième exception reproduit celle qui avait déjà été admise en 1914-1918 au sujet de la conservation et de l'acquisition des droits de propriété industrielle; elle a, en outre, pour objet de mettre fin aux incertitudes et aux contradictions de la jurisprudence de 1914-1918 en ce qui concerne l'admission des ennemis à faire valoir leurs droits en justice, et au caractère du mandat qu'ils peuvent confier à cet effet à un avoué ou à un avocat: conformément à l'article 23 a du règlement annexé à la convention IV de la Haye 1907 tel qu'il est généralement interprété sur le continent, le projet admet la licéité des rapports entre Français et ennemis lorsque ces rapports sont nécessaires à la reconnaissance des droits des particuliers en justice, sous condition bien entendu, en ce qui concerne les ennemis, de réciprocité.

L'article 16 prévoit enfin la possibilité pour le ministre des affaires étrangères d'accorder d'autres

déroations qui, conformes à l'équité, peuvent être bienfaisantes pour l'économie générale du pays et utiles à la conduite de la guerre. La nécessité de l'avis favorable d'une commission spéciale donne la certitude que les demandes seront examinées sous tous les aspects convenables.

Parmi les demandes qui pourront être présentées, il convient de faire une mention spéciale de celles qui émaneraient de ressortissants français ayant conclu antérieurement à l'ouverture des hostilités un contrat avec une personne avec laquelle l'article 1^{er} interdit tout rapport, et qui, ne pouvant résilier ce contrat, se trouveraient menacés d'être contraints à l'exécution. Des dérogations devraient être accordées chaque fois qu'il sera démontré à la commission que l'inexécution pourrait être sanctionnée par les tribunaux des pays neutres, entraînant ainsi des indemnités pour le contractant français.

Il n'a pas paru utile de fixer dans le décret ci-joint de règle spéciale pour l'application au cas particulier des assurances du principe d'interdiction de rapports avec l'ennemi; en effet, la loi du 15 février 1917, qui est toujours en vigueur, donne à cet égard au ministre du travail tous les pouvoirs nécessaires.

Telles sont les principales dispositions du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,
Edouard DALADIER.*

*Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.*

*Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.*

*Le ministre de l'agriculture,
Henri QUEVILLE.*

*Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.*

*Le ministre du commerce,
Fernand GENTIN.*

*Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.*

*Le ministre de l'économie nationale,
Raymond PATENÔTRE.*

*Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.*

*Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.*

*Le ministre du travail,
Charles POMARET.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'air, du ministre de l'agriculture, du ministre des colonies, du ministre du commerce, du ministre des finances, du ministre de l'économie nationale, du ministre de l'intérieur, du ministre de la justice, du ministre de la marine et du ministre du travail;

Vu le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif aux interdictions de rapport avec l'ennemi;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Tout rapport, direct ou par personne interposée, se trouve et demeure interdit

entre Français et ennemis, sous réserve des dérogations prévues aux articles 15 et 16.

ART. 2. — Pour l'application du présent décret :
Sont réputés Français ou traités comme tels :

a) Tous ressortissants français en quelque lieu qu'ils se trouvent, à l'exception de ceux qui se trouvent sur le territoire métropolitain ou colonial de l'ennemi;

b) Tous étrangers se trouvant en France métropolitaine, en Algérie, ou dans les colonies françaises;

c) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements, déclarés ou non, ayant leur siège en France métropolitaine, en Algérie ou dans les colonies françaises et ne rentrant pas dans les prévisions de la lettre c) de l'alinéa suivant.

Sont réputés ennemis :

a) Tous individus se trouvant en territoire métropolitain ou colonial de l'ennemi ou y ayant leur résidence habituelle;

b) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements déclarés ou non, qui ont leur siège en territoire ennemi ou qui ont été constitués conformément aux lois d'un état ennemi;

c) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements, déclarés ou non, en quelque lieu qu'ils exercent leur activité, dépendant de quelque manière que ce soit d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales visées sous les lettres a) et b) ci-dessus;

d) Tous ressortissants ennemis internés en France métropolitaine, en Algérie, dans les colonies françaises ou dans un pays allié.

ART. 3. — Le ministre des affaires étrangères arrêtera une liste dite « liste officielle d'ennemis », comprenant les noms des individus, associations, sociétés, agences, succursales et autres établissements qui, indépendamment de ceux qui sont définis à l'article 2 ci-dessus, seront considérés comme ennemis pour l'application du présent décret.

Cette liste, ses additifs et correctifs, seront publiés au *Journal officiel*.

ART. 4. — Les territoires occupés par l'ennemi seront, pour l'application du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 considérés comme faisant partie du territoire métropolitain et colonial de l'ennemi. Toutefois des décrets spéciaux pourront édicter des règles particulières pour l'application à certains de ces territoires du décret-loi visé ci-dessus.

ART. 5. — Les contrats passés postérieurement à l'ouverture des hostilités en violation des dispositions du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 et du présent décret, sont nuls de plein droit; ceux qui ont été valablement conclus antérieurement ont leurs effets suspendus pendant toute la durée des hostilités, dans la mesure où leur exécution comporte une violation des dispositions de l'article 1^{er}.

Toutefois les dettes contractées au profit des ennemis continuent de porter intérêt dans les conditions prévues au contrat ou à défaut conformément à la loi, faute de consignation des fonds par les débiteurs à la caisse des dépôts et consignations dans les trois mois de la date de l'ouverture des hostilités, si la dette était exigible avant cette date, ou dans le cas contraire, dans les trois mois qui suivent la date d'exigibilité de la dette. Les sommes revenant à des ennemis, à titre de dividende, intérêt ou autre paiement périodique représentant l'intérêt du capital ne portent pas elles-mêmes intérêt.

De même, dans le cas où un administrateur séquestre a été désigné, le président du tribunal civil du lieu de la mise sous séquestre peut, à la requête de l'administrateur séquestre ou de la partie contractante avec laquelle les rapports ne sont pas interdits par le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 autoriser l'exécution, au profit de l'administrateur séquestre ou contre lui, d'un contrat valablement passé antérieurement à l'ouverture des hostilités et dont les effets devraient être suspendus pendant leur durée en vertu des dispositions du 1^{er} alinéa du présent article.

ART. 6. — Les produits naturels ou fabriqués, les espèces, valeurs et titres de créance ayant fait l'objet d'une opération interdite en vertu de l'article 1^{er} sont passibles de confiscation.

ART. 7. — L'importation des produits naturels ou fabriqués, d'origine ou de provenance ennemie, même déclarés comme tels, est interdite pour la consommation, le transit, l'entrepôt et l'admission temporaire, sous les pénalités prévues par la législation douanière et par le décret-loi du 1^{er} septembre 1939.

ART. 8. — Seront considérés comme commerce avec l'ennemi toutes opérations effectuées sur des marchandises consignées à un ennemi ou par un ennemi ou à destination ou en provenance du territoire métropolitain ou colonial de l'ennemi, y compris le transport de telles marchandises.

Sera également considéré comme commerce avec l'ennemi toute opération consistant à importer en France, ou à acquérir en pays neutre ou allié, des espèces, valeurs ou titres de créance d'origine ennemie.

ART. 9. — Des arrêtés pris par les ministres des affaires étrangères, des finances et du commerce, et contresignés éventuellement par le ministre de l'agriculture et par les autres ministres intéressés, détermineront les conditions dans lesquelles ne seront pas considérés comme ennemis, au sens des articles 6 et 7 du présent décret, les produits naturels ou fabriqués originaires d'un pays ennemi et ayant subi dans un pays tiers une ouvraison ou une transformation.

Des arrêtés pris par les mêmes ministres détermineront les conditions dans lesquelles ne seront pas considérés comme ennemis les produits naturels ou fabriqués non originaires d'un pays non ennemi, mais y ayant subi une transformation ou une ouvraison.

ART. 10. — Des arrêtés du ministre des affaires étrangères détermineront les pays dont le trafic avec la France métropolitaine, l'Algérie et les colonies françaises doit être soumis au contrôle prévu ci-après. Ces arrêtés seront pris après avis conforme du comité d'action économique à l'étranger et publiés au *Journal officiel*.

Pour chacun de ces pays, les arrêtés spécifieront :

1^o — La liste I. M. des produits naturels ou fabriqués dont l'importation en France métropolitaine, en Algérie ou dans les colonies françaises sera soumise aux formalités prévues aux articles 12 et 13;

2^o — La liste E. X. des produits naturels ou fabriqués dont l'exportation hors de France métropolitaine, Algérie ou colonies françaises sera soumise aux formalités prévues aux articles 11 et 13.

Lesdits arrêtés fixeront également les conditions auxquelles sera soumis le transit par le territoire de la France métropolitaine, de l'Algérie et des colonies françaises, l'entreposage et l'admission temporaire sur le même territoire.

ART. 11. — L'exportation vers un pays figurant dans un des arrêtés visés à l'article 10, d'un produit

naturel ou fabriqué mentionné sur la liste E. X. relative à ce pays, n'est autorisée qu'après souscription par l'exportateur, auprès de la douane, d'un acquit-à-caution garantissant la destination finale du produit et la remise au destinataire de celui-ci.

ART. 12. — L'importation en provenance d'un pays figurant dans un des arrêtés visés à l'article 10, d'un produit naturel ou fabriqué mentionné sur la liste I. M. relative à ce pays, n'est autorisée que sur production d'un certificat d'origine. Un arrêté du ministre des affaires étrangères indiquera les cas dans lesquels ce certificat doit être visé par le consul de France dans la circonscription duquel se trouve le lieu d'origine du produit.

ART. 13. — Les arrêtés visés aux articles 10 et 11 détermineront les cas dans lesquels les exportations seront soumises à la production d'un certificat dit « de nationalité » relatif au destinataire réel d'un produit naturel ou fabriqué mentionné sur la liste E. X. Les arrêtés visés aux articles 10 et 12 détermineront de même, les cas dans lesquels les importations seront soumises à la production d'un certificat analogue relatif à la personne établie en pays étranger ou y faisant des affaires et qui vend un produit naturel ou fabriqué mentionné sur la liste I. M. et destiné à l'importation en France métropolitaine, en Algérie et dans les colonies françaises.

Les arrêtés visés aux articles 10, 11 et 12 pourront étendre l'obligation du certificat dit « de nationalité » aux courtiers, transitaires, commissionnaires et à tout autre intermédiaire participant au trafic visé par ces arrêtés.

Pour l'obtention du certificat dit « de nationalité », les intéressés devront s'adresser au consul de France dans la circonscription duquel ils résident. Le consul pourra refuser la délivrance du certificat sans avoir à donner le motif de son refus.

ART. 14. — Les arrêtés visés à l'article 10 détermineront les conditions d'application des articles 11, 12 et 13 aux produits naturels ou fabriqués transitant par le territoire métropolitain ou colonial de la France.

ART. 15. — L'interdiction formulée par le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 et par l'article 1^{er} du présent décret ne s'applique pas aux opérations ci-après, qui peuvent être soumises à des réglementations particulières :

1^o — La correspondance des prisonniers de guerre de toute nationalité ni les envois de colis adressés à ces prisonniers ou expédiés par eux;

2^o — Les correspondances prévues pour le temps de guerre par des conventions internationales en vigueur;

3^o — La correspondance familiale;

4^o — Le commerce de détail local indispensable à la subsistance des ressortissants ennemis internés en France métropolitaine, en Algérie et dans les colonies françaises;

5^o — Les rapports des ressortissants français demeurés, lors de l'ouverture des hostilités, en pays ennemi, avec les personnes se trouvant dans le même pays, dans la mesure où ces rapports sont nécessaires à leur subsistance;

6^o — Les rapports des détaillants français établis en pays neutre avec la clientèle locale;

7^o — Les actes nécessaires à la conservation et à la perception des fruits des biens, droits et intérêts en territoire métropolitain ou colonial de l'ennemi et appartenant à des ressortissants français si ceux-ci

les ont déclarés dans les conditions qui seront déterminées par décret ainsi que les actes nécessaires pour permettre aux ressortissants français et aux ressortissants neutres et alliés se trouvant sur le territoire métropolitain ou colonial de la France de faire valoir leurs droits devant les tribunaux siégeant sur le territoire métropolitain ou colonial de l'ennemi;

8° — Sous condition de réciprocité les actes nécessaires à la conservation des droits de propriété industrielle et les actes nécessaires pour permettre aux ressortissants ennemis et aux personnes se trouvant en territoire métropolitain ou colonial d'un Etat ennemi de faire valoir leurs droits devant les tribunaux français sans préjudice de l'application des dispositions visant le traitement en France métropolitaine, en Algérie et dans les colonies françaises des biens, droits et intérêts desdits ressortissants et personnes;

9° — La perception des sommes échues en paiement d'opérations effectuées avant l'ouverture des hostilités.

Les conditions dans lesquelles s'appliquent ces diverses exceptions seront, en tant que de besoin, et si elles n'ont pas déjà fait l'objet d'une réglementation particulière, précisées par arrêté du ministre des affaires étrangères pris après avis conforme d'une commission « des dérogations aux interdictions de rapports avec l'ennemi » composée des représentants des ministres des affaires étrangères, de l'intérieur, de la guerre, de la marine militaire, des finances et de l'économie nationale, et à laquelle sera adjoint un représentant du ministère intéressé par l'exception envisagée.

ART. 16. — Des dérogations générales ou particulières à l'interdiction de tous rapports avec l'ennemi peuvent être accordées par arrêté du ministre des affaires étrangères après avis conforme de la commission des dérogations aux interdictions de rapports avec l'ennemi, à laquelle sera adjoint un représentant du ministère intéressé par la demande de dérogation.

ART. 17. — Le présent décret est applicable en Algérie et dans les colonies françaises.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1939

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.

Le ministre de l'agriculture,
Henri QUEUILLE.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre du commerce,
Fernand GENTIN.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Le ministre de l'économie nationale,
Raymond PATENÔTRE.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre du travail,
Charles POMARET.

DECRET relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 1^{er} septembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le droit des gens admet que l'état de guerre comporte l'interdiction de tout commerce avec l'ennemi.

Les événements de 1914-1918 ont montré que la part de cette interdiction dans le succès final de notre cause n'était nullement négligeable. Ils ont permis aussi de constater qu'il y a là une mesure de guerre dont le maniement est particulièrement délicat, car il faut qu'elle soit à la fois adaptée au cadre du droit des gens, aux besoins de la défense nationale et à la politique générale à l'égard notamment des neutres. Il est donc indispensable que le gouvernement puisse à chaque moment édicter telles modalités de cette mesure qui conviendront aux nécessités de l'heure.

Aussi bien, en 1914, l'interdiction du commerce avec l'ennemi et les mesures corrélatives ont-elles été prononcées par voie de décret (décrets des 27, 29 septembre 1914, 7 novembre 1915, 2 juillet 1917, 10 septembre 1918 et 6 décembre 1918). Des lois ne sont intervenues que pour des cas particuliers ou pour sanctionner pénalement les interdictions par des décrets (lois des 4 avril 1915, 27 mai 1915, 17 août 1915, 22 janvier 1916 et 2 novembre 1917). L'article 79 (50) du code pénal, modifié par le décret du 29 juillet 1939 sur la sûreté extérieure de l'Etat prévoit également des peines édictées par le nouvel article 89 du code pénal, contre ceux qui, en temps de guerre, au mépris des prohibitions édictées, feront directement ou par intermédiaire, des actes de commerce avec des sujets ou les agents d'une puissance ennemie.

Il a paru au gouvernement que, pour éviter tout doute aux intéressés, et pour assurer d'une manière efficace la sanction des interdictions admises par le droit des gens, il y avait lieu de préciser par un décret spécial la portée des prohibitions dont ce dernier texte se bornait à formuler le principe.

C'est l'objet du décret pris en exécution de la loi du 19 mars 1939 qui est actuellement soumis à votre signature.

Ce texte prévoit dans son article 1^{er} que les interdictions, de même que les règles nécessaires pour en assurer l'application, seront édictées par voie de décret simple et ce, pour les motifs indiqués ci-dessus. Ces interdictions pourront s'étendre à tous les rapports avec l'ennemi. La jurisprudence a admis, en effet, pendant la guerre de 1914-1918, que le mot « commerce » doit être interprété dans son sens ancien et le plus large. Il paraît préférable, pour écarter toute ambiguïté, d'employer le terme le plus général. Il va de soi, cependant, que le gouvernement, dont les décisions à cet égard comme à tous autres, demeureront soumises au contrôle parlementaire, ne prononcera que des interdictions strictement compatibles avec le droit des gens et les nécessités de la conduite de la guerre.

Les articles 2 et 4 déterminent les sanctions pénales des infractions aux interdictions prévues. Ainsi les intéressés n'auront aucune incertitude sur les conséquences possibles de leurs actes.

L'article 3 autorise la prohibition d'importation des produits ennemis, et la sanctionne par l'application des pénalités prévues par la législation douanière.

L'article 5 a pour objet d'assurer l'application de la loi en Algérie et aux colonies où elle présente autant d'importance que dans la métropole.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.

Le ministre de l'agriculture,
Henri QUEUILLE.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre du commerce,
Fernand GENTIN.

Le ministre de l'économie nationale,
Raymond PATENÔTRE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre du travail,
Charles POMARET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'air, du ministre de l'agriculture, du ministre des colonies, du ministre du commerce, du ministre des finances, du ministre de l'économie nationale, du ministre de l'intérieur, du ministre de la justice, du ministre de la marine et du ministre du travail;

Vu la loi du 19 mars 1939 autorisant le gouvernement à prendre par décrets les mesures nécessaires à la défense du pays;

Vu l'article 79, 5^e, du code pénal, modifié par le décret du 29 juillet 1939;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le gouvernement est autorisé, pour la durée de la guerre et en tant que telles mesures seraient nécessaires à la poursuite des hostilités, à édicter, par voie de décret et en conformité du droit des gens, des interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi.

Le gouvernement pourvoira de même aux dispositions propres à assurer l'application desdites mesures, notamment en ce qui concerne le traitement des biens, droits et intérêts des ennemis et des personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux sociétés et associations de toute nature.

ART. 2. — Les décrets pris en application de l'article 1^{er} pourront prescrire :

1^o — La nullité, la résiliation ou la suspension des effets des contrats tombant sous le coup de l'article 1^{er} de la présente loi;

2^o — La confiscation des produits naturels ou fabriqués, des valeurs et des fonds qui auraient fait l'objet d'une opération interdite.

ART. 3. — Le gouvernement est autorisé, pour la durée de la guerre et en tant que de telles mesures seraient nécessaires à la conduite des hostilités, à édicter par voie de décret la prohibition d'importation, de transit, d'entreposage et d'admission temporaire des produits naturels ou fabriqués, des valeurs, des fonds, des monnaies et devises d'origine ou de provenance ennemie. Ces divers articles seront alors soumis à toutes les dispositions répressives des lois de douane concernant les marchandises prohibées et cela alors même qu'ils auraient été déclarés sous leur véritable origine ou provenance.

ART. 4. — Les infractions et tentatives d'infraction aux dispositions du présent décret et des décrets d'application seront, sans préjudice des peines édictées par d'autres dispositions légales et, notamment, par l'article 83 du code pénal, modifié par le décret du 29 juillet 1939, punies d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs ou de l'une seulement de ces deux peines, celles-ci pouvant être doublées en cas de récidive.

Seront réputés complices de l'infraction ou de la tentative d'infraction tous individus qui, connaissant la provenance ou la destination des objets naturels ou fabriqués, des valeurs, fonds, monnaies ou devises ayant fait l'objet de l'opération interdite, auront participé à un titre quelconque, pour le compte de l'une des parties contractantes, à ladite opération interdite.

Les condamnations prononcées contre les auteurs ou complices des infractions ci-dessus pourront entraîner privation des droits civils et civiques énumérés à l'article 42 du code pénal.

ART. 5. — Le présent décret est applicable en Algérie et dans les colonies françaises.

ART. 6. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 7. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'air, le ministre de l'agriculture, le ministre des colonies, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur, le ministre de la marine, le ministre du commerce, le ministre de l'économie nationale, le ministre de la justice, le ministre du travail sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.

Le ministre de l'agriculture,
Henri QUEUILLE.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre du commerce,
Fernand CENTIN.

Le ministre de l'économie nationale,
Raymond PATENÔTRE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre du travail,
Charles POMARET.

**Engagements pour la durée de la guerre
souscrits par les étrangers**

ARRETE N° 591 promulguant au Togo le décret du 1^{er} septembre 1939 portant extension aux territoires relevant du ministère des colonies du décret du 27 mai 1939 relatif aux engagements pour la durée de la guerre souscrits par les étrangers.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 18 mai 1939 rendant applicable aux territoires relevant du ministère des colonies le décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre. (Arrêté de promulgation n° 375 du 19 juillet 1939);

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 portant extension aux territoires relevant du ministère des colonies du décret du 27 mai 1939 relatif aux engagements pour la durée de la guerre souscrits par les étrangers;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 1^{er} septembre 1939 portant extension aux territoires relevant du ministère des colonies du décret du 27 mai 1939 relatif aux engagements pour la durée de la guerre souscrits par les étrangers.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 1^{er} septembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 27 mai 1939, pris en application du décret du 12 avril 1939 sur les obligations militaires des étrangers, a réglementé les conditions dans lesquelles les étrangers pouvaient souscrire un engagement pour la durée de la guerre.

Il nous est apparu indispensable d'étendre ce texte aux territoires relevant du ministère des colonies où

le décret du 12 avril précité a déjà été rendu applicable par un décret du 18 mai 1939.

Tel est l'objet du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des colonies, du ministre de l'air et du ministre de la marine;

Vu le décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre, rendu applicable aux territoires relevant du ministère des colonies par le décret du 18 mai 1939;

Vu le décret du 27 mai 1939 relatif aux engagements pour la durée de la guerre souscrits par les étrangers;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 27 mai 1939 susvisé est déclaré applicable aux territoires relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des colonies, le ministre de l'air et le ministre de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, ainsi qu'au *Journal officiel* de chacun des territoires relevant du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

DECRET relatif aux engagements pour la durée de la guerre souscrits par les étrangers.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 27 mai 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'article 1^{er} du décret du 12 avril 1939, pris en application de la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux, dispose :

« Tout étranger âgé de dix-huit à quarante ans peut être admis à contracter, dès le temps de paix, un engagement dans un corps de l'armée française, dans les conditions fixées par l'article 64 de la loi du 31 mars 1928, modifiée par les lois des 24 juin 1931, 16 février 1932 et 30 mars 1939 ».

L'objet du présent décret est de fixer, conformément aux prescriptions de l'article 7 du décret du 12 avril 1939, précité, les conditions d'application des dispositions rappelées ci-dessus.

Nous avons l'honneur de vous prier, si vous en approuvez la teneur, de bien vouloir le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, des ministres de l'air et de la marine;

Vu la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Vu le décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

DÉCRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les étrangers âgés de dix-huit à quarante ans peuvent être admis à contracter un engagement pour la durée de la guerre en vue de servir dans des corps spéciaux de combattants étrangers faisant partie organiquement de l'armée française (y compris l'armée de l'air et l'armée de mer) et constitués en temps de guerre.

Cet engagement peut être souscrit soit dès le temps de paix, soit en temps de guerre.

Toutefois, en temps de guerre, certains étrangers pourront, à partir de l'âge de dix-sept ans et jusqu'à la limite d'âge fixée pour les militaires français engagés pour la durée de la guerre, être admis à s'engager dans les corps visés ci-dessus et exceptionnellement dans les corps français ou indigènes de l'armée française.

ART. 2. — Sont exclus du bénéfice des dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus les étrangers se trouvant dans les cas d'exclusion de l'armée visés à l'article 4 de la loi de recrutement du 31 mars 1928 ainsi que ceux ayant encouru les condamnations visées à l'article 5, alinéas a) et b) de la même loi.

ART. 3. — L'engagement pour la durée de la guerre, lorsqu'il est souscrit en temps de paix, entraîne, pour les étrangers qui ne sont pas soumis aux prestations militaires prévues par l'article 3 du décret du 12 avril 1939, l'obligation d'accomplir un stage d'instruction militaire d'une durée de trois mois dans une des formations constituées pour l'accomplissement des prestations précitées.

L'application des dispositions du présent article sera fixée par une instruction ministérielle.

ART. 4. — L'étranger qui désire souscrire, soit en temps de paix, soit en temps de guerre l'engagement pour la durée de la guerre, doit remplir les conditions suivantes :

1^o — Présenter l'aptitude physique exigée pour les candidats à l'engagement dans les corps de troupe français;

2^o — Être porteur : soit de la traduction en français de son acte de naissance, certifiée par un traducteur assermenté près d'un tribunal civil, soit de la copie d'une pièce d'état-civil équivalente certifiée conforme et accompagnée d'une traduction en français (passeport, carte d'identité, livret de famille...);

3^o — Fournir un certificat délivré par le maire, le commissaire de police ou le consul constatant que le candidat est de bonnes vie et mœurs;

4^o — Pour les jeunes gens de moins de vingt ans, être, en principe, pourvus du consentement de leur représentant légal;

5^o — Ne pas être en infraction aux lois et règlements concernant le séjour des étrangers en France.

ART. 5. — Les dossiers d'engagement sont constitués par les commandants des bureaux de recrutement.

Un médecin militaire ou, à défaut, un médecin civil désigné par l'autorité militaire procède à l'examen de l'aptitude physique du candidat dans les conditions prévues pour l'engagement dans l'armée française et lui délivre, s'il y a lieu, un certificat d'aptitude physique du modèle annexé au présent décret (1).

ART. 6. — L'autorité chargée de la constitution du dossier réclame l'extrait du casier judiciaire (bulletin n° 2) à l'autorité civile compétente.

Si le casier judiciaire relate l'une des condamnations visées à l'article 2 du présent décret, l'étranger n'est pas admis à l'engagement. Toutefois, s'il a été condamné avec sursis, il peut s'engager, sauf s'il appartient aux catégories de délinquants (souteneurs, vagabonds, gens sans aveu) définies par les articles 4, alinéas 6 et 7, de la loi du 27 mai 1885, complétée par la loi du 27 décembre 1916.

Muni des pièces mentionnées à l'article 4 du présent décret, ainsi que du certificat d'aptitude physique et de l'extrait du casier judiciaire, le candidat est présenté par les soins de l'autorité qui a constitué le dossier devant un intendant militaire ou devant l'officier qui le supplée aux fins de la signature de l'acte d'engagement.

ART. 7. — L'intendant ou l'officier qui le supplée constate l'identité du contractant et lui fait déclarer qu'il n'est pas déjà lié au service dans l'armée française, ni dans l'armée active, ni dans les réserves. Cette déclaration est insérée dans l'acte d'engagement.

Avant la signature de l'acte, il est donné lecture au candidat :

Des articles 2, 3, 4, 9, 10, 11, 13 et 15 du présent décret;

De l'acte d'engagement.

Les certificats et autres pièces produites par l'engagé restent annexés à la minute de l'acte.

L'acte est établi en trois expéditions. La première constitue la minute conservée par l'intendant militaire. Les deux autres reçoivent les destinations suivantes :

a) L'engagement est souscrit en temps de paix; les deux expéditions sont adressées au commandant du bureau de recrutement dans la circonscription de

qui l'acte a été souscrit qui en classe une dans le dossier individuel de l'engagé. La troisième expédition recevra une destination qui sera fixée par le ministre de la guerre et de la défense nationale;

b) L'engagement est souscrit en temps de guerre : la seconde expédition est adressée au commandant du bureau de recrutement comme il est indiqué au paragraphe a) ci-dessus. La troisième est remise à l'engagé en même temps que la feuille de déplacement pour se rendre à la formation à laquelle il est affecté.

ART. 8. — L'acte d'engagement est du modèle joint au présent décret (1).

ART. 9. — Les engagements pour la durée de la guerre ne donnent droit à aucune prime. Ils sont, en tout temps, résiliables d'office à la seule initiative de l'autorité militaire et sans que celle-ci soit tenue d'indiquer à l'intéressé les motifs de la résiliation.

En temps de paix, la résiliation est prononcée par le général commandant la région sur laquelle se trouve le bureau de recrutement où l'engagement a été souscrit.

En temps de guerre, la résiliation est prononcée, selon le cas, soit par le général commandant le corps d'armée (ou la région militaire), soit par le général commandant l'armée aérienne (ou la région aérienne), sous les ordres de qui est placée la formation à laquelle appartient l'engagé.

La résiliation des contrats souscrits, en temps de paix ou en temps de guerre, dans l'armée de mer, sera prononcée dans des conditions qui seront fixées par le ministre de la marine.

ART. 10. — Quel que soit le grade qu'un étranger possède ou ait pu posséder dans une armée étrangère, il ne pourra être engagé initialement que comme soldat de 2^e classe.

L'accession éventuelle des étrangers aux différents grades de l'armée française à titre étranger fera l'objet de dispositions ultérieures.

ART. 11. — Dès lors qu'ils ont souscrit leur acte d'engagement, les étrangers engagés dans l'armée française reçoivent dans tous les cas où ils se trouvent soumis à l'autorité militaire, application des lois et règlements militaires en vigueur, dans des conditions qui seront fixées par des instructions ministérielles.

ART. 12. — Les engagés pour la durée de la guerre seront pourvus par les soins du bureau de recrutement dans la circonscription de qui l'acte a été souscrit, d'un livret individuel et d'un fascicule de mobilisation dans des conditions qui seront fixées par une instruction ministérielle.

Le livret individuel et le fascicule de mobilisation porteront en caractères nettement apparents l'inscription « étranger engagé pour la durée de la guerre ».

Dans chaque bureau de recrutement, il sera tenu un contrôle spécial des étrangers engagés pour la durée de la guerre.

ART. 13. — Les étrangers engagés pour la durée de la guerre pourront être astreints à accomplir en temps de paix, outre le stage d'instruction militaire prévu à l'article 3 ci-dessus, des périodes d'instruction ou à des exercices spéciaux dans les mêmes conditions que les Français engagés pour la durée de la guerre.

ART. 14. — Les dispositions du présent décret n'apportent aucune modification aux dispositions relatives au recrutement de la légion étrangère.

ART. 15. — Les étrangers ne justifiant d'aucune nationalité ainsi que les étrangers bénéficiaires du droit d'asile peuvent contracter un engagement pour la durée de la guerre dans les conditions du présent décret. Toutefois, le fait pour les intéressés d'avoir souscrit cet engagement ne les dispense pas, le cas échéant, des obligations résultant des prescriptions de l'article 3 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée ou de celles de l'article 3 du décret du 12 avril 1939.

ART. 16. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'air et le ministre de la marine sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 mai 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

(1) *Note importante.* — Les modèles visés par le présent décret seront publiés prochainement au *Bulletin officiel* des ministères de la guerre, des pensions et de l'air.

Solde du personnel mobilisé

ARRETE No 592 promulguant au Togo le décret du 2 septembre 1939 relatif à la solde du personnel relevant de l'administration des colonies et rappelé sous les drapeaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les décrets du 29 juillet 1939 relatifs à la situation des fonctionnaires rappelés sous les drapeaux. (Arrêté de promulgation no 466 du 4 septembre 1939);

Vu le décret du 2 septembre 1939 relatif à la solde du personnel relevant de l'administration des colonies et rappelé sous les drapeaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 2 septembre 1939 relatif à la solde du personnel relevant de l'administration des colonies et rappelé sous les drapeaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la situation des fonctionnaires de l'Etat rappelés sous les drapeaux et le décret du même jour (finances) relatif au même objet;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et locaux et les textes subséquents qui l'ont modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des décrets du 29 juillet 1939 susvisés sont étendues aux fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 2 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Emploi des ressources des territoires d'outre-mer

ARRETE No 593 promulguant au Togo le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 6 décembre 1938 relatif aux réquisitions militaires dans les territoires relevant du ministère des colonies. (Arrêté de promulgation no 124 du 21 février 1939);

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies. (Arrêté de promulgation no 634 D. N. du 2 septembre 1939);

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 2 septembre 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, des ministres des colonies, de la marine, de l'air, des finances, des affaires étrangères, du travail et des travaux publics;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, en particulier les articles 20 à 25;

Vu les règlements d'administration publique du 28 novembre 1938 sur les réquisitions et ceux du 5 janvier 1939 sur les accords amiables et les recensements;

Vu le décret du 6 décembre 1938 relatif aux réquisitions militaires dans les territoires relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, en particulier son article 28 ainsi libellé :

« Un décret ultérieur déterminera les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies »;

Vu les avis du garde des sceaux, ministre de la justice, des ministres de l'économie nationale, des postes, télégraphes et téléphones, du commerce et de la marine marchande;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires d'outre-mer relevant du ministre des colonies, la fourniture des prestations nécessaires pour assurer les besoins de la métropole et desdits territoires est obtenue par accord amiable ou à défaut par réquisition.

Tout bénéfice sur ces prestations est exclu. La rémunération des prestations ayant donné lieu à des accords amiables fera l'objet d'un décret ultérieur.

La rémunération des prestations obtenues par réquisitions est assurée conformément aux dispositions des articles ci-après.

ART. 2. — Sur toute l'étendue des territoires relevant du ministère des colonies et dans leurs eaux territoriales, à défaut d'accords amiables, la propriété ou l'usage de tous les biens, meubles et immeubles, brevets d'invention, licences d'exploitation, peuvent être requis pour les besoins de la métropole ou des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies.

La réquisition peut porter sur les biens appartenant à des étrangers, mais sous réserve des conventions internationales en vigueur.

A toute époque, l'autorité requérante peut transformer la réquisition du droit d'usage d'un bien en réquisition de la propriété de ce bien.

La nature et la quotité des ressources qui pourraient être soustraites à la réquisition soit dans un but d'intérêt général, soit comme indispensable au producteur, détenteur ou occupant, sont fixées par arrêté du chef du territoire.

ART. 3. — En temps de paix, les chefs de territoire peuvent, selon les instructions reçues du ministre des colonies et prises en accord avec le ministre de la défense nationale, procéder à tout recensement de personnes, d'animaux, matériels, matières ou objets, produits, denrées alimentaires, outillages, immeubles, installations ou entreprises... susceptibles d'être requis à la mobilisation et dans les cas prévus à l'article 2 du décret du 2 mai 1939.

Les recensements peuvent comporter non seulement des déclarations faites aux autorités municipales ou aux administrations dans les conditions notifiées par

voie d'affiches ou autrement, mais aussi l'obligation de présenter les ressources soumises au recensement au lieu, au point et à l'heure fixée ou de se soumettre à la visite sur place des ressources à recenser par les autorités qui en sont chargées.

L'obligation de fournir les renseignements demandés ou de présenter les ressources à recenser incombe à toute personne en mesure de donner ces renseignements et notamment aux propriétaires, occupants ou détenteurs et à tous préposés.

Sera passible de peines édictées par les paragraphes 3 et 4 de l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938, quiconque aura utilisé ou divulgué, tenté d'utiliser ou de divulguer les renseignements obtenus par application du présent article. Les fonctionnaires ou agents de l'autorité, leurs commis ou préposés qui se sont rendus coupables des délits prévus par l'alinéa précédent seront punis d'un emprisonnement d'une année au moins et de quatre ans au plus.

ART. 4. — La réquisition est effectuée dans les conditions prévues à l'article 22 du décret du 2 mai 1939.

La prise de possession de biens ayant fait l'objet de réquisition est effectuée conformément aux règles posées par les articles 28 à 37 du décret du 28 novembre 1938 sur les réquisitions sauf modifications que les chefs de territoire jugeraient indispensables d'y apporter par arrêté en raison des conditions locales.

ART. 5. — Les indemnités dues à la suite de réquisition sont calculées en tenant compte uniquement de la perte effective que la dépossession définitive ou temporaire impose au prestataire au jour de la réquisition, abstraction faite du gain qu'aurait pu lui procurer la libre disposition de cette chose et la hausse des prix faussés par la spéculation ou l'accaparement ou par toute autre circonstance imputable à l'état de guerre ou de tension extérieure.

Pour les biens dont le droit d'usage a seul été requis, le propriétaire a droit à une indemnité tenant compte de la privation de jouissance qui lui est imposée et qui lui sera réglée à l'expiration de chaque période fixée par la commission d'évaluation.

Dans le cas où un bien dont l'usage a été requis aurait subi au cours de la période de réquisition, une détérioration dépassant celle que comporte l'usage normal de ce bien, l'indemnité de réparation ou de remise en état, destinée à couvrir cette dépréciation anormale, est calculée au cours du jour de la restitution, sans que toutefois, elle puisse être supérieure à la valeur vénale du bien au jour de la réquisition.

Lorsqu'après avoir requis l'usage d'un bien, l'autorité requérante étend la réquisition à la propriété de ce bien, ou lorsqu'au moment de la cessation, le bien requis ne peut être restitué à son propriétaire soit par suite de perte, soit pour toute autre cause, l'indemnité de dépossession définitive doit représenter la valeur du bien à la date de la réquisition initiale, sous la seule déduction des sommes déjà allouées en raison de la dépréciation normale du bien pendant la période de cette dernière réquisition.

ART. 6. — L'indemnité ne peut, pour les produits taxés, être supérieure au prix de la taxe.

L'indemnité peut être déterminée par barèmes et tarifs établis dès le temps de paix ou adoptés, sur proposition des commissions d'évaluation, par le chef de territoire et révisés chaque fois que les circonstances l'exigent.

Les réquisitions effectuées par l'intermédiaire des commissions de réquisition ou de commissions de réception du service de ravitaillement d'après des barèmes approuvés par le chef de territoire ne donnent pas lieu à la procédure devant les commissions d'évaluation.

ART. 7. — La réquisition des établissements industriels et commerciaux donne lieu à une indemnité dont les modes d'évaluation seront précisés par un décret ultérieur.

ART. 8. — L'évaluation de l'indemnité est faite par des commissions d'évaluation qui devront comprendre en nombre égal, des représentants des administrations publiques et des représentants des groupements économiques, industriels, commerciaux ou agricoles.

En outre des commissions spéciales d'évaluation pourront être constituées pour certaines catégories de biens et en particulier pour les établissements industriels et commerciaux.

Le chef de territoire déterminera la composition, les attributions, le siège, le ressort et les règles de fonctionnement de ces commissions.

Le chef de territoire ou son délégué, sur la proposition des commissions d'évaluation, fixe le montant de l'indemnité à allouer, sauf recours du prestataire devant les juridictions de droit commun.

La commission centrale, prévue à l'article 29 de la loi du 11 juillet 1938, correspond avec les commissions coloniales d'évaluation en vue d'assurer l'uniformité et la régularité des liquidations et émet son avis sur toutes les difficultés dont elle est saisie par le ministre des colonies relativement au règlement des indemnités de réquisition dans les territoires d'outre-mer.

ART. 9. — Le règlement des indemnités est fait conformément aux articles 10 à 13 du décret du 6 décembre 1938 sur les réquisitions militaires aux colonies; il doit intervenir dans un délai maximum de deux mois pour les objets mobiliers et de six mois pour les immeubles à dater de la fixation définitive de l'indemnité.

Le payement peut avoir lieu en numéraire, en bons du trésor portant intérêt à compter de la réquisition de la propriété du bien ou selon tout autre moyen résultant des textes applicables dans chaque territoire.

ART. 10. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des colonies, les ministres de la marine, de l'air, des finances, des affaires étrangères, du travail et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux journaux officiels de chaque territoire intéressé et inséré aux bulletins officiels des ministères de la défense nationale et de la guerre et des colonies.

Fait à Paris, le 2 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

**Cadre général des opérateurs et mécaniciens
radioélectriciens coloniaux**

ARRETE N° 598 promulguant au Togo le décret du 3 septembre 1939 modifiant le décret du 28 juillet 1939 portant organisation du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 26 mars 1939 portant organisation du service radioélectrique colonial. (Arrêté de promulgation n° 236 du 4 mai 1939);

Vu le décret du 26 mars 1939 portant organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 237 du 4 mai 1939);

Vu le décret du 28 juillet 1939 portant organisation du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 451 du 29 août 1939);

Vu le décret du 3 septembre 1939 modifiant le décret du 28 juillet 1939 portant organisation du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 3 septembre 1939 modifiant le décret du 28 juillet 1939 portant organisation du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 28 juillet 1939 portant organisation du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux;

Sur la proposition du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du paragraphe 2° de l'article 6 du décret susvisé du 28 juillet 1939 sont modifiées comme suit :

« 2° — Soit le certificat d'opérateur de 2^e classe des postes, télégraphes et téléphones, soit le certificat de chef de poste radiotélégraphiste de la marine militaire, soit le brevet élémentaire de radiotélégraphiste de la marine militaire, ou de radioélectricien de l'armée de terre et possédant des connaissances techniques et pratiques suffisantes, pouvant être justifiées par un examen ».

ART. 2. — Les dispositions de l'article 8 du même décret sont remplacées par les suivantes :

« Pourront être dispensés du stage et nommés directement à la 5^e classe d'opérateurs ou de mécaniciens les candidats ayant accompli au moins deux années de pratique radioélectrique au titre civil ».

ART. 3. — L'article 10 du décret susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« En outre, les opérateurs et mécaniciens de 1^{re}, 2^e et 3^e classe peuvent être autorisés, sur avis motivé du chef de colonie ou de territoire dont ils dépendent, à prendre part à un concours professionnel pour l'accession directe au grade de sous-chef de poste radioélectricien de 3^e classe.

« Les conditions et le programme de ce concours seront fixés par arrêté du ministre des colonies. La date des épreuves et le nombre de places seront annoncés au moins un an à l'avance par insertion au *Journal officiel* de la République et au *Journal officiel* de chaque colonie.

« Les candidats, pour être admis à se présenter, devront avoir obtenu l'autorisation du ministre des colonies.

« Nul ne pourra être autorisé à subir les épreuves plus de trois fois ni être admis s'il ne réunit le nombre minimum de points qui aura été fixé par l'arrêté précité ».

ART. 4. — Les dispositions de l'article 12 du décret du 28 juillet 1939 sont remplacées par les suivantes :

Avancement

« Les fonctionnaires du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux doivent réunir les conditions suivantes pour obtenir un avancement au choix ou à l'ancienneté :

« 1^o — Etre inscrits à un tableau d'avancement dressé par une commission de classement siégeant à Paris au ministère des colonies;

« 2^o — S'il s'agit d'un avancement au choix, être proposés par les gouverneurs généraux, gouverneurs, chefs de service sous l'autorité desquels ils sont placés et compter au minimum deux années de services effectifs dans leur classe.

« Le temps légal de services militaires compte pour l'ancienneté effective au même titre que le temps passé aux colonies sans que les intéressés puissent en bénéficier plus d'une fois durant toute leur carrière administrative aussi bien dans leur cadre d'origine que dans ceux auxquels ils pourraient accéder par la suite;

« 3^o — S'il s'agit d'un avancement à l'ancienneté, compter au moins quatre années d'ancienneté dont deux de services effectifs dans leur classe et n'avoir fait l'objet d'aucune mesure disciplinaire pendant les quatre dernières années;

« 4^o — En outre, réunir au 1^{er} janvier ou au 1^{er} juin du mois qui suit la réunion de la commission pour l'établissement des tableaux primitifs ou complémentaires une durée de service effectif aux colonies au moins égale à dix-huit mois ».

ART. 5. — Les dispositions de l'article 22 du décret du 28 juillet 1939 sont remplacées par les suivantes :

Art. 22. — La commission d'enquête siégeant dans la colonie est composée comme suit :

Le secrétaire général de la colonie ou un chef d'administration ou de service, désigné par lui, président.

Un administrateur des colonies.

Le chef du service radioélectrique de la colonie.

Deux fonctionnaires du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux, d'un grade supérieur ou égal, mais d'une ancienneté supérieure à celle de l'agent incriminé.

A défaut, deux fonctionnaires d'un centre technique remplissant les mêmes conditions.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

ART. 6. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Production agricole

ARRETE N° 569 promulguant au Togo le décret du 8 septembre 1939 créant des comités généraux, coloniaux et régionaux de la production agricole.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies. (Arrêté de promulgation n° 634 D. N. du 2 septembre 1939);

Vu le décret du 8 septembre 1939 créant des comités généraux, coloniaux et régionaux de la production agricole;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 septembre 1939 créant des comités généraux, coloniaux et régionaux de la production agricole.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, au chef-lieu de chaque gouvernement général, un comité général de la production agricole en temps de guerre.

Ce comité comprend :

Le gouverneur général, président.

Le directeur des services économiques.

Le chef des services d'agriculture.

Le chef des services vétérinaires.

Trois membres du conseil de gouvernement (pour l'Indochine et l'Afrique occidentale française) ou du conseil d'administration (pour l'Afrique équatoriale française et Madagascar) spécialisés dans les questions de production et désignés par le gouverneur général.

L'inspecteur du travail et de la main-d'œuvre.

Le représentant de la succursale de la banque d'émission.

ART. 2. — Il est créé, au chef-lieu de chaque colonie, un comité colonial de la production agricole en temps de guerre.

Ce comité comprend :

Le gouverneur ou résident supérieur, président.

Le directeur des services économiques.

Le chef du service de l'agriculture.

Le chef du service vétérinaire.

L'inspecteur du travail et de la main-d'œuvre.

Le représentant de la banque d'émission.

Un représentant des producteurs européens.

Deux représentants des producteurs indigènes.

(Ces trois derniers désignés par le gouverneur).

ART. 3. — Il est créé, au chef-lieu de chaque circonscription administrative, un comité régional de la production agricole en temps de guerre.

Ce comité comprend :

Le chef de la circonscription administrative, président.

Un fonctionnaire du service de l'agriculture.

Un fonctionnaire du service vétérinaire.

Un représentant des producteurs européens.

Deux représentants des producteurs indigènes.

Tous ces membres sont désignés par le gouverneur.

ART. 4. — Ces comités proposent toutes mesures ou donnent tous avis en vue de la réalisation du plan de production agricole établi pour le gouvernement général, la colonie, ou la circonscription administrative :

a) Ils établissent les besoins en main-d'œuvre, engrais, semences, outillage des exploitations agricoles et des artisans ruraux;

b) Ils font connaître les conditions de toute nature qui sont susceptibles d'aider à l'accroissement de la production agricole, notamment la rémunération des producteurs, l'achalandage des magasins et factoreries;

c) Ils font des propositions concernant la distribution du crédit (avances en espèces ou en nature) et l'organisation des transports intérieurs.

ART. 5. — Les comités généraux et coloniaux dirigent et coordonnent l'action des comités régionaux.

Les comités se réunissent obligatoirement avant le début de chaque campagne agricole et en vue de sa préparation, et en outre, une fois au moins par trimestre.

Chaque comité régional établit après chaque réunion une note sommaire sur les questions prévues à l'article 4 sur les difficultés rencontrées et les solutions proposées. Il transmet d'urgence cette note au chef de la colonie qui établit dans les mêmes conditions une nouvelle note sommaire pour l'ensemble du territoire.

Le chef de la colonie envoie par les voies les plus rapides cette note, soit au gouverneur général, soit directement au département.

Le gouverneur général centralise les notes des chefs de territoires et établit dans les mêmes conditions,

pour l'ensemble du gouvernement général, une note résumant l'ensemble des observations recueillies, et la transmet par les voies les plus rapides au département.

ART. 6. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

**Actions en justice — prescriptions et délais
de procédure intéressant les mobilisés**

ARRETE N° 594 promulguant au Togo le décret du 9 septembre 1939 déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion les dispositions du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 9 septembre 1939 déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion les dispositions du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 9 septembre 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

- L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 9 septembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Il nous est apparu opportun de rendre applicables aux colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, les dispositions du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction répond à cette préoccupation.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun confirmé à la France par la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 1^{er} septembre 1939 sont déclarées applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et des colonies intéressées.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

DECRET-LOI relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 1^{er} septembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En cas de guerre, il est indispensable de prendre des dispositions en faveur des citoyens appelés aux armées et qui se trouvent par là même empêchés d'accomplir les actes juridiques nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts : poursuite en justice ou défense à une instance devant les tribunaux, interruption de prescription, ou de péremption, formalités de toutes sortes à remplir dans certains délais pour la conservation de droits nés de la loi ou d'un contrat.

Pendant la guerre de 1914-1918, le décret du 10 août 1914 pris en vertu de la loi du 5 août 1914 avait suspendu pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités toutes actions en justice et tous délais de prescription ou de procédure en matière civile, commerciale ou administrative. Cette suspension des instances et des délais était générale et s'appliquait indistinctement sur tout le territoire aux mobilisés et non mobilisés.

Ce décret prévoyait cependant que la continuation des instances et l'exécution des décisions définitives

pourraient être exceptionnellement autorisées par ordonnance sur requête, rendue par le président du tribunal.

Des textes ultérieurs vinrent élargir les exceptions à la suspension générale des procédures et des délais.

La levée de cette suspension ne fut d'abord possible qu'à l'égard des individus qui n'étaient ni présents sous les drapeaux, ni domiciliés dans certaines circonscriptions de la zone des armées.

Mais par la suite la loi du 26 juillet 1918 permit de suivre des instances et de procéder à des actes d'exécution contre les mobilisés au cas où ceux-ci auraient renoncé à se prévaloir de la suspension ou lorsqu'ils auraient continué ou repris, personnellement ou par mandataire, une exploitation commerciale ou industrielle.

On peut se poser la question de savoir s'il y a lieu de remettre purement et simplement cette législation en vigueur ou si, au contraire, on doit prévoir des mesures différentes.

Il nous est apparu que la législation de 1914-1918 avait une portée trop large. S'il est juste et nécessaire de protéger les mobilisés contre les actions judiciaires, il nous semblerait excessif de suspendre les délais à l'égard de tous, même des non mobilisés.

Une telle mesure comporterait de nombreux inconvénients; notamment elle aurait pour conséquence une paralysie générale des affaires alors que, par ailleurs, le gouvernement s'efforce de maintenir l'activité économique indispensable au pays.

Sans doute avec le système en usage entre 1914 et 1918 eût-il été possible de demander contre les personnes non mobilisées résidant à l'intérieur du pays la levée de la suspension des délais.

Mais au lieu de prévoir, à l'égard de ces derniers, la suspension des délais avec la possibilité d'obtenir la levée de cette suspension, il serait préférable, à notre avis, d'adopter la règle inverse, c'est-à-dire ne pas suspendre le délai en ce qui touche les non mobilisés de l'intérieur, quitte à permettre au président de leur accorder des délais, s'il y a lieu.

D'autre part, en ce qui concerne les catégories d'intéressés qu'il y a lieu de protéger, il faut observer que la notion de « mobilisé » est très large et couvre des personnes dont la situation en temps de guerre ne justifierait pas l'octroi d'une suspension générale des délais et des mesures d'exécution.

En effet, en dehors des hommes appelés sous les drapeaux et incorporés dans une formation militaire, on doit tenir compte des assujettis au service militaire qui sont mobilisés dans la position d'« affecté spécial », ainsi que d'autres personnes « requises », bien que dégagées de toute obligation militaire. Les uns et les autres toucheront des émoluments correspondant à leur emploi et jouiront en fait d'une liberté suffisante pour parer à la défense normale de leurs intérêts.

Le cas des engagés volontaires civils pourrait sembler motiver un traitement analogue à ceux des militaires. Mais il y a lieu de remarquer que ces personnes choisissent, en principe, l'emploi auquel elles seront affectées et touchent une rémunération correspondante au salaire normal attaché à cet emploi, ainsi que des indemnités de déplacement pour elles et leur famille.

Il ne reste donc que les militaires proprement dits qui aient besoin d'une protection spéciale. On n'envisage pas, en ce qui les concerne, de distinguer entre ceux envoyés aux armées et ceux restant à l'intérieur. Les uns et les autres, pris en charge par l'administra-

tion militaire ne percevront plus qu'une solde ou des prestations en nature et leur activité sera le plus souvent totalement absorbée par le service. Il en sera de même des hommes des deux dernières classes libérées d'obligations militaires qui restent à la disposition du ministre de la guerre pour la défense passive.

C'est pour ces motifs qu'à l'expression de « mobilisé » employée en 1914-1918, nous proposons de substituer celle de « militaires appartenant aux formations de l'armée ou du territoire et personnel des formations visées par l'article 11, alinéa 1, de la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre ».

À l'égard des militaires ainsi protégés aucune action en justice ne pourra être engagée ou continuée sans une autorisation préalable du président ou du juge de paix.

La loi de 1918 ne donnait pas à ce magistrat d'autre pouvoir que celui d'accorder ou de refuser l'autorisation, le « mobilisé » étant avisé de la demande de poursuite. Il semble utile d'élargir les pouvoirs du président, en lui permettant de procéder à un aménagement des échéances du débiteur, avec l'assentiment de ce dernier. Les magistrats auront donc, par conséquent, le devoir de rechercher tout ce qui pourrait amener les parties en cause à une conciliation. Dans tous les cas, ils veilleront à ce qu'il ne soit suivi contre les militaires aucune instance à laquelle ces derniers ne seraient pas en mesure d'assurer leur défense dans des conditions normales.

Enfin, il importe d'éviter que le système de protection institué puisse nuire à une catégorie de créanciers particulièrement intéressants, savoir les salariés et les créanciers d'aliments.

En matière fiscale, il résulte des dispositions du présent projet que les impôts continueront, en principe, d'être exigibles dans les mêmes conditions qu'en temps de paix. Mais le recouvrement en sera assuré, à l'égard des personnes ou sociétés visées à l'article 1^{er}, avec tous les ménagements désirables. L'administration s'abstiendra, en règle générale, d'engager ou de poursuivre des instances et d'accomplir des actes d'exécution contre les redevables. Il ne pourra être dérogé à cette règle qu'exceptionnellement et dans des conditions qui seront fixées par décret.

Tel est l'objet du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,
Edouard DALADIER.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.*

*Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.*

*Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.*

*Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur et du ministre des colonies;

Vu la loi du 19 mars 1939, accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A dater du 2 septembre 1939 et jusqu'à la date qui sera fixée ultérieurement par décret, aucune prescription, expiration de délais ou péremption en matière civile, commerciale ou administrative, ne peut être opposée autrement que dans les conditions fixées à l'article 2, aux militaires appartenant aux formations de l'armée et du territoire, aux personnes appartenant aux formations visées par l'article 11, alinéa 1^{er}, paragraphe « e » de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, ou aux sociétés de commerce dont tous les associés en nom collectif, les gérants ou les administrateurs appartiennent aux dites formations.

La suspension des prescriptions, délais et péremptions, s'applique à tous délais impartis pour signifier, exécuter ou attaquer les décisions des tribunaux judiciaires ou administratifs, aux inscriptions hypothécaires, aux délais de présentation des effets de commerce et généralement à tous les actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé. Toutefois, les délais fixés pour les actes de l'état civil ne sont pas suspendus. Il en est de même des délais impartis par les lois fiscales.

Pendant le même temps et dans les mêmes conditions cessent de produire effet à l'égard des personnes et des sociétés susvisées, les clauses des contrats qui stipulent une déchéance en cas d'inexécution dans un délai ou à une date préfixe, à condition que ces contrats aient été conclus avant le deux septembre 1939.

Pendant le même temps, à l'égard des personnes et des sociétés susvisées, les instances seront engagées ou poursuivies, les actes d'exécution seront accomplis dans les conditions fixées à l'article 2.

Pour la sauvegarde des droits qui ne pourraient être exercés en vertu des dispositions ci-dessus, tous délais sont prorogés et aucune forclusion ne peut être encourue.

ART. 2. — La levée de la suspension des délais, la levée de la suspension des effets des contrats, l'exercice des actions en justice et l'exécution des décisions judiciaires ou administratives définitives, ne peuvent intervenir, à l'égard des personnes ou sociétés visées à l'article 1^{er}, que sur ordonnance, en matière civile, du président du tribunal civil, ou du juge de paix pour les litiges de sa compétence, en matière commerciale, du président du tribunal de commerce du domicile de la personne ou du siège social de la société, la continuation des instances engagées ne pourra, de même, intervenir que sur ordonnance du président de la juridiction saisie.

La demande sera introduite par simple requête.

Le président du tribunal appréciera, après s'être entouré de tous les renseignements utiles, notamment, s'il y a lieu, auprès des parties ou de leurs représentants, si la personne ou la société se trouve en état de soutenir l'instance et de satisfaire à la poursuite.

Sur la demande du débiteur, le président pourra procéder à un aménagement des échéances, y compris celles des effets de commerce, à telles conditions d'intérêts qu'il estimera, à défaut d'intérêts contractuels ou de droit. Par dérogation à l'article 1244 du

code civil, les délais accordés par le président pourront dépasser un an.

L'autorisation sera accordée sans frais.

L'ordonnance n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel, elle est dispensée d'enregistrement.

L'autorisation pourra, s'il y a lieu, être révoquée par la juridiction saisie.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux créances de l'Etat, des collectivités et des établissements publics. En ce qui concerne ces créances, un décret pris sur les propositions des ministres intéressés fixera les conditions dans lesquelles pourront être accomplis les actes d'exécution et engagements aux poursuites, et autres actions en justice.

ART. 3. — Les personnes ou sociétés visées à l'article 1^{er} peuvent renoncer à se prévaloir des dispositions de cet article.

Seront présumées y avoir renoncé, pour ce qui concerne leur exploitation, les personnes ou sociétés qui, directement ou par préposé, auront continué ou repris, depuis la mobilisation, une exploitation commerciale ou industrielle; tout gérant ou toute personne préposés par elles, à l'exploitation de leur entreprise commerciale ou industrielle, est présumé avoir reçu un pouvoir l'autorisant à soutenir l'instance en leur nom.

ART. 4. — A dater du 2 septembre 1939, les juges peuvent renouveler pour une période qui ne pourra excéder un an, les délais accordés en application de l'article 1244 du code civil antérieurement à la promulgation du présent décret.

ART. 5. — Les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ne sont pas opposables au ministère public, ni à la partie civile devant les juridictions répressives, ni aux créanciers de salaires ou d'aliments, ni à l'administration chargée du recouvrement des cotisations d'assurances sociales, ni aux caisses de compensation d'allocations familiales.

ART. 6. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux colonies des Antilles, de la Guyane et de la Réunion.

ART. 7. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera soumis à la ratification des chambres, conformément à la loi du 19 mars 1939.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

**Condamnations à l'emprisonnement en cas
de mobilisation générale**

ARRÊTE N° 595 promulguant au Togo le décret du 9 septembre 1939 portant application aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion des dispositions du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif à la suspension de l'exécution des condamnations à l'emprisonnement en cas de mobilisation générale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 9 septembre 1939 portant application aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion des dispositions du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif à la suspension de l'exécution des condamnations à l'emprisonnement en cas de mobilisation générale;

Vu le radiotélégramme officiel n° C. 66 du 16 septembre 1939 du ministre des colonies;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 9 septembre 1939 portant application aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion des dispositions du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif à la suspension de l'exécution des condamnations à l'emprisonnement en cas de mobilisation générale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10. novembre 1939.
L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 9 septembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret-loi du 1^{er} septembre 1939 a prévu la suspension de l'exécution des condamnations à l'emprisonnement en cas de mobilisation générale.

Il nous est apparu opportun d'en adapter les dispositions telles qu'elles figurent au *journal officiel* du 3 septembre 1939 aux colonies autres que les Antilles et la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction répond à cette préoccupation.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun confirmé à la France par la société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif à la suspension de l'exécution des condamnations à l'emprisonnement en cas de mobilisation générale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 1^{er} septembre 1939 sont déclarées applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion.

ART. 2. — Les attributions dévolues par le texte susvisé au préfet et au procureur de la République seront exercées respectivement par le gouverneur ou le chef du territoire, par le procureur de la République ou le juge de paix à compétence étendue.

Les pouvoirs dévolus par l'article 4 au garde des sceaux seront exercés par le ministre des colonies.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié aux *journaux officiels* de la République française et des territoires intéressés et inséré au *bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

**DECRET-LOI relatif à la suspension de l'exécution
des condamnations à l'emprisonnement en cas de
mobilisation générale.**

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de l'intérieur et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — En cas de mobilisation générale les individus de nationalité française, soumis à des obligations militaires et détenus en exécution d'une condamnation, prononcée par une juridiction de droit commun, à une peine d'emprisonnement inférieure à six mois, bénéficieront de plein droit d'une suspension d'exécution de leur peine et seront libérés.

Toutefois, sur avis du procureur de la République dans le ressort duquel se trouve l'établissement pénitentiaire où la peine est subie, le préfet du département dans lequel est situé cet établissement, pourra ordonner le maintien en détention d'un condamné.

ART. 2. — Les individus de nationalité française soumis à des obligations militaires en cas de mobilisation générale et condamnés, par une juridiction de droit commun, à une peine correctionnelle de plus de six

mois, ainsi que les individus de nationalité étrangère condamnés, par une juridiction de droit commun, à une peine correctionnelle d'emprisonnement, qui s'engageraient dans l'armée française, pourront bénéficier d'une mesure de suspension d'exécution de leur peine par décision individuelle prise par le préfet sur avis du procureur de la République.

ART. 3. — L'exécution des peines d'emprisonnement provisoirement suspendues dans les conditions prévues par les articles 1^{er} et 2 ci-dessus, sera reprise sur arrêté du garde des sceaux révoquant cette suspension.

Toutefois, le préfet du département dans lequel la peine était en cours d'exécution au moment de la mobilisation, pourra, à tout moment, sur avis du procureur de la République, révoquer par mesure individuelle la suspension d'exécution de la peine d'un condamné ayant bénéficié des dispositions des articles 1^{er} ou 2 ci-dessus.

ART. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'intérieur et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Amnistie

ARRETE N° 596 promulguant au Togo le décret du 12 septembre 1939 fixant les modalités d'application des dispositions du décret du 11 juillet 1939 portant amnistie à Madagascar, à l'Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, aux Etablissements français de l'Inde, à l'Indochine, à Saint-Pierre et Miquelon, aux Etablissements français de l'Océanie, à la Côte française des Somalis et à l'Afrique occidentale française.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 5 décembre 1937 déterminant pour l'Afrique occidentale française, et le Togo les infractions auxquelles s'applique la loi d'amnistie du 12 juillet 1937. (Arrêté de promulgation n° 19 du 7 janvier 1938);

Vu le décret du 12 septembre 1939 fixant les modalités d'applications des dispositions du décret du 11 juillet 1939 portant amnistie à Madagascar, à l'Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, aux Etablissements français de l'Inde, à l'Indochine, à Saint-Pierre et Miquelon, aux Etablissements français de l'Océanie, à la Côte française des Somalis et à l'Afrique occidentale française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 septembre 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 12 septembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret-loi du 11 juillet 1939, portant amnistie applicable par son texte même aux colonies des Antilles, de la Guyane française et de la Réunion, dispose, par son article 8, qu'à l'égard des autres colonies, des pays de protectorat, de mandat, des décrets spéciaux détermineront les infractions auxquelles s'appliquera ledit décret-loi.

Les décrets que nous avons l'honneur de soumettre, ci-joint, à votre haute sanction, ont pour but de fixer les modalités d'application des dispositions du décret-loi précité à l'Indochine, à Madagascar, à l'Afrique occidentale française, à l'Afrique équatoriale française, aux territoires sous mandat du Cameroun et du Togo, à la Côte française des Somalis, aux établissements français dans l'Inde, à la Nouvelle-Calédonie, aux établissements français de l'Océanie et à Saint-Pierre et Miquelon.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

CAMEROUN ET TOGO

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de la marine et du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les mandats sur le Cameroun et le Togo confirmés à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu le décret-loi du 11 juillet 1939 portant amnistie, et notamment l'article 8 autorisant le pouvoir exécutif à déterminer par décret dans les colonies autres que les Antilles, la Guyane française et la Réunion, les infractions auxquelles s'appliquera le présent décret;

Vu les décrets du 5 décembre 1937 déterminant pour le Cameroun et le Togo, les infractions auxquelles s'applique la loi du 12 juillet 1937 portant amnistie;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Amnistie pleine et entière est accordée au Cameroun et au Togo, pour tous les faits commis antérieurement au 10 mai 1939, lorsque les dispositions ci-après, qui les prévoient et les punissent, ont été rendues applicables dans ces territoires :

1^o — A tous les délits et contraventions en matière de réunion, d'élection — à l'exception des délits de fraude et de corruption électorale — de conflits collectifs du travail et de manifestations sur la voie publique ainsi qu'à tous les délits et contraventions connexes autres que les délits de vol, de recel, de pillage, d'incendie et de coups et blessures ayant entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de vingt jours;

2^o — A tous les délits et contraventions prévus par la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, à l'exception des infractions réprimées par les articles 12, 13, 28 et 32;

3^o — Aux délits et contraventions prévus par les lois des 11 juin 1887 (art. 1^{er} alinéa 2), 19 mars 1889, 30 mars 1902 (art. 44), 4 décembre 1902, 7 juillet 1904, 9 décembre 1905 et 20 avril 1910 et aux infractions aux dispositions des articles 291, 292 et 294 du code péna. relatif au droit d'association;

4^o — Aux infractions prévues par les différents textes portant réglementation du travail dans ces territoires de la nature de celles visées au 4^e de l'article 1^{er} du décret du 11 juillet 1939 portant amnistie;

5^o — Aux contraventions de simple police, quel que soit le tribunal qui ait statué.

ART. 2. — Pendant un délai de six mois à compter de la publication du présent décret, les délinquants primaires, condamnés pour une infraction commise avant le 10 mai 1939, à une peine d'amende ou, avec ou sans amende, à une peine de quinze jours de prison au plus, ou encore à une peine de prison avec sursis d'une durée de trois mois au plus, pourront, par décret, être admis au bénéfice de l'amnistie.

Sont, toutefois, exceptés du bénéfice des dispositions du présent article, les violences commises par des européens sur des indigènes et les délits portant atteinte soit à la morale publique, soit à l'intégrité et à la défense de la famille, soit encore à la protection de la race.

ART. 3. — Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions prévues et punies par les codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer, commises, même par des non-militaires, antérieurement au 10 mai 1939, à tous ceux qui ont bénéficié ou bénéficieront dans les six mois qui suivront la publication du présent décret, par décret de grâce, soit d'une remise totale de la peine, soit de la remise de l'entier restant de la peine.

Pendant ce même délai de six mois, les individus condamnés pour ces mêmes infractions commises avant le 10 mai 1939 et libérés de leur peine pourront également, par décret, être admis au bénéfice de l'amnistie.

ART. 4. — Amnistie pleine et entière est accordée à toutes les infractions aux dispositions du droit local pour les faits de la nature de ceux visés au présent décret, commis antérieurement au 10 mai 1939.

ART. 5. — Les mineurs de moins de dix-huit ans envoyés dans une colonie pénitentiaire ou dans un patronage, à raison d'infractions amnistées par le

présent décret et pour lesquelles ils ont été acquittés comme ayant agi sans discernement, pourront être réclamés par leurs parents non déchus de la puissance paternelle, leurs tuteurs responsables ayant effectivement leur garde, ou par une œuvre charitable, sans qu'aucun délai préalable puisse être opposé à cette demande. Il sera statué dans les formes du décret du 30 novembre 1928. Quelle que soit la décision, aucune trace de l'infraction ne restera au casier judiciaire.

ART. 6. — Les effets de l'amnistie accordée par le présent décret seront régis par les dispositions des articles 12 et 13 des décrets susvisés du 5 décembre 1937.

ART. 7. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la marine et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, aux journaux officiels du Cameroun et du Togo, et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

**Liquidation des biens des organisations
communistes dissoutes**

ARRETE N° 597 promulguant du Togo l'arrêté ministériel du 30 septembre 1939 relatif à la liquidation des biens des organisations communistes dissoutes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes, promulgué au Togo par arrêté n° 520 du 29 septembre 1939;

Vu l'arrêté ministériel du 30 septembre 1939 relatif à la liquidation des biens des organisations communistes dissoutes;

Vu la lettre-avion n° 19 en date du 7 octobre 1939 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté ministériel du 30 septembre 1939 relatif à la liquidation des biens des organisations communistes dissoutes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

—LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le décret du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes et vu, notamment, l'article 2 alinéa 2 de ce décret ainsi conçu : « Des arrêtés du ministre de l'intérieur fixeront, en tant que de besoin, les conditions de liquidation des biens des organismes dissous » ;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Les biens mobiliers et immobiliers du parti communiste et de toutes les associations, les sociétés, les organisations et les groupements visés à l'article 2 du décret du 26 septembre 1939 seront liquidés dans les conditions de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Fait à Paris, le 30 septembre 1939.

Albert SARRAUT.

Rémunération des heures supplémentaires de travail

ARRETE N° 599 promulguant au Togo le décret du 2 octobre 1939 relatif à la rémunération des heures supplémentaires dans les territoires relevant du ministère des colonies, autres que les Antilles, la Réunion, la Guyane et la Nouvelle-Calédonie.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun ;

Vu le décret du 12 septembre 1939 relatif à la durée de travail dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Réunion, la Guyane et la Nouvelle-Calédonie. (Arrêté de promulgation au Togo n° 542 du 13 octobre 1939) ;

Vu le décret du 2 octobre 1939 relatif à la rémunération des heures supplémentaires dans les territoires relevant du ministère des colonies, autres que les Antilles, la Réunion, la Guyane et la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la dépêche ministérielle n° 1.546 du 7 octobre 1939 ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 2 octobre 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 sur le régime du travail ;

Vu le décret du 12 septembre 1939 relatif à la durée de travail dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Réunion, la Guyane et la Nouvelle-Calédonie ;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les établissements énumérés à l'article 6 du livre II du code métropolitain du travail, les heures supplémentaires de travail seront effectuées sans majoration de salaire.

ART. 2. — Le présent décret est applicable à l'Indochine, à l'Afrique occidentale française, à l'Afrique équatoriale française, à Madagascar et dépendances, aux Etablissements français dans l'Inde, aux Etablissements français de l'Océanie, à la Côte française des Somalis, aux Iles St-Pierre et Miquelon et aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française, inséré au bulletin officiel du ministère des colonies et promulgué aux journaux officiels de chaque colonie ou territoire intéressé.

Fait à Paris, le 2 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Liquidation des biens des organisations communistes dissoutes

ARRETE N° 600 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 4 octobre 1939 déléguant aux gouverneurs généraux, gouverneurs et administrateurs des territoires relevant du ministère des colonies le pouvoir de prendre des arrêtés analogues à celui du 30 septembre 1939 relatif à la liquidation des biens des organisations communistes dissoutes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun ;

Vu le décret du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes, promulgué au Togo par arrêté n° 520 du 29 septembre 1939 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 septembre 1939 relatif à la liquidation des biens des organisations communistes dissoutes, promulgué au Togo par arrêté n° 597 du 10 novembre 1939 ;

Vu l'arrêté interministériel du 4 octobre 1939 déléguant aux gouverneurs généraux, gouverneurs et administrateurs des territoires relevant du ministère des colonies le pouvoir de prendre des arrêtés analogues à celui du 30 septembre 1939 susvisé ;

Vu la lettre-avion n° 19 en date du 7 octobre 1939 du ministre des colonies ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 4 octobre 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET LE MINISTRE
DES COLONIES,

Vu le décret du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes et vu, notamment, l'article 2, alinéa 2 de ce décret ainsi conçu : « Des arrêtés du ministre de l'intérieur fixeront, en tant que de besoin, les conditions de liquidation des biens des organismes dissous » ;

Vu l'article 5 du décret du 26 septembre 1939 susvisé déclarant cet acte législatif applicable aux colonies ;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur en date du 30 septembre 1939 fixant le mode de liquidation des organisations communistes dissoutes ;

ARRENTENT :

ARTICLE UNIQUE. — Le pouvoir de prendre des arrêtés analogues à celui du 30 septembre susvisé est délégué aux gouverneurs généraux, gouverneurs et administrateurs des territoires relevant du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 4 octobre 1939.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

**Mariage par procuration des militaires
et marins mobilisés**

ARRETE N° 601 promulguant au Togo le décret du 6 octobre 1939 déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion les dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939 ayant pour objet de permettre en temps de guerre le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉOION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun ;

Vu le décret du 6 octobre 1939 déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion les dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939 ayant pour objet de permettre en temps de guerre le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux ;

Vu la lettre avion n° 20 en date du 12 octobre 1939 du ministre des colonies ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 6 octobre 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 6 octobre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret-loi du 9 septembre 1939 a pris des dispositions en vue de permettre en temps de guerre le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux.

Il nous est apparu opportun d'appliquer les dispositions du texte précité aux colonies, autres que les Antilles et la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction répond à cette préoccupation.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges BONNET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun, confirmé à la France par la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919 ;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 ayant pour objet de permettre en temps de guerre le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux ;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 9 septembre 1939 sont déclarées applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et des territoires intéressés et inséré au *bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 6 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges BONNET.

DECRET ayant pour objet de permettre en temps de guerre le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 9 septembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au cours de la guerre 1914-1918, le législateur s'était préoccupé de faciliter le mariage des mobilisés. A cet effet, il avait admis que les militaires et marins pré-

sents sous les drapeaux et les prisonniers de guerre pourraient se faire représenter par un fondé de procuration spéciale (lois des 4 avril et 19 août 1915).

Or, la pratique a démontré que l'institution de ce mandataire offre de nombreux inconvénients. Le mandataire, en effet, après avoir accepté le mandat, peut être empêché de se rendre à la mairie et son absence s'opposera à la célébration du mariage. Enfin, il est inutile d'indiquer combien certaines formalités de la célébration du mariage deviennent, dans le mariage par procuration, ridicules et même impossibles.

C'est pour ces motifs que le nouveau texte substitue à la procuration une déclaration. Cette déclaration où le futur époux donne son consentement à son propre mariage est dressée aux armées dans les formes prévues par l'article 1^{er} de la loi du 8 juin 1893. Elle est lue solennellement par l'officier de l'état civil au jour de la célébration du mariage.

En ce qui concerne les militaires et marins, prisonniers de guerre, ce consentement peut être établi soit par les agents diplomatiques ou consulaires de la puissance étrangère chargée des intérêts français, soit par deux sous-officiers français, soit par un sous-officier assisté de deux témoins de même nationalité.

Enfin, le présent projet prévoit dans son article 3 que les actes de procuration, les actes de consentement au mariage de leurs enfants et l'autorisation maritale à consentir ou passer par des militaires et marins prisonniers de guerre, soient dressés dans les mêmes conditions.

Si vous approuvez ces dispositions, nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir revêtir le présent décret de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,
Edouard DALADIER.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — En temps de guerre pour causes graves et sur autorisation du ministre de la justice et du ministre de la défense nationale ou des ministres de la marine militaire et de l'air, il peut être procédé à la célébration du mariage des militaires et des marins sans que le futur époux, s'il est présent sous les drapeaux, soit obligé de comparaître en personne. Le consentement au mariage du futur époux sera dressé aux armées dans les formes prévues par l'article 1^{er} de la loi du 8 juin 1893.

En ce qui concerne les militaires et marins, prisonniers de guerre, ce consentement pourra être établi par les agents diplomatiques ou consulaires de la puissance étrangère chargée des intérêts français dans les pays où ces militaires et marins sont retenus en captivité. Il pourra également être établi soit par deux sous-officiers français, soit par un sous-officier assisté de deux témoins de même nationalité.

Cet acte de consentement dont il sera donné lecture par l'officier de l'état civil au moment de la célébration du mariage, sera dispensé des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 2. — Les effets du mariage célébré remontent à la date à laquelle le consentement du futur époux a été reçu.

ART. 3. — Les actes de procuration, les actes au consentement au mariage de leurs enfants et l'autorisation maritale à consentir ou passer par des militaires et marins, prisonniers de guerre, pourront être dressés dans les mêmes conditions que l'acte de consentement visé à l'article 1^{er} du présent décret.

Ils seront dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera soumis à la ratification des chambres conformément à la loi du 19 mars 1939.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,
Edouard DALADIER.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.*

CIRCULAIRE relative à l'application du décret du 9 septembre 1939 ayant pour objet de permettre en temps de guerre le mariage sans comparution personnelle des militaires ou marins présents sous les drapeaux.

Paris, le 22 septembre 1939.

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,
A messieurs les procureurs généraux près les cours d'appel.

Un décret du 9 septembre 1939 a prévu pour les militaires et les marins la possibilité de contracter mariage sans comparaître en personne devant l'officier de l'état civil à la condition d'avoir obtenu la double autorisation du ministre de la justice et du ministre de la guerre, de la marine ou de l'air. Ce texte abroge implicitement la loi du 4 avril 1915 qui permettait le mariage par procuration.

Ainsi qu'il est exposé dans la lettre à monsieur le Président de la République qui précède le décret du 9 septembre, les nouvelles dispositions ont entendu supprimer l'intervention du représentant du mari agissant comme fondé de procuration et la remplacer par un acte constatant suivant certaines formes le consentement du futur conjoint.

I. — La faculté de contracter mariage en vertu d'un acte de consentement est subordonnée, ainsi que dans la loi du 4 avril 1915, à la justification de « causes graves » dont l'appréciation appartient au ministre de la justice et au ministre de la guerre, de la marine et de l'air. Ces « causes graves », dont l'expression a été empruntée à l'article 164 du code civil, doivent, de toute évidence, être interprétées de la manière la plus large.

Il y aura notamment « cause grave », suivant le décret dont il s'agit, non seulement s'il existe des enfants à légitimer ou en cas de grossesse de la future épouse, mais aussi toutes les fois que le futur mari désireux de donner suite à une promesse de mariage antérieure à la mobilisation, servira comme militaire ou marin et se trouverait ainsi empêché de réaliser sa promesse.

L'acte de consentement dont un modèle est annexé à la présente circulaire sera établi conformément à la loi du 8 juin 1893 sur les actes dressés aux armées. Des instructions récentes de l'autorité militaire ont précisé les conditions d'application de ce texte. Si le militaire ou le marin se trouve dans la zone de l'intérieur, l'acte de consentement sera reçu par l'officier de l'état civil du lieu de sa résidence.

L'acte sera rédigé en brevet, c'est-à-dire que l'original même en sera utilisé par l'intéressé et que l'officier ou fonctionnaire instrumentaire n'en conservera pas minute; telle est la règle posée par le premier paragraphe de l'article 4 de la loi du 8 juin 1893. Les actes de consentement devront être légalisés conformément à cette loi.

Le nouveau décret prévoit que ces actes seront dispensés des droits de timbre et d'enregistrement; ils seront donc dressés sur papier libre.

II. — Afin de réduire dans toute la mesure du possible les formalités à accomplir par les militaires ou les marins désirant se marier par acte écrit, les dispositions suivantes ont été arrêtées d'accord avec les ministres intéressés.

Le militaire, en même temps qu'il se présentera devant l'officier ou le fonctionnaire compétent pour recevoir son acte de consentement, saisira ses chefs de sa demande d'autorisation.

Cette demande ne sera astreinte à aucune forme particulière; elle pourra être écrite ou verbale.

Si elle est faite par écrit, elle sera rédigée sur papier libre. Si elle est formulée de vive voix, elle sera consignée dans un rapport de l'officier ou du fonctionnaire qui l'aura reçue.

La demande ou le rapport précisera : 1^o les motifs pour lesquels le militaire, au lieu d'attendre son retour dans ses foyers, désire se marier par acte de consentement; 2^o s'il sollicite la dispense de la publication et de tout délai en vertu de l'article 169 du code civil.

L'officier ou le fonctionnaire qui dressera l'acte aura soin d'appeler d'une façon toute particulière l'attention du militaire sur la nécessité de donner dans l'acte de consentement, avec la plus stricte exactitude, les renseignements relatifs tant à son propre état civil qu'à celui de la future épouse, afin d'éviter les retards qui ne manqueraient pas de se produire au cas où les indications figurant dans l'acte ne concorderaient pas avec celles qui sont portées sur les actes de naissance des futurs époux.

Si les renseignements fournis par le militaire présentent des lacunes ou ne sont pas suffisamment sûrs, ils seront complétés ou vérifiés d'urgence; à cet effet, l'officier ou le fonctionnaire instrumentaire télégraphiera aux maires des communes où sont nés les futurs époux pour obtenir les indications contenues dans les actes de naissance.

La demande accompagnée de l'acte de consentement et de l'avis des chefs du requérant sera transmise soit au ministère des anciens combattants et pensionnés, service central de l'état civil, des successions et des sépultures militaires, 37, rue de Bellechasse, pour les militaires relevant du ministère

de la guerre ou de l'air, soit au ministère de la marine pour les marins.

Le ministre intéressé accordera ou refusera l'autorisation en se plaçant uniquement au point de vue militaire et en me laissant, en cas d'autorisation de sa part, le soin d'apprécier la décision définitive à prendre eu égard à la personnalité de la future épouse et aux « causes graves » invoquées dans la demande.

Ce partage d'attributions permettra d'aboutir promptement à une solution.

Si le ministre de la guerre, de la marine ou de l'air, refuse l'autorisation, la procédure se trouvera close par là même et mon collègue fera aviser le militaire du rejet de sa demande. S'il accorde l'autorisation en ce qui le concerne, il me transmettra le dossier auquel sera annexée sa décision favorable.

Je ferai parvenir la demande au parquet dans le ressort duquel le mariage doit être célébré et il sera procédé par ses soins à une enquête dans le délai le plus rapide. Dans de nombreux cas, le procureur de la République aura à statuer sur la dispense de publication sollicitée en même temps, en vertu de l'article 169 du code civil. Il m'est apparu que les motifs pouvant justifier cette dispense et ceux invoqués à l'appui de la demande de mariage par acte de consentement étant, en pratique, nécessairement les mêmes, il était préférable, tant pour des raisons de logique que pour éviter tout retard inutile par suite de transmissions administratives, que ce soit le même magistrat qui soit appelé à accorder ou à refuser les deux autorisations sollicitées.

Aussi le procureur de la République délivrera-t-il ou refusera-t-il en mon nom l'autorisation prévue au décret du 9 septembre 1939. Dans le cas de refus, il devra me tenir informé de sa décision que je communiquerai aussitôt au ministre intéressé de manière à lui permettre d'en aviser le requérant.

III. — Il n'est pas inutile de souligner que la faculté ouverte pendant la guerre aux militaires et marins présents sous les drapeaux de contracter mariage sans assister en personne à sa célébration est la seule dérogation apportée aux règles du code civil. Ses prescriptions, notamment en ce qui concerne la publicité du mariage et sa célébration, ainsi que les règles relatives au consentement des parents lorsqu'il s'agit d'un mineur, continueront à s'appliquer comme par le passé.

Toutefois, la nouvelle modalité prévue amènera dans la rédaction des actes de mariage certaines modifications de la formule actuellement en vigueur; vous trouverez, joint à la présente circulaire, un modèle rectifié en conséquence.

Dès que l'officier de l'état civil aura procédé à la célébration du mariage, il en avisera par lettre le service central de l'état civil, des successions et des sépultures militaires (ministère des anciens combattants) s'il s'agit d'un militaire relevant du ministère de la guerre ou de l'air et le ministère de la marine s'il s'agit d'un marin.

IV. — Il sera essentiel d'attirer l'attention des futurs époux sur la nécessité de reconnaître, au plus tard, dans l'acte de mariage, les enfants naturels qui seraient issus d'eux s'ils veulent par leur mariage assurer à ces enfants le bénéfice de la légitimation par application de l'article 331 du code civil.

Le militaire ou le marin pourra à cet effet, dans l'acte de consentement dressé pour son mariage, reconnaître les enfants naturels nés de lui et de la future épouse en vue de leur légitimation.

Le modèle d'acte de consentement joint à la présente circulaire contient la formule dont il pourra être fait usage.

Le militaire ou le marin sera d'ailleurs libre, s'il le préfère, de procéder à la reconnaissance de ses enfants naturels par acte séparé en vertu de l'article 98 du code civil et devant les officiers ou fonctionnaires indiqués par l'article 93 du même code.

V. — Il y a lieu d'envisager l'hypothèse où le militaire ou le marin viendrait à mourir entre le moment où sera dressé l'acte de consentement et celui où le mariage est célébré.

L'article 2 du décret du 9 septembre a admis que même dans ce cas il pourra être procédé à la célébration du mariage. La constatation du consentement de la future épouse dans les formes ordinaires aura donc pour conséquence de rendre le mariage parfait et de faire rétroagir ses effets à la date à laquelle l'acte de consentement du mari a été reçu.

Je vous prie de m'accuser réception des présentes instructions que vous communiquerez aux parquets de votre ressort.

Vous voudrez bien, en outre, vous entendre avec M.M. les Préfets pour qu'elles soient portées à la connaissance des maires et pour que, par tous les moyens convenables, elles reçoivent la plus large publicité.

GEORGES BONNET.

ANNEXES

A LA CIRCULAIRE DU 22 SEPTEMBRE 1939

I. — *Modèle d'acte de consentement avec reconnaissance d'un enfant naturel*

Par devant (mentionner les nom, prénoms, et qualité de l'officier ou du fonctionnaire qui reçoit l'acte),

A comparu X... (nom, prénoms, situation militaire), demeurant avant son incorporation à..... et y exerçant la profession de....., lequel :

1^o — Sur notre interpellation a déclaré :

Qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage (1) (dans ce cas, le déclarant est avisé par l'officier ou le fonctionnaire qui reçoit l'acte qu'il sera marié sous le régime de la communauté légale).

Qu'il a été fait un contrat de mariage le..... devant....., notaire à..... (1);

2^o — A déclaré vouloir prendre pour épouse devant l'officier de l'état civil de..... (indiquer le lieu où doit être célébré le mariage) M..... (nom, prénoms, âge, profession, domicile de la future);

3^o — A déclaré vouloir reconnaître en vue de la légitimation par son mariage l'enfant né de ladite dame ou demoiselle (nom, prénoms de la future épouse) à..... (lieu de naissance) le..... (indiquer la date) et inscrit sur les registres de ladite commune sous les nom et prénoms de :..... (nom et prénoms de l'enfant (1) (au cas où il y aurait d'autres enfants à reconnaître, donner les mêmes indications pour chacun des autres enfants).

Fait à (indiquer le lieu où est dressé l'acte) le (date).

(Signature de l'officier ou du fonctionnaire et du comparant).

Le déclarant a affirmé ne savoir signer (ou ne pouvoir signer pour cause d'infirmité) (1).

(1) Biffer les mentions inutiles.

II. — *Modèle d'acte de mariage*

Vu l'acte de consentement passé par application du décret du 9 septembre 1939 devant (nom, prénoms de l'officier ou du fonctionnaire qui a reçu l'acte) en date du par lequel le sieur X... dûment autorisé, fils (mineur) (1) (majeur) (1) de et de (présents) (1) (consentants) (1), déclare vouloir prendre pour épouse devant l'officier de l'état civil de Y... la demoiselle Z...

Devant nous a comparu publiquement en la maison commune : Z... (nom et état civil de la femme).

Il résulte des déclarations de la comparante et de l'acte de consentement du futur qu'il n'a pas été dressé de contrat de mariage (ou qu'il a été fait un contrat de mariage) (1).

Aucune opposition n'ayant été faite, la demoiselle Z... a déclaré vouloir prendre pour époux le sieur X...

Sur ce, lecture a été donnée de l'acte de consentement précité par lequel le sieur X... déclare pouvoir prendre pour épouse la demoiselle Z...

Et nous avons prononcé au nom de la loi que X... et Z... sont unis par le mariage.

Etc...

III. — *Formule à employer en cas de légitimation par le père et par la mère*

Le.....

La demoiselle Z... a déclaré reconnaître en vue de le légitimer par son mariage avec le sieur X..., célébré ce jour en cette mairie, un enfant né à..... le..... et inscrit sous le nom de.....

Par acte dressé dans les conditions déterminées par le décret du 9 septembre 1939, devant..... en date du..... et annexé à..... (tel ou tel registre), le sieur X... a déclaré reconnaître en vue de le légitimer par son mariage avec la demoiselle Z..., célébré ce jour en cette mairie, l'enfant désigné ci-dessus, né à..... le..... et inscrit sous le nom de.....

(1) Biffer les mentions inutiles.

Passage gratuit de retour des militaires demandant leur mise à la retraite

ARRETE N° 602 promulguant au Togo le décret du 8 octobre 1939 relatif au passage gratuit de retour des militaires demandant leur mise à la retraite au cours d'un séjour colonial.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 8 octobre 1939 relatif au passage gratuit de retour des militaires demandant leur mise à la retraite au cours d'un séjour colonial;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 octobre 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 8 octobre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Dans sa rédaction actuelle, l'article 31 du décret du 3 juillet 1897 accorde le droit au passage gratuit de retour aux militaires qui demandent leur mise à la retraite au cours d'un séjour colonial.

Comme aucune durée minima de séjour n'est imposée, il arrive que certains d'entre eux sollicitent le bénéfice des dispositions ci-dessus peu après leur arrivée à la colonie, ce qui est excessif eu égard aux dépenses élevées supportées par l'Etat pour leur envoi outre-mer.

J'estime qu'il convient de mettre un terme à ces errements en fixant le temps minimum de séjour colonial que les intéressés devront avoir accompli pour prétendre à leur rapatriement gratuit.

Tel est l'objet du présent projet de décret que j'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien revêtir de votre signature, si vous en approuvez la teneur.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les passages du personnel colonial et les divers actes qui l'ont modifié, en particulier les décrets des 6 juillet 1904, 25 décembre 1919 et 27 juillet 1938;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 31 du décret du 3 juillet 1897 est complété comme suit :

A ajouter :

A l'alinéa B un alinéa ainsi conçu :

« Toutefois, les officiers et sous-officiers de carrière admis sur leur demande à la retraite en cours de séjour colonial, n'auront droit au passage gratuit de retour que s'ils ont accompli au moment où ils sont rendus à la vie civile, la moitié au moins de la durée du séjour fixé pour le territoire où ils sont en service ».

A l'alinéa C, le membre de phrase ci-après :

« sous réserve en ce qui concerne les officiers et sous-officiers de carrière admis à la retraite sur leur demande en cours de séjour colonial, qu'ils aient accompli la durée minima de séjour indiquée au 2^e alinéa du paragraphe B ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 8 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Biens — Droits et intérêts en pays ennemi

ARRETE No 603 promulguant au Togo le décret du 11 octobre 1939 déclarant applicable aux territoires sous mandat et pays de protectorat relevant du ministère des colonies le décret du 1^{er} octobre 1939 relatif à la déclaration des biens, droits et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi — suivi d'un arrêté du ministre des colonies concernant le délai dans lequel doit être faite la déclaration prévue par l'article 1^{er} du décret du 1^{er} octobre 1939 susvisé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 11 octobre 1939 déclarant applicable aux territoires sous mandat et pays de protectorat relevant du ministère des colonies le décret du 1^{er} octobre 1939 relatif à la déclaration des biens, droits et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi, suivi d'un arrêté du ministre des colonies concernant le délai dans lequel doit être faite la déclaration prévue par l'article 1^{er} du décret du 1^{er} octobre 1939 susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 11 octobre 1939 rendant applicable aux territoires sous mandat et pays de protectorat relevant du ministère des colonies le décret du 1^{er} octobre 1939 relatif à la déclaration des biens, droits et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi — suivi d'un arrêté du ministre des colonies concernant le délai dans lequel doit être faite la déclaration prévue par l'article 1^{er} du décret du 1^{er} octobre 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1939 relatif à la déclaration des biens, droits et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi, et notamment l'article 22 déclarant ce texte applicable à l'Algérie et aux colonies françaises;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est applicable aux territoires sous mandat français et pays de protectorat relevant du ministère des colonies, le décret du 1^{er} octobre 1939 relatif à la déclaration des biens, droits et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 1^{er} octobre 1939 relatif à la déclaration des biens, droits et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est fixé à neuf mois, pour tous territoires relevant du ministère des colonies, le délai dans lequel doit être faite à l'office des biens et intérêts privés la déclaration prévue par l'article 1^{er} du décret du 1^{er} octobre 1939 susvisé.

Ce délai court du jour de la promulgation du présent arrêté dans chaque territoire.

Georges MANDEL.

Opérations de change et commerce de l'or en temps de guerre

ARRETE No 604 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 16 octobre 1939 modifiant l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret-loi, les trois décrets et les trois arrêtés interministériels du 9 septembre 1939, relatifs à la prohibition ou à la réglementation en temps de guerre dans les colonies et territoires africains sous mandat de l'exportation des capitaux, des opérations de change et du commerce de l'or, (Arrêté de promulgation n° 507 du 25 septembre 1939);

Vu l'arrêté interministériel du 16 octobre 1939 modifiant l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat français;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 16 octobre 1939 modifiant l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat français.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

LE MINISTRE DES COLONIES ET LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du même jour rendant applicable ledit décret aux colonies et territoires africains sous mandat;

Vu le décret du même jour fixant les conditions d'application dudit décret aux colonies et territoires sous mandat;

Vu l'arrêté du même jour précisant les opérations prohibées ou autorisées;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 (parag. f) de l'arrêté du 9 septembre 1939, précisant les opérations prohibées ou autorisées, est modifié ainsi qu'il suit :

« Achat de biens à l'étranger réalisé à l'étranger à titre de emploi. L'acheteur et le ou les intermédiaires doivent pouvoir justifier . . . »

(Le reste sans changement).

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 16 octobre 1939.

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le ministre des finances,

Paul REYNAUD.

Ouverture et annulation de crédits

ARRETE No 605 promulguant au Togo les décrets des 20 et 22 octobre 1939 approuvant des arrêtés du Commissaire de la République au Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget local pour l'exercice 1939.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les décrets des 20 et 22 octobre 1939 approuvant des arrêtés du Commissaire de la République au Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget local pour l'exercice 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets des 20 et 22 octobre 1939 approuvant des arrêtés du Commissaire de la République au Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget local pour l'exercice 1939.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925, et les décrets subséquents;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 14 janvier 1939, portant approbation du budget local du Togo (exercice 1939);

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 513, pris par le Commissaire de la République du Togo, en conseil d'administration, le 28 septembre 1939, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo, pour l'exercice 1939, et annulation de crédits à ce même budget.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

ARRETE N° 513 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo, exercice 1939.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, notamment en son article 81, modifié par le décret du 19 janvier 1935;

Vu le décret du 14 janvier 1939, portant approbation du budget local du Togo, exercice 1939;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 28 septembre 1939;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts les crédits supplémentaires suivants au budget local du Togo, exercice 1939 :

PARAGRAPHES	CHAPITRE II		
	Haut-Commissariat et Commissariat de la République		
	ARTICLE 2 — <i>Commissariat de la République</i>		
1	Commissaire de la République		26.000
	CHAPITRE IV		
	Service d'administration générale (personnel)		
	ARTICLE 2 — <i>Bureaux du Gouvernement</i>		
1	Bureau des affaires administratives et économiques	50.000	
2	Bureau des finances	51.000	
	ARTICLE 6 — <i>Justice européenne</i>		
1	Personnel européen	22.000	
	ARTICLE 11 — <i>Forces de Police</i>		
1	Personnel européen	59.000	
2	Personnel indigène	146.000	
	ARTICLE 13 — <i>Dépenses des exercices clos</i>	104.000	
	Total du chapitre IV		432.000
	CHAPITRE V		
	Services d'administration générale (matériel)		
	ARTICLE 9 — <i>Forces de Police</i>		
3	Habillement, équipement, campement des gardes et miliciens	250.000	
4	Armement, munitions et matériel d'instruction	262.000	
	ARTICLE 11 — (Nouveau)		
1	Défense passive du Territoire	100.000	
	Total du chapitre V		612.000
	CHAPITRE VII		
	Services financiers (matériel)		
	ARTICLE PREMIER — <i>Trésor</i>		
1	Achat de jetons et cartes d'impôt, plaques de bicyclettes et de fusils		50.000
	à reporter		1.120.000

PARAGRAPHES	<i>report</i>		1.120.000
	CHAPITRE VIII		
	Dépenses des exploitations Industrielles (personnel)		
	ARTICLE PREMIER — Postes, Télégraphes, Téléphones		
2	Personnel du cadre indigène du Togo	82.000	
	ARTICLE 3 — Travaux publics		
2	Exécution des travaux publics (Européens)	48.000	
3	Exécution des travaux publics (Indigènes)	113.000	
	ARTICLE 4 — Garage central		
2	Personnel indigène	72.000	
	ARTICLE 5 — Agriculture		
2	Personnel indigène	14.000	
	Total du chapitre VIII		329.000
	CHAPITRE XII		
	Services d'intérêt social et économique (personnel)		
	ARTICLE 2 — Hôpital mixte de Lomé		
2	Personnel indigène	109.000	
	ARTICLE 3 — Assistance médicale indigène		
1	Personnel européen	80.000	
2	Personnel indigène	85.000	
	ARTICLE 6 — Instruction publique		
3	Personnel du cadre indigène du Togo	124.000	
	Total du chapitre XII		398.000
	CHAPITRE XV		
	Dépenses diverses (matériel)		
	ARTICLE PREMIER — Transport du personnel et du matériel, indemnités de déplacement		
3	Frais de transport, emballage, manutention etc . . . du matériel destiné aux approvisionnements généraux	112.000	
	ARTICLE 4 — Subventions		
2	Subventions à des établissements du Territoire	371.000	
	Total du chapitre XV		483.000
	Total des crédits supplémentaires demandés		2.330.000

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ces crédits supplémentaires :

PARAGRAPHES	1 ^{re} Par les annulations suivantes :		
	CHAPITRE I		
	Dettes exigibles		
	ARTICLE 5 — Contributions diverses		
1	Contribution aux dépenses de la C. I. R.		100.000
	CHAPITRE VI		
	Services financiers (personnel)		
	ARTICLE PREMIER — Bureau du Trésor		
1	Personnel européen de la trésorerie	25 000	
	ARTICLE 5 — Service topographique		
1	Personnel européen	25.000	
	Total du chapitre VI		50.000
	CHAPITRE XI		
	Travaux publics		
	ARTICLE PREMIER — Travaux d'entretien		
4	Entretien des routes, ponts, terrains d'aviation dans les cercles	200.000	
	ARTICLE 2 — Grosses réparations et travaux neufs		
1	Grosses réparations et constructions d'immeubles	200.000	
2	Grosses réparations et constructions de routes et ponts	100.000	
3	Alimentation en eau (crédit ordinaire)	300.000	
	Total du chapitre XI		800.000
	CHAPITRE XIII		
	Services d'intérêt social et économique (matériel)		
	ARTICLE 15 — Expansion extérieure		
1	Participation aux dépenses de l'agence économique de l'Afrique occidentale française	24.000	
	ARTICLE 16 — Subvention à des œuvres d'intérêt social		
1	Allocations aux enfants métis et secours aux indigents, aux vieillards et aux infirmes	10.000	
	Total du chapitre XIII		34.000
	2 ^{re} Par une augmentation des ressources normales du même budget :		
	CHAPITRE II		
	Contributions perçues sur liquidations		
	ARTICLE PREMIER — Importations et Exportations		
2	Droits d'importation		1.346.000
	TOTAL		2.330.000

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 septembre 1939.

L. MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921, modifié par le décret du 21 février 1925, déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo et les décrets subséquents;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, notamment son article 81, modifié par le décret du 19 janvier 1935;

Vu le décret du 14 janvier 1939, approuvant le budget local du Togo, exercice 1939;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 489, pris par le Commissaire de la République au Togo, en conseil d'administration, le 16 septembre 1939, portant ouverture d'un crédit supplémentaire au budget local du Togo pour l'exercice 1939.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

ARRETE N° 489 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo, exercice 1939.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment l'article 81 modifié par le décret du 19 janvier 1935;

Vu le décret du 14 janvier 1939 approuvant le budget local du Togo, exercice 1939;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 septembre 1939;

Vu l'ordre de mobilisation générale du 2 septembre 1939 et les circonstances exceptionnelles en résultant qui rentrent dans le cadre des dispositions du décret du 19 janvier 1935 susvisé;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts les crédits supplémentaires suivants au budget local du Togo, exercice 1939 :

CHAPITRE XIX

APPROVISIONNEMENTS GÉNÉRAUX

ARTICLE PREMIER. — *Approvisionnement généraux*

§ 1^{er}. — Approvisionnements généraux communs aux services. 1.300.000

§ 2. — Approvisionnements généraux et report du solde de la pharmacie d'approvisionnement 2.600.000

Total des crédits supplémentaires demandés 3.900.000

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ces crédits supplémentaires au moyen de ressources normales de l'exercice 1939, chapitre IV, article 6, paragraphes 1 et 2 dont les prévisions budgétaires seront augmentées de :

CHAPITRE IV

PRODUITS PERÇUS SUR ORDRE DE RECETTES

ART. 6. — *Recettes des magasins administratifs*

§ 1^{er}. — Recettes du magasin général 1.300.000

§ 2. — Recettes de la pharmacie d'approvisionnement 2.600.000

Total 3.900.000

ART. 3. — Le présent arrêté qui est rendu provisoirement exécutoire, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 septembre 1939.

L. MONTAGNE.

Avoirs à l'étranger

ARRETE N° 606 promulguant au Togo le décret du 21 octobre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français des décrets des 9 septembre et 4 octobre 1939 relatifs aux avoirs à l'étranger.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 21 octobre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français des décrets des 9 septembre et 4 octobre 1939 relatifs aux avoirs à l'étranger;

Vu le radiotélégramme n° C. 108 du 3 novembre 1939 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 21 octobre 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu le décret du 9 septembre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger;

Vu le décret du 4 octobre 1939 modifiant le décret précédent;

DECRETE :

TITRE PREMIER

PERSONNES ASSUJETTIES A LA DÉCLARATION

ARTICLE PREMIER. — Toutes personnes physiques, de nationalité française, sont tenues de produire la déclaration prévue par l'article 1^{er} du décret relatif aux avoirs à l'étranger, dès lors qu'au 15 novembre 1939 elles possèdent dans une colonie ou un territoire africain sous mandat français leur résidence habituelle.

Sont présumées résider habituellement dans une colonie ou un territoire africain sous mandat français, les personnes physiques de nationalité française qui y possèdent une résidence ou y exercent une activité professionnelle. Il appartient, le cas échéant, aux intéressés d'établir la preuve que leur résidence habituelle ou le lieu de leur principal établissement est en territoire étranger.

Lorsque des personnes physiques ont une résidence à la fois dans une colonie ou un territoire africain sous mandat français et en France, la déclaration doit être faite à la résidence principale.

ART. 2. — Sont tenues de produire les déclarations visées par les articles 1^{er} et 3 du décret susvisé, toutes personnes morales françaises existant à la date du 15 novembre 1939.

Sont considérées comme personnes morales françaises toutes les personnes morales de nationalité française ainsi que les personnes morales de nationalité étrangère dont le principal champ d'activité se trouve dans une colonie ou un territoire africain sous mandat français.

ART. 3. — Sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de l'article précédent, les personnes morales étrangères sont tenues d'établir les déclarations susvisées pour les établissements qu'elles possèdent dans les colonies et dans les territoires africains sous mandat français à la date du 15 novembre 1939. Il doit être établi une déclaration distincte pour chaque établissement doté d'une comptabilité propre ou jouissant d'une organisation autonome.

TITRE II

AVOIRS A MENTIONNER DANS LA DÉCLARATION

ART. 4. — Doivent figurer dans la déclaration prévue par l'article 1^{er} du décret du 9 septembre 1939, tous biens meubles ou immeubles situés matériellement à l'étranger, tous droits corporels ou incorporels à l'étranger, toutes créances sur l'étranger non représentées par des titres négociables détenus dans la métropole, en Algérie, dans les pays de protectorat, dans les colonies ou territoires africains sous mandat français, toutes conventions assurant, directement ou indirectement, des participations, intérêts ou revenus à l'étranger, telles que, notamment, les conventions de trusts, les contrats de capitalisation, d'épargne ou d'assurance, les fondations constituées dans un intérêt privé.

Pour l'application des dispositions qui précèdent, ne sont pas considérés comme territoires étrangers,

la métropole, l'Algérie, les pays de protectorat, les autres colonies et territoires africains sous mandat français.

ART. 5. — Ne sont pas considérés comme avoirs à l'étranger, ni par conséquent assujettis à la déclaration visée à l'article précédent, les comptes en devises étrangères ouverts dans des établissements de banque en France, en Algérie, dans les pays de protectorat et dans les colonies et territoires africains sous mandat français, non plus que les valeurs étrangères situées matériellement à l'étranger mais placées sous le dossier desdits établissements pour le compte de leurs propriétaires.

ART. 6. — Les déclarations sont établies sur des formules mises à la disposition des intéressés par l'administration, et dont le modèle sera fixé par un arrêté du ministre des finances et du ministre des colonies. Elles doivent donner toutes indications utiles sur la nature, la consistance et la valeur des avoirs détenus à l'étranger.

En ce qui concerne les établissements que les personnes physiques ou morales, telles qu'elles sont définies aux articles 1^{er} et 2, possèdent à l'étranger, les déclarations doivent comporter une déclaration d'existence, un bilan établi, soit au 15 novembre 1939, soit au jour de clôture du dernier exercice social précédant cette date. Dans ce dernier cas, une situation sommaire des comptes au 15 novembre 1939 doit être jointe au bilan. L'office colonial des changes est en droit de demander toutes justifications à l'égard de ces établissements.

TITRE III

PRODUCTION DE LA DÉCLARATION

ART. 7. — En ce qui concerne les personnes physiques, la déclaration doit être souscrite par le propriétaire des avoirs à l'étranger ou par son représentant légal. Ce dernier, en cas de défaut de déclaration, de retard, d'omission, ou d'insuffisance, s'expose aux peines prévues par l'article 4 du décret du 9 septembre 1939 susvisé.

Dans le cas d'un compte joint ou d'un coffre à l'étranger loué conjointement par plusieurs personnes, ainsi que dans le cas de propriétés indivises, chacun des déposants ou propriétaires est tenu de déclarer l'ensemble commun.

ART. 8. — En ce qui concerne les personnes morales françaises et les personnes morales étrangères pour leurs établissements dans les colonies et territoires africains sous mandat français, les déclarations doivent être souscrites par la ou les personnes chargées de la direction desdits établissements, lesquelles sont responsables sous les peines prévues par l'article 4 du décret susvisé du 9 septembre 1939 des défauts de déclaration, retards, omissions ou insuffisances.

ART. 9. — Dans le cas de force majeure prévue par l'article 2 du décret relatif aux avoirs à l'étranger, une demande doit être adressée à l'office colonial des changes, suivant les cas, avant le 1^{er} décembre 1939 ou avant le 1^{er} février 1940, en vue de l'obtention d'un délai supplémentaire.

ART. 10. — Dans le cas où, sans être victime d'un événement de force majeure, les personnes assujetties à la déclaration ne disposeraient pas en raison de difficultés de transmission ou de déplacement, des renseignements nécessaires à l'établissement de leur déclaration, conformément aux conditions prévues au présent décret, une déclaration provisoire pourrait être

déposée avant le 1^{er} décembre 1939. Le dépôt de cette déclaration provisoire mettra le signataire à l'abri de toutes poursuites jusqu'au 1^{er} avril 1940, date extrême à laquelle devra être produite la déclaration détaillée et définitive.

Dans le même cas, lorsque, s'agissant d'une personne physique le possesseur des avoirs est présent sous les drapeaux ou que, s'agissant d'une personne morale, tous les associés en nom collectif, gérants, administrateurs ou autres représentants sont également présents sous les drapeaux, une déclaration provisoire pourra être déposée avant le 1^{er} février 1940, la déclaration détaillée et définitive devant intervenir avant le 1^{er} juin 1940.

TITRE IV

DÉCLARATIONS PARTICULIÈRES AUX PERSONNES MORALES

ART. 11. — Les biens détenus dans la métropole, en Algérie, dans les pays de protectorat et dans les colonies et territoires africains sous mandat, dont la déclaration par les personnes morales françaises ou par les personnes morales étrangères pour leurs établissements dans les colonies et dans les territoires africains sous mandat, est prévue par l'article 3 du décret du 9 septembre 1939, sont : l'or en lingots ou en barres, les pièces de monnaie d'or françaises ou étrangères, les billets de banque étrangers, les chèques, lettres de change et traites libellées en monnaies étrangères, les soldes au 15 novembre 1939 de tous comptes courants en monnaies étrangères ouverts dans des banques dans la métropole, en Algérie, dans les pays de protectorat et dans les colonies et territoires africains sous mandat.

Les déclarations sont faites dans les mêmes formes et conditions que les déclarations prévues par l'article 1^{er} du décret susvisé.

ART. 12. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre, et des affaires
étrangères,*

Edouard DALADIER.

Le ministre des finances,

Paul REYNAUD.

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Amenches pénales

RECTIFICATIF au journal officiel du Togo du 1^{er} octobre 1939.

(Décret du 26 juillet 1939, promulgué au Togo par arrêté n° 503 du 25 septembre 1939).

Page 479, 2^e colonne, 37^e ligne :

Au lieu de :

Du 19 mars 1936,

Lire :

Du 19 mars 1836.

Pouvoirs des gouverneurs quant à l'administration de la justice

RECTIFICATIF au journal officiel du Togo du 1^{er} octobre 1939.

(Décret du 2 août 1939, promulgué au Togo par arrêté n° 502 du 25 septembre 1939).

Page 483, 1^{re} colonne, 27^e ligne :

Au lieu de :

En cas de condamnation à mort, s'il n'y a pas eu de recours en grâce,

Lire :

En cas de condamnation à mort, même s'il n'y a pas eu de recours en grâce.

Exportation des capitaux — Opérations de change et commerce de l'or

RECTIFICATIF au numéro spécial du journal officiel du Togo du 26 septembre 1939.

(DECRET du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat du décret-loi du 5 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, promulgué au Togo par arrêté du 25 septembre 1939.)

Page 457, 2^e colonne, 6^e et 7^e lignes :

Au lieu de :

L'or à usage industriel ou autre, en fils, feuilles, poudre, ainsi que les déchets et objets d'or.

Lire :

L'or à usage industriel ou autre ainsi que les déchets et objets d'or.

(ARRETE interministériel du 9 septembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées, promulgué au Togo par arrêté du 25 septembre 1939.)

Page 459, 2^e colonne, 34^e ligne :

Au lieu de :

Lui appartenait déjà à la date du 11 septembre 1939.

Lire :

Lui appartenait déjà à la date du 9 septembre 1939.

(ARRETE interministériel du 9 septembre 1939 relatif aux intermédiaires, promulgué au Togo par arrêté du 25 septembre 1939.)

Page 463, 1^{re} colonne, 3^e ligne :

Au lieu de :

1^o — Pour toute opération, la déclaration de l'identité,

Lire :

1^o — Pour toute opération autre que la cession à l'office colonial des changes de billets de banque étrangers, la déclaration de l'identité,

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Taxes sur les installations réceptrices de radiodiffusion

ARRETE N° 626 instituant une taxe sur les appareils récepteurs de T. S. F. et les lampes radioélectriques.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la lettre ministérielle n° 113 du 29 mars 1938 C. D. 9;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 12 novembre 1938;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué à partir de l'année 1939, sur les installations réceptrices de radiodiffusion une redevance pour les droits d'usage fixée aux taux suivants :

15 francs pour les postes à cristal sans dispositif comportant l'usage de lampes;

50 francs pour les postes autres que les postes à cristal lorsqu'ils sont détenus par les particuliers;

100 francs pour les postes utilisés dans les salles d'auditions gratuites ou dans les lieux ouverts au public;

200 francs pour les postes installés dans les salles d'auditions payantes.

Le produit de cette redevance sera inscrit à un paragraphe spécial de l'article 1^{er} du chapitre III du budget local « produit de la redevance d'usage sur les postes récepteurs radioélectriques ».

La déclaration des postes récepteurs et le recouvrement de cette redevance sont effectués dans les conditions fixées ci-après :

ART. 2. — La perception de cette redevance est effectuée soit après déclaration des détenteurs, soit d'office en cas de déclaration inexacte ou à défaut de déclaration.

Elle est due pour une année entière et payée en une seule fois.

ART. 3. — Sont exemptés du paiement de la redevance pour droits d'usage :

Les postes en essai dans les laboratoires ou détenus par les commerçants en vue de la vente.

Les postes détenus par les établissements hospitaliers et d'assistance gratuite, les établissements d'enseignement public, les aveugles, les mutilés de guerre ou du travail au taux d'invalidité de 100 p. 100, les mutilés de guerre de l'oreille.

Les postes établis en vue d'un service public par l'Etat, les départements et les communes.

Les postes fournis à titre de prestations en nature à certains fonctionnaires en application des dispositions du décret du 23 janvier 1914 modifié par décret du 26 mai 1937.

ART. 4. — La déclaration des postes récepteurs soumis à la redevance d'usage doit être faite dès l'entrée en possession par le détenteur.

Elle est effectuée :

a) A Lomé, directement ou par lettre adressée au receveur du bureau de poste de Lomé.

b) Dans le reste du Territoire, directement ou par lettre adressée au chef de la circonscription territoriale.

Les déclarations doivent être faites sur des formules de déclaration du modèle annexé au présent arrêté que le service des P. T. T. ou les chefs de circonscriptions territoriales doivent tenir à la disposition des requérants.

Dès réception de la déclaration, un récépissé du modèle ci-annexé doit être remis ou envoyé au déclarant.

ART. 5. — La redevance d'usage est exigible dès le 1^{er} janvier et pour les postes achetés en cours d'année dès l'entrée en possession du poste.

Le paiement en est effectué dans les conditions suivantes :

a) A Lomé, directement, au guichet du bureau de poste de Lomé ou par prélèvement d'office sur le compte courant postal du détenteur ou par chèque bancaire si le montant du versement excède 20 francs.

b) Dans le reste du Territoire entre les mains des agents spéciaux qui en feront recette sous la rubrique indiquée à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ART. 6. — Le paiement de la redevance donne lieu à la remise d'un récépissé du receveur du bureau de poste de Lomé pour les recouvrements effectués dans cette ville ou d'une quittance pour ceux effectués par les agents spéciaux.

Ce récépissé ou cette quittance doivent être conservés par les détenteurs pour être présentés à toute réquisition des agents assermentés du service des P. T. T. ou des chefs de circonscriptions territoriales.

ART. 7. — En cas de défaut de déclaration le montant de la redevance est quintuplé.

En cas de récidive, la redevance est décuplée.

ART. 8. — Dans les cas visés à l'article 7, un titre correspondant au montant de la redevance exigible est établi d'office par le chef du service des postes ou par le chef de circonscription intéressée et mis immédiatement en recouvrement.

Si après deux présentations, le paiement du titre n'est pas effectué dans les huit jours de la constatation de l'infraction, le recouvrement sera poursuivi dans les formes prévues par l'arrêté n° 52 du 27 janvier 1935 réglementant les poursuites en matière de contributions directes, taxes assimilées et dettes envers le service local.

ART. 9. — Les commerçants détenant des appareils radioélectriques destinés à la vente doivent faire remplir par tout acheteur non revendeur d'un appareil récepteur, une formule de déclaration du modèle prévu à l'article 4 du présent arrêté qu'ils adressent aussitôt au chef du service des postes si l'acheteur est domicilié à Lomé ou au chef de la circonscription administrative dans les autres cas.

Les commerçants sont tenus d'ouvrir un registre spécial des ventes obligatoirement conforme à l'annexe du présent arrêté et comportant une souche et un feuillet détachable susceptible d'être rempli en même temps que la souche à l'aide d'un papier carbone.

Les mentions de la souche et du feuillet devront être concordantes.

Les pages du registre, souches et feuillets, devront être soigneusement numérotés.

Il sera fait usage d'au moins une page (souche et feuillet) par journée de vente.

Les registres devront être conservés pendant un délai de 3 ans à compter du 1^{er} janvier de l'année durant laquelle ils ont été commencés.

ART. 10. — Les feuillets amovibles seront détachés du registre et envoyés au chef du service des P. T. T. ou au chef de la circonscription territoriale suivant que l'acheteur est domicilié ou non à Lomé accompagnés des déclarations visées à l'article 9.

Les ventes comportant un ensemble de pièces détachées susceptibles de permettre le montage et l'utilisation d'un poste seront inscrites au registre dans les mêmes conditions que les postes complets.

Eventuellement les mentions « C. H. (chassis) » EP (ensemble de pièces détachées) seront portées colonne 3.

Pour les ventes faites à la suite d'une correspondance et suivies d'expéditions ne pouvant donner lieu à l'établissement d'une formule de déclaration par l'acheteur, le feuillet du registre seul sera adressé à l'administration et la colonne « observations » de ce registre portera la mention « N D ».

ART. 11. — Les commerçants sont tenus de présenter leur registre à toute réquisition des agents assermentés du service des P. T. T. ou des chefs des circonscriptions territoriales.

Les infractions aux dispositions des articles 9 et 10 ou le refus de présentation du registre, dûment cons-

tatées par procès-verbal établi par les agents susvisés seront punies de 1 à 15 frs. d'amende, de 1 à 15 jours de prison ou l'une de ces deux peines seulement.

ART. 12. — A compter de la publication au journal officiel du Togo du présent arrêté il est institué à l'importation, une taxe sur les lampes de réception destinées à la vente dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

Cette taxe est perçue à l'entrée sur le territoire du Togo par le service des douanes suivant les règles établies pour les taxes à l'importation.

Elle est fixée à 4 francs par lampe.

ART. 13. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 novembre 1938.

L. MONTAGNE.

« Devenu exécutoire de plein droit, conformément aux dispositions du paragraphe C de l'article 74 du décret du 30 décembre 1912, le ministre des colonies n'ayant pas prononcé son annulation dans un délai de 6 mois à partir de la date à laquelle il a été expédié au ministère ».

ANNEXE N° 1

(Recto de la formule de déclaration)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

DECLARATION

d'un poste radioélectrique privé servant uniquement à la réception de signaux ou de communications n'ayant pas le caractère de correspondances particulières.

(Article 109 de la loi du 31 Mai 1933)

Je soussigné (Nom, prénoms, profession).

Lieu et date de naissance :

Nationalité :

Adresse :

déclare être en possession d'un poste récepteur de radiodiffusion :

- a) de 1^{re} catégorie : (Poste à cristal sans dispositif comportant l'usage de lampes);
- b) de 2^{me} catégorie : (Poste n'appartenant pas à la 1^{re} catégorie et non utilisé pour des auditions publiques);
- c) de 3^{me} catégorie : (Poste utilisé dans une salle d'auditions gratuites ou dans un lieu ouvert au public);
- d) de 4^{me} catégorie : (Poste installé dans une salle d'auditions payantes);

m'engage à payer chaque année, sauf résiliation de ma part, les redevances exigibles (1):

a) au guichet du Bureau des P. T. T. de Lomé :

b) par prélèvement d'office sur mon compte-courant postal N° à

c) à l'Agence spéciale de la Subdivision de à

Emplacement) a) à mon domicile

du poste) b) à

, Rue , N°

A

, le

19

Signature de l'agent ayant reçu
la déclaration,

Le Déclarant,

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

d'un poste radioélectrique privé de la ^e catégorie (1) servant uniquement à la réception de signaux ou de communications n'ayant pas de caractère de correspondances particulières.

(Article 109 de la loi du 31 Mai 1933).

Nom, prénoms et profession :

Lieu et date de naissance :

Adresse :

Emplacement du poste :

A , le 19

L'Agent ayant reçu la déclaration,

(1) indiquer la catégorie en toutes lettres.

(VERSO DE LA FORMULE N° 1 R. D.)

1°) — Les taxes sont les suivantes :

1^{re} catégorie 15 francs par an.

2^{me} catégorie 50 francs par an.

3^{me} catégorie 100 francs par an.

4^{me} catégorie 200 francs par an.

2°) — Sanctions. — En cas de défaut de déclaration, la redevance est quintuplée; en cas de récidive, la redevance peut être décuplée et le poste confisqué au profit des établissements hospitaliers ou scolaires du Territoire.

3°) — Récépissé de la déclaration. — En cas de non réception dans un délai de quinze jours du récépissé d'une déclaration faite par lettre, la déclaration devra être renouvelée. Il en sera donné reçu immédiatement.

(VERSO DU RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION) (Formule N° 1 R. D.)

Partie à renvoyer au bureau des P. T. T. en vue d'obtenir la résiliation.

DEMANDE DE RÉSILIATION

Je soussigné, (nom prénoms, profession).

Lieu et date de naissance.

Adresse.

déclare ne plus être en possession du poste récepteur de radiodiffusion de ^e catégorie qui était installé.

(1) à mon domicile

(1) à rue N°

A le 19

Le Déclarant,

RÉCÉPISSÉ D'UNE DEMANDE DE RÉSILIATION

d'un poste de récepteur de radiodiffusion privé de ^e catégorie.

Nom, prénoms et profession.

Lieu et date de naissance.

Adresse.

Ancien emplacement du poste :

(1) à domicile

(1) à N°

A , le 19

L'Agent ayant reçu la demande,

ANNEXE

Modèle de la page du registre de ventes (souche et feuillet).

Page No.

OBJET VENDU

DATE de la vente 1	NOMBRE 2	NATURE (1) 3	NOM, PRÉNOMS et domicile de l'acheteur 4	OBSERVATIONS (2) 5

A le

(Cachet du Commerçant)

(Signature)

(1) Indiquer s'il s'agit d'un poste complet (P. C.), châssis (C. H.), ensemble de pièces détachées (E. P.).

(2) Porter la mention N. D. en face des ventes pour lesquelles la déclaration N° 1 R. D. n'a pu exceptionnellement être établie.

Défense contre le danger aérien

2760 D. N. — ARRETE au sujet de l'application du décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'organisation de la défense contre le danger aérien dans les territoires d'outre-mer dépendant du ministre des colonies.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'organisation de la défense contre le danger aérien dans les territoires d'outre-mer dépendant du ministre des colonies;

Vu la circulaire ministérielle n° 765 I. E. M., Col. du 31 mai 1939, relative aux modalités d'application du décret du 2 mai 1939, concernant l'organisation de la défense contre le danger aérien dans les territoires d'outre-mer dépendant du ministre des colonies;

Vu l'arrêté n° 1729 A. P. du 27 mai 1939, promulguant en Afrique occidentale française le décret susvisé du 2 mai 1939;

Le général commandant supérieur des troupes entendu;

ARRETE.

ARTICLE PREMIER. — Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique sur l'organisation de la défense contre le danger aérien dans les territoires dépendant du ministre des colonies, le général commandant supérieur des troupes est nommé directeur de la défense passive et commandant de la défense aérienne en Afrique occidentale française et au Togo.

Il a l'autorité conférée par l'article 3 du décret sus-visé sur le commandant de l'air du territoire pour l'entrée en jeu des forces aériennes concourant à cette défense.

Les attributions qui lui sont données par les dispositions des articles 2, 4, 5, 6, 7, 11, 14, 15 du même décret sont rappelées et précisées ci-après :

a) Le général commandant supérieur des troupes a délégation permanente du gouverneur général pour coordonner en tout temps les mesures de défense anti-aérienne actives et passives sur les territoires de l'Afrique occidentale française et du Togo.

b) Il est responsable de l'exécution des mesures arrêtées par le gouverneur général, dans le cadre du plan d'ensemble de défense passive approuvé par le ministre des colonies. Il dispose à cet effet du concours de toutes les autorités militaires subordonnées, des autorités civiles locales et notamment municipales ainsi que de tous les habitants, pour qui la préparation de la défense passive est une obligation.

c) Il règle en accord avec le gouverneur général toutes les questions touchant l'établissement, l'amélioration et l'exécution du plan d'ensemble de défense passive, notamment celles qui concernent l'implantation des usines ou dépôts intéressant la défense du territoire.

En conséquence, les enquêtes de *commodo et incommodo* visant l'autorisation d'installer des parcs, des dépôts, des fabriques d'hydrocarbures ou d'explosifs, des établissements dangereux ou insalubres, devront lui être obligatoirement soumises.

Il a qualité pour arrêter la nomenclature détaillée des établissements soumis à la règle ci-dessus et pour accorder en l'espèce les délégations qu'il jugerait nécessaires aux autorités désignées aux deux derniers alinéas de l'article 4 du décret du 2 mai 1939.

d) Il soumet au gouverneur général toutes mesures générales ou spéciales visant à diminuer la vulnérabilité des édifices publics, des installations diverses commerciales ou industrielles ou à usage d'habitation.

Il propose en particulier toutes mesures susceptibles de diminuer à l'occasion de constructions neuves ou de grosses transformations, les dangers résultant d'attaques aériennes.

e) Il propose également, après avis de la commission prévue à l'article suivant, les mesures concernant les travaux immobiliers à entreprendre dans les bâtiments des services publics et, s'il a lieu, les installations prévues pour la mise à l'abri des populations.

f) Il contrôle ou fait contrôler par ses délégués l'application stricte des dispositions du plan de défense passive et l'observation, par les propriétaires d'immeubles, des obligations définies aux trois derniers alinéas de l'article 5 aux deux derniers alinéas de l'article 7 du décret du 2 mai 1939.

g) Il soumet enfin au gouverneur général toutes suggestions utiles sur les fonctions de défense passive pour lesquelles des engagements peuvent être reçus au titre de l'article 10 du décret et sur les conditions d'emploi des personnels civils et militaires affectés à la défense passive et peut exercer, dans les limites fixées par les instructions ministérielles, le droit de réquisition prévu à l'article 11 du même décret.

ART. 2. — La composition de la commission centrale de défense passive mentionnée à l'article 6 du décret du 2 mai 1939 est fixée comme suit :

Président :

Le général commandant supérieur des troupes.

Membres :

Le commandant de la marine en Afrique occidentale française.

Le commandant de l'air en Afrique occidentale française.

Le procureur général, chef du service judiciaire.

Le directeur du contrôle financier.

Le directeur des finances.

L'inspecteur général des travaux publics.

Le médecin général, inspecteur général des services sanitaires et médicaux.

Le directeur des affaires politiques et administratives.

Le directeur des services économiques.

Le directeur de la sûreté générale.

Secrétaire :

Un officier supérieur désigné par le Président.

Le chef du secrétariat permanent de la défense nationale assiste aux séances comme délégué du gouverneur général.

Les membres de la commission peuvent, de leur côté, s'adjoindre un officier ou un fonctionnaire désigné par leurs soins pour assister aux séances.

Le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar, les gouverneurs chefs des colonies, le gouverneur Commissaire de la République au Togo, peuvent demander la réunion de la commission centrale. S'ils sont présents à Dakar, ils en font partie à titre consultatif.

Le commandant de la marine et le commandant de l'air peuvent également demander la réunion de la commission centrale pour la solution de certaines questions de leur domaine propre, et particulièrement en vue de défendre les intérêts de leurs départements respectifs.

Enfin le général commandant supérieur des troupes peut décider ou autoriser, sur demande de l'un des membres de la commission, l'audition en séance des techniciens intéressés à la préparation et à l'exécution des mesures de défense passive.

Une instruction particulière fixera sur proposition du général commandant supérieur le règlement de la commission centrale.

Une section d'étude permanente est constituée au sein de la commission centrale. Elle sera dirigée par l'officier supérieur secrétaire de la commission centrale.

Des commissions locales de défense passive sont instituées dans chaque colonie; dans la circonscription de Dakar et au Togo, elles assistent les Gouverneurs et le Commissaire de la République dans les conditions déjà fixées ci-dessus pour la commission centrale.

Elles sont chargées éventuellement :

1^o — De diffuser et de suivre l'exécution des mesures qui leur sont prescrites par la commission centrale;

2^o — De proposer à cette commission, après accord avec le gouverneur chef du territoire (ou gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar) toutes dispositions nouvelles susceptibles d'améliorer l'équipement de défense passive de leur territoire, compte tenu des possibilités financières locales.

Le commandant militaire est obligatoirement président de la commission locale en tant que représentant du général commandant supérieur des troupes, directeur de la défense passive.

La composition de la commission locale est fixée par le gouverneur chef de la colonie (le gouverneur admi-

nistrateur de la circonscription de Dakar ou le commissaire de la République) qui y incorpore les chefs de service et les techniciens qu'il juge nécessaire compte-tenu de l'organisation administrative de son territoire.

Le chef de la section locale de préparation de la défense nationale fait également partie de droit de cette commission et représente le gouverneur.

Le commandant militaire du Dahomey peut, avec l'approbation du général commandant supérieur des troupes, déléguer tout ou partie de ses attributions en la matière au commandant des forces de police du Togo, et seulement en ce qui concerne la défense passive de ce territoire.

Des commissions urbaines de défense passive peuvent être constituées dans les localités importantes soit par leur étendue, soit par leur situation géographique ou politique.

Si ces localités sont le siège d'une garnison, le commandant d'armes est de droit président de la commission.

Si aucune troupe n'y réside, l'administrateur commandant le cercle ou la circonscription sur le ressort duquel est située la localité, remplit cette fonction.

Il est assisté par un officier désigné par le commandant militaire comme conseiller technique. Cet officier n'est pas tenu de résider dans la localité. Il prend connaissance de tous les dossiers et se rend sur place chaque fois que la commission urbaine se réunit.

L'administrateur commandant de cercle, communique au titre « défense passive » avec le commandant militaire par l'intermédiaire du gouverneur. Les décisions ainsi transmises doivent obligatoirement comporter l'avis de l'officier conseiller technique.

Si la localité est une commune de plein exercice, le maire fait obligatoirement partie de la commission urbaine.

Toutes les mesures de défense passive s'intégrant dans le plan d'ensemble, dont le général commandant supérieur des troupes est l'exécutant responsable, les commissions urbaines sont subordonnées aux commissions locales lesquelles dépendent directement de la commission centrale.

Les arrêtés des gouverneurs chefs de colonie (du gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar ou du gouverneur Commissaire de la République au Togo) fixant la composition des commissions urbaines et locales devront en conséquence être soumis à l'approbation du gouverneur général donnée sur avis conforme du général commandant supérieur des troupes.

ART. 3. — Le plan d'ensemble de défense passive et le plan d'équipement correspondant font l'objet d'une instruction particulière.

Conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 2 mai 1939, les dépenses afférentes à l'exécution des tranches annuelles de ce plan sont à la charge des budgets de la Fédération (et du territoire du Togo).

Le gouverneur général détermine chaque année la proportion dans laquelle le budget général peut concourir à ces dépenses.

Il répartit entre chaque colonie les crédits alloués par la loi de finances comme participation de l'Etat à la défense passive dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies.

Les installations et approvisionnements de matériel de défense passive réalisés ainsi par l'Etat avec le concours des budgets locaux, sont, en ce qui concerne

leur entretien et leur conservation, à la charge de ces derniers (sauf participation éventuelle de l'Etat dans les conditions fixées à l'alinéa précédent). Sous réserve du droit de récupération de l'Etat, ils peuvent devenir propriété des colonies intéressées.

Enfin les établissements privés et les entreprises présentant un intérêt national et public, désignés par le gouverneur de la colonie (ou du territoire du Togo) sur avis conforme de la commission centrale de défense passive, doivent assurer eux-mêmes la protection de leur personnel et de leur matériel selon les directives et sous le contrôle du directeur de la défense passive ou de ses délégués.

Les dépenses occasionnées de ce fait sont à la charge des établissements, sauf contribution éventuelle allouée par le gouverneur général sur les crédits affectés par l'Etat à la défense passive de l'Afrique occidentale française et du Togo.

En cas d'inexécution des mesures ordonnées les autorités désignées au paragraphe b de l'article 1^{er} y feront procéder d'office aux frais des établissements visés au paragraphe précédent.

La nature et l'étendue des mesures de protection ainsi imposées font l'objet d'instructions locales prises en fonction de la destination et de l'importance des établissements.

Ces instructions doivent être approuvées par les commissions locales de défense passive. En cas de contestation de la part des établissements, le litige est porté devant la commission centrale qui statue.

Les délais de procédure engagés pour le règlement des réclamations n'entrent pas dans les délais d'exécution accordés par l'instruction mise en cause. Ils ne peuvent toutefois excéder deux mois.

ART. 4. — Les modalités de réquisition, d'engagement, de recrutement, d'emploi du personnel affecté à la défense passive feront l'objet d'un arrêté pris sur la proposition du général commandant supérieur des troupes.

Les dispositions des titres II et III du décret du 2 mai 1939 sont en la matière applicables intégralement en Afrique occidentale française et au Togo.

ART. 5. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont jugées, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 2 mai 1939.

ART. 6. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent arrêté, notamment la circulaire n° 218 D. N. du 14 mars 1931 et l'arrêté n° 771 D. N. du 3 mars 1938.

ART. 7. — Le général commandant supérieur des troupes directeur de la défense passive, les gouverneurs des colonies, le gouverneur commissaire de la République au Togo, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar, le procureur général chef du service judiciaire, le directeur du contrôle financier, le directeur des finances, l'inspecteur général des travaux publics, le médecin général inspecteur général des services sanitaires et médicaux, le commandant de la marine, le commandant de l'air, le directeur des affaires politiques et administratives, le directeur des services économiques, le directeur de la sûreté générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

Dakar, le 1^{er} septembre 1939.

CAYLA.

Régime forestier

ARRETE N° 572 modifiant l'article 8 de l'arrêté n° 408 du 16 juillet 1938 portant application au Togo de certaines dispositions du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 13 mars 1926 sur le domaine et le régime des terres au Togo;

Vu l'arrêté du 1er avril 1927 sur le domaine privé du territoire;

Vu le décret du 15 août 1934 sur les droits fonciers indigènes;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu l'arrêté 408 du 16 juillet 1938 portant application au Togo de certaines dispositions du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du territoire;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 2 novembre 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 8 de l'arrêté n° 408 du 16 juillet 1938 est modifié comme suit :

« L'abatage ou la saignée du palmier à huile, du cocotier et du rônier pour la fabrication du vin de palme est interdite sur toute l'étendue du Territoire, sauf autorisation exceptionnelle accordée par les chefs de circonscriptions administratives, après avis de l'inspecteur de l'agriculture ».

ART. 2. — Les commandants de cercle et chefs de subdivision, les agents du service des eaux et forêts et chasse, les agents du service de l'agriculture sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

Budget C. F. T.**Fonds de renouvellement**

ARRETE N° 576 autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923, instituant un fonds de renouvellement spécial au service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 733 du 31 décembre 1938 rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'année 1939;

Vu le rapport n° 490 du 26 octobre 1939 du chef du service des transports du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 2 novembre 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de la somme de : cent cinq mille cent trente francs sur le compte du fonds spécial : fonds de renouvellement du budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, afin de permettre le paiement des dépenses inscrites au chapitre XIII de l'exercice 1939.

ART. 2. — Le chef du service des transports, sous-ordonnateur du budget annexe et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* du territoire et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

Visites médicales des conducteurs d'automobile

ARRETE N° 577 prescrivant des visites médicales périodiques aux conducteurs d'automobile.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 juin 1935 rendant applicable au territoire du Togo la réglementation pour l'usage des voies publiques ouvertes à la circulation dans l'Afrique occidentale française, fixée par le décret du 21 juin 1934, rectifié par celui du 14 février 1935;

Vu l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 fixant les modalités d'application dans le territoire du Togo du décret du 21 juin susvisé;

Sur la proposition de l'ingénieur des ponts et chaussées, chef du service des transports du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 2 novembre 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les certificats médicaux exigés des candidats aux permis de conduire les véhicules aux transports en commun de personnes et les véhicules pesant en charge plus de 3.000 kilogrammes ou à l'extension de validité pour la conduite de ces véhicules, ne doivent pas avoir plus d'un an de date.

Les titulaires de ces permis devront subir des visites médicales périodiques :

Tous les trois ans, s'ils n'ont pas atteint 45 ans d'âge;

Tous les deux ans, s'ils ont plus de 45 ans et moins de 50 ans;

Tous les ans, s'ils ont plus de 50 ans, et produire les certificats correspondants.

En outre, quel que soit l'âge d'un chauffeur, ce dernier est tenu de passer une visite médicale, d'aptitude à la conduite des véhicules susvisés après toute blessure ou maladie grave.

ART. 2. — Le chef du service des transports, le chef du service de santé et les commandants de cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

Aéronefs privés

ARRETE N° 3368 D. N. sur la réquisition d'aéronefs privés.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu la loi du 3 juillet 1877, lois et décrets subséquents sur les réquisitions militaires;

Vu le règlement d'administration publique du 6 décembre 1938 pour l'application de la loi du 3 juillet 1877, lois et décrets subséquents dans les territoires d'outre-mer dépendant du ministère des colonies;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre et en particulier l'article 27 de la dite loi;

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique pour l'exploitation des ressources dans les territoires d'outre-mer dépendant du ministère des colonies et en particulier les articles 5 et 8 du dit décret;

Vu l'arrêté n° 2733 D. N. du 30 août 1939 relatif à l'exercice des réquisitions militaires sur le territoire de l'Afrique occidentale française;

Vu la demande de réquisition d'aéronefs appartenant à des clubs de l'Afrique occidentale française et du Togo produite par le colonel commandant de l'air;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des commissions spéciales d'évaluation pour la réquisition des aéronefs appartenant aux clubs de l'Afrique occidentale française sont constituées dans les centres ci-après :

Ouakam, Conakry, Bouake, Bamako, Lomé.

La liste des appareils à réquisitionner dans ces centres fait l'objet du tableau annexé au présent arrêté.

ART. 2. — La composition de ces commissions spéciales est la suivante :

a) Président :

A Ouakam, le chef de bataillon Thévenot, du bataillon de l'air n° 213.

Dans les autres centres, l'officier président de la commission locale d'évaluation instituée par l'arrêté n° 2733 D. N. du 30 août 1939.

b) Membres :

Militaires — A Bamako, le lieutenant Gaillet, commandant la base aérienne de Bamako.

Dans les autres centres, un officier désigné par le gouverneur sur proposition du commandant militaire.

Civils. — Deux fonctionnaires; quatre membres de l'aéro-club ou à défaut quatre représentants de l'industrie locale, désignés par le gouverneur sur proposition du président de l'aéro-club (ou à défaut sur proposition du président de la chambre de commerce) en ce qui concerne les membres non fonctionnaires.

ART. 3. — Les commissions spéciales se réuniront aux lieux, dates et heures fixés par leur président en vue d'examiner l'état des aéronefs et d'estimer leur valeur.

Les conclusions des délibérations ne seront valables que si les trois quarts au moins des membres de la commission étaient présents aux réunions.

En cas de partage des voix celle du président sera prépondérante.

Ces conclusions feront l'objet :

a) D'un procès-verbal donnant toutes les précisions utiles sur la description de l'appareil, en valeur d'utilisation, la nomenclature et l'état des rechanges;

b) D'une copie certifiée conforme du titre de propriété;

c) D'un état estimatif de l'appareil d'une part, de ses rechanges et de son emballage d'autre part.

A cet état seront jointes toutes les pièces susceptibles de justifier le tarif proposé par la commission spéciale d'évaluation (donations, primes à l'achat, etc....).

Les documents ci-dessus seront adressés par le président de la commission spéciale au gouverneur dont il relève, lequel les transmettra avec son avis au Gouverneur général (timbre cabinet militaire — secrétariat permanent de la défense nationale).

Ils seront communiqués au président de la commission centrale coloniale d'évaluation prévue par l'arrêté n° 2733 D. N. du 30 août 1939.

Le président de la commission centrale soumettra au Gouverneur général l'arrêté qui arrêtera définitivement les tarifs de réquisition des aéronefs classés.

ART. 4. — La prise de possession des appareils et le règlement des indemnités s'effectueront conformément aux dispositions prévues par l'arrêté n° 2733 D. N. précité.

L'emballage et le transport des appareils réquisitionnés seront à la charge de l'autorité militaire aérienne.

ART. 5. — Les gouverneurs des colonies intéressées, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le gouverneur Commissaire de la République au Togo, le général commandant supérieur des troupes, le colonel commandant de l'air sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 3 novembre 1939.

L. CAYLA.

LISTE des avions civils à réquisitionner au profit de l'air en A. O. F.

TOGO

Aéro-club de Lomé

1 Avion Potez 60, 1 avion Caudron C. 59.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPEEN

Affectations

Par décisions des :

3 novembre 1939. — M. Bérard, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé chef du cabinet du Commissaire de la République, cumulativement avec ses fonctions de chef du bureau des finances du gouvernement pour compter du 5 novembre 1939.

15 novembre 1939. — M. Marcoin, lieutenant de vaisseau, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé, cumulativement avec ses fonctions de commandant maritime de la défense du Togo, commandant de la subdivision administrative de Lomé et président du tribunal du premier degré de Lomé.

PERSONNEL INDIGÈNE

Amnistie

Réintégration

Par arrêté n° 608 du :

11 novembre 1939. — Est réintégré dans le cadre local indigène du Togo en qualité de moniteur de 2^e classe le nommé Aquéréburu François bénéficiaire du décret d'amnistie du 5 décembre 1937.

Le moniteur de 2^e classe Aquéréburu François conserve dans son grade actuel une ancienneté de 11 mois 18 jours.

Par arrêté n° 611 du :

11 novembre 1939. — Est réintégré dans le cadre local indigène du Togo en qualité d'infirmier de 4^e classe le nommé Lawson James bénéficiaire du décret d'amnistie du 5 décembre 1937.

L'infirmier de 4^e classe Lawson James conserve dans son grade actuel une ancienneté de 3 ans 7 mois.

Retraite

Par arrêté n° 612 du :

11 novembre 1939. — M. Ames Georges, maître-ouvrier de 2^e classe des travaux publics du Togo, est admis d'office, pour compter du 1^{er} juillet 1939, à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté de service.

Révocation

Par arrêté n° 609 du :

11 novembre 1939. — Est révoqué de son emploi le garde frontière stagiaire Assogba Faustin pour indiscipline et faute grave en service.

DIVERS

Association

Par arrêté n° 578 du :

4 novembre 1939. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la constitution d'une œuvre dite « Association des Mères Togolaises ».

Sont approuvés les statuts de l'œuvre tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Campagne du maïs

Par arrêté n° 585 du :

9 novembre 1939. — Est fixée au 13 novembre la date d'ouverture de la campagne du maïs pour tous les cercles du Territoire.

Justice indigène

Par arrêté n° 570 du :

2 novembre 1939. — M. Paul Peyres, agent de commerce, est nommé assesseur européen près le tribunal criminel du cercle du centre, en remplacement de M. Robin Elie, mobilisé.

Par arrêté n° 579 du :

4 novembre 1939. — Le R. P. Cottez, missionnaire, est nommé assesseur européen près le tribunal criminel du cercle du centre, en remplacement de M. Lhuisier Louis, mobilisé.

Ordonnateur délégué

Par décision n° 774 du :

9 novembre 1939. — Est rapportée à compter du 10 novembre 1939, la décision n° 672 en date du 28 septembre 1939 nommant un ordonnateur-délégué.

Rôles

Par arrêté n° 583 du :

8 novembre 1939. — Sont approuvés et rendus exécutoires certains rôles de l'exercice 1939 dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme de deux cent vingt sept mille neuf cent quatre vingt douze francs quatre vingt dix centimes.

N° DES ROLES	AGENCE OU TRESOR	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
229	Lomé-ville	Impôt et taxe additionnelle	8.226,75	
		Rachat des prestations européens	400,—	
		Permis de port d'arme perfectionnée	20,—	
		Centimes additionnels	116,—	8.762,75
230	—	Licences	100,—	
		Centimes additionnels	5,—	105,—
		à reporter	8.867,75	

N ^{os} DES ROLES	AGENCE OU TRESOR	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
		<i>report</i> . . .	8.867,75	
231	Lomé-ville	Patentes 525,—		
		Centimes additionnels 26,25	551,25	
232	—	Permis de port d'armes non perfectionnées 16,—		
		Centimes additionnels 0,80	16,80	
233	—	Permis de port d'arme perfectionnée 100,—		
		Centimes additionnels 5,—	105,—	
234	—	Impôt population flottante 50,—		
		Centimes additionnels 2,50	52,50	
235	—	Licences 1.475,—		
		Centimes additionnels 73,75	1.548,75	
236	—	Rachat des prest. indigènes	2.984,—	
237	—	Taxe sur les chiens 320,—		
		Centimes additionnels 16,—	336,—	
238	—	Taxe sur les véhicules 1.590,—		
		Centimes additionnels 79,50	1.669,50	
239	—	Patentes 6.280,—		
		Centimes additionnels 314,—	6.594,—	22.725,55
240	Lomé-Sub.	Rachat prestations indigènes	187,50	
241	—	Patentes	3.605,—	
242	—	Licences	600,—	
243	—	Permis de port d'armes non perfectionnées	1.728,—	
244	—	Taxe sur véhicules	405,—	6.525,50
245	Anécho	Patentes	7.225,—	
246	—	Licences	100,—	
247	—	Permis de port d'armes perfectionnées	120,—	
248	—	Permis de port d'arme non perfectionnée	11.562,—	
249	—	Impôt personnel indigène catég. sup. 125,—		
		Rachat prestations indigènes 25,—	150,—	
250	—	Impôt sur population flottante	50,—	
251	—	Impôt sur immeubles bâtis	10,10	
252	—	Impôt sur immeubles non bâtis	14,25	
253	—	Taxe sur véhicules	1.545,—	20.776,35
254	Klouto	Patentes 3.550,—		
		Licences 350,—	3.900,—	
255	—	Rachat prestations indigènes	164,—	
256	—	Permis de port d'armes perfectionnées	180,—	
257	—	Taxe sur véhicules	345,—	
258	—	Permis de port d'armes non perfectionnées	424,—	
259	—	Impôt sur population flottante	100,—	5.113,—
260	Sokodé	Impôt sur population flottante	240,—	
261	—	Patentes	505,—	
262	—	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire	100,—	
263	—	Taxe sur véhicules	45,—	
264	—	Impôt pers. et taxe additionnelle 349,—		
		Rachat des prestations européens 40,—	389,—	1.279,—
265	Sansané	Impôt pers. indigène catégorie ord.	11.363,—	
266	Mango	Taxe sur véhicules	225,—	
267	—	Rachat prestations indigènes	162,50	
268	—	Patentes	300,—	
269	—	Permis de port d'armes perfectionnées	20,—	
		<i>à reporter</i> . . .	12.070,50	56.419,40

N° DES RÔLES	AGENCE OU TRÉSOR	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
		<i>report</i> . . .	12.070,50	56.419,40
270	Satsané-Mango	Permis de port d'armes non perfectionnées . . .	440,—	
271	—	Impôt sur population flottante	1.590,—	
272	—	Impôt personnel européen 690,—		
		Rachat prestation européen 120,—		
		Taxe sur armes perfectionnées 40,—	850,—	14.950,50
273	Akakpamé	Patentes	3.275,—	
274	—	Licences	50,—	
275	—	Permis de port d'armes perfectionnées	80,—	
276	—	Taxe sur véhicules	2.235,—	
277	—	Rachat des prestations indigènes	119,—	
278	—	Impôt personnel ind. catégorie ordinaire	816,—	
279	—	Impôt pers. ind. catégorie supérieure. . . 1985,—		
		Rachat des prestations indigènes. 350,—	2.335,—	
280	—	Permis de port d'armes non perfectionnées. . .	9.104,—	18.014,—
281	Tsévié	Patentes	3.297,50	
282	—	Licences	1.150,—	
283	—	Permis de port d'armes non perfectionnées. . .	304,—	
284	—	Permis de port d'armes perfectionnées	80,—	
285	—	Impôt pers. indigène catégorie ordinaire	4.560,—	
286	—	Taxe sur les bicyclettes	945,—	
287	—	Rachat prestations indigènes	128.087,50	138.424,—
288	Lama-Kara	Patentes		185,—
				227.992,90

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 15 novembre 1939.

Santé publique

Par arrêté n° 607 du :

11 novembre 1939. — Aucun nouveau cas de fièvre jaune n'ayant été constaté à Anécho depuis le 20 octobre 1939 l'arrêté n° 554 du 20 octobre 1939 est abrogé pour compter du 10 novembre 1939 à 0 heure.

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Associations étrangères

(Réf. décret du 18 avril 1939 promulgué au Togo par arrêté n° 264 du 16 mai 1939 — J. O. du 1^{er} juin 1939 — page 242).

(Réf. décret-loi du 12 avril 1939, publié dans le J. O. du Togo du 16 août 1939 — page 382).

DECRET modifiant le décret-loi du 12 avril 1939 sur les associations étrangères.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 1^{er} septembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret-loi du 12 avril 1939 qui régit les associations étrangères a prévu que la liquidation des biens

de celles de ces organisations dont la dissolution est ordonnée, doit être effectuée par les adhérents du groupement dans un délai d'un mois, à l'expiration duquel elle est accomplie en justice, si les intéressés n'y ont pas procédé.

Or, il apparaît, dans les circonstances présentes, que cette procédure ne permet pas de mettre fin, avec la célérité nécessaire, à l'existence de certaines associations étrangères.

En conséquence, nous vous proposons de conférer à l'autorité qui ordonne la dissolution du groupement le pouvoir de prescrire les mesures qui seront utiles pour assurer l'exécution immédiate de cette décision.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,
Edouard DALADIER.*

Le ministre de l'intérieur,

• Albert SARRAUT.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de l'intérieur et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le titre IV de la loi du 1^{er} juillet 1901. (décret-loi du 12 avril 1939) sur les associations étrangères;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 31 de la loi du 1^{er} juillet 1901 est modifié comme suit :

« Le décret ou l'arrêté qui retire à une association étrangère l'autorisation de poursuivre son activité, lui refuse ladite autorisation ou constate sa nullité, prescrit toutes mesures utiles pour assurer l'exécution immédiate de cette décision et la liquidation des biens du groupement.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'intérieur, le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et présenté à la ratification des chambres, dans les conditions prévues par la loi du 19 mars 1939.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT,

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ouverture du 11^e Salon de la France d'Outre-Mer

Sous la présidence de M. Louis ROLLIN, ancien ministre, le conseil de direction du Salon de la France d'Outre-Mer s'est réuni.

Il a constaté, avec satisfaction, que le nombre des exposants et le chiffre des souscriptions à la date du premier août 1939 dépassait le chiffre réalisé le 1^{er} novembre 1935 pour le premier Salon de la France d'Outre-Mer, à la veille de son ouverture.

En plein accord avec M. Georges MANDEL, ministre des colonies, le conseil a décidé que le 11^e Salon de la France d'Outre-Mer qui affirmera, avec un éclat particulier, la puissance de notre Empire, aura lieu. Toutefois, en raison de la brièveté des journées d'hiver et de l'impossibilité d'user d'éclairage, au Grand-Palais en temps de guerre, l'ouverture de la manifestation sera reportée à la période du 25 avril au 12 mai 1940.

Concours général agricole et artisanal
de l'A. O. F.

Un concours général agricole et artisanal aura lieu en mars-avril 1940 à Dakar.

Le territoire du Togo y participera.

D'ores et déjà, un comité de préparation a été formé sous la présidence de M. l'inspecteur des affaires administratives. Ce comité fait appel à la collaboration de tous les artisans pour que le Togo brille à ce concours comme il l'a fait à l'Exposition artisanale de

Paris où les artisans togolais ont été particulièrement appréciés.

Les objets exposés seront repartis dans deux sections.

1^o — Section de l'art indigène autochtone — Outils indigènes, pagnes, fétiches, poteries, sculptures sur bois, meubles indigènes, bijoux, ivoire etc.

2^o — Section de l'art indigène appliqué (inspiration européenne) — Meubles, broderies, peintures, photos.

L'exposition comprendra également une section de la production agricole. Les agriculteurs qui voudront exposer des produits du pays, particulièrement remarquables, devront se mettre en relations avec le chef du bureau des affaires économiques qui leur donnera toutes indications pour la meilleure présentation des articles.

Le chef du Territoire invite la population à répondre à cet appel pour que le Togo soit dignement représenté à ce concours qui réunira toutes les colonies de l'A. O. F. et qui fera ressortir le progrès réalisé par chacune d'elles.

Pour tous renseignements, s'adresser à l'inspection des affaires administratives (bâtiment des bureaux du gouvernement) ou au bureau des affaires économiques.

DOMAINES

Par arrêté n° 573 du :

2 novembre 1939. — Le lot n° 75 du lotissement de « Ahanoukopé » à Lomé est attribué définitivement en toute propriété au sieur Charles Kudawoo, employé de commerce, demeurant à Lomé, aux charges et conditions stipulées dans le cahier spécial à ce lotissement et moyennant le prix de six cents francs payable dans le délai de une année à compter de la date du présent arrêté.

Par arrêté n° 574 du :

2 novembre 1939. — Le lot n° 76 du lotissement de « Ahanoukopé » à Lomé est attribué définitivement en toute propriété au sieur Louis Amegee, employé de commerce, demeurant à Lomé, aux charges et conditions stipulées dans le cahier spécial à ce lotissement et moyennant le prix de six cents francs payable dans le délai de une année à compter de la date du présent arrêté.

Par arrêté n° 575 du :

2 novembre 1939. — La Mission des « Assemblées de Dieu » aux Mossis, domiciliée à Ouagadougou, est autorisée à occuper à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial située à Mango, subdivision de Mango, cercle du nord, à l'ouest de la place du marché, d'une superficie de neuf ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Plans de bornage

Par décision n° 759 du :

2 novembre 1939. — Sont approuvés les plans de bornages des emprises des gares d'Anécho et d'Atakpamé dressés par le géomètre Thivolle.

BULLETIN
PLUVIO

Octobre 1939

DATES	LOMÉ	ANÉCHO	AKLAKOU	ATITOGON	TABLIGBO	TCHERPO-DÉKÉPO	TSÉVIÉ	AGBELOUVÉ	MISSION-TOVÉ	ASSAHOUN	GLÉKOVÉ	PALIMÉ	KLOUTO	KPÉLÉ-GOUDÉVÉ	DAYE-KAKPA	NUATJA	AMLAMÉ
1				G					G	14,0				3,1			3,5
2					8,3							7,5	8,7	0,3			
3	4,5		6,3	6,5	2,0	7,0	5,4	4,3	4,1					13,2	17,8	5,0	16,7
4													10,5				4,9
5																	
6													1,2	G		2,1	
7												G	20,4				17,2
8								18,0		29,0	43,1	16,5	30,2		5,0	22,0	3,4
9													25,7	3,6			2,1
10													24,8				5,7
11												2,8		10,9	17,5		16,0
12								12,0				G		10,3	13,2	8,0	33,0
13		G									59,9						
14													27,4			5,0	
15													25,7				
16						G				7,1				20,6	14,0		6,3
17						1,0				17,1	11,7	3,6	2,2	12,5	15,5		
18						2,0	22,0		8,3				35,6				
19												4,5	7,3				
20											37,8						
21		G										52,0	30,5	6,0		7,0	
22													1,2				
23																	
24											7,3		2,2				
25	2,1	2,0				2,5				14,1		15,3		6,5	14,1	11,0	10,3
26				G				2,0				53,8	30,2	4,5	16,0	22,0	1,5
27				G							17,1		33,5				
28								7,2									
29											11,4		40,2				
30							0,3	0,8		17,0							
31								10,5					2,2				
TOTAL	6,6	2,0	6,3	6,5	10,3	12,5	27,7	54,8	12,4	98,3	188,3	156,0	359,7	91,5	103,1	82,1	120,6
Hauteur depuis le 1 ^{er} janvier	581,9	416,0	696,9	1205,4	1117,8	829,6	878,4	866,0	1108,7	1210,2	1220,2	1453,2	2032,0	1252,6	1405,7	933,2	1899,4

(6) Hauteur d'eau tombée, en millimètres. — G. : Gouttes.

MÉTÉOROLOGIQUE

METRIE ⁽⁸⁾

Octobre 1939

ATAKPAHÉ	OKOU	KLABÉ	YEGUÉ	KPESSI	BLITA	TCHAMBA	SOKODÉ	BASSARI	GUÉRIN-KOUKA	ALEDJO	LAMA-KARA	PAGOUDA	KANDÉ	MANGO	DAPANGO	DATES
					3,2											1
		9,4			8,3	0,4					14,0	10,0	5,3		4,3	2
15,4	4,2					2,2	9,5	10,5		3,0						3
13,1			5,6	8,0			31,5	81,5	30,0	3,6	17,0		51,8		22,7	4
			10,4							4,0		22,5	0,3			5
								2,5	6,5		6,0			23,0		6
		4,2	8,5					11,5	13,7	32,6	15,0	19,0	5,0	15,0		7
11,8	3,9	11,4	6,0		25,3	42,4	23,0	25,5	31,1				20,7		16,8	8
	5,1			4,0		0,7		2,5	39,0	7,7	12,4	19,5	5,8		21,9	9
					1,0					43,0	31,2	26,4		30,0		10
	1,4	5,7			22,2	15,1		35,0	15,6	12,3	31,0	27,7	32,4			11
18,8	14,3		20,0	6,3	1,1			16,0	12,5	22,8	16,6	20,0	8,6	36,0		12
	2,1								4,0							13
						7,1		9,0	66,9		8,0		2,5			14
		6,2	6,5		2,1			4,0	5,4	1,8		10,5	19,4	18,0		15
				7,0									0,9	8,5		16
			12,5						22,9	6,2						17
	14,1	11,8	6,9						3,9				3,0	25,0		18
								10,5			33,0	5,0				19
								3,0								20
	2,8	9,3		3,0				3,5								21
					1,0	4,6	67,5	16,0								22
								2,5		12,4						23
																24
13,2	13,5	9,1	30,6	4,0		G		17,5					10,8		3,9	25
	0,7										G					26
					31,4			3,0	12,1							27
						G					14,0	G	G			28
				10,1						42,3	8,0	30,8	16,7			29
				7,0					3,5				9,3			30
	1,5					0,4	22,0	8,0	24,7	1,8	21,0	20,0	1,4			31
72,3	63,6	67,1	107,0	49,4	95,6	72,9	153,5	262,0	291,8	193,5	227,2	211,4	193,9	155,5	69,6	TOTAL
1885,7	1488,2	1508,6	1471,4	1288,8	1454,9	1020,7	999,6	1572,0	1228,7	1891,1	1501,6	1567,2	1187,5	1259,1	1080,4	Hauteur depuis le 1er Janvier

Climatologie ⁽¹⁾

OCTOBRE 1939

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			KLOUTO			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pression	(3) Temps	(4) Hygr.	(5) Pression	Températures	Hygrométries	(5) Pression	Températures	Hygrométries	(5) Pression	Températures	Hygrométries	(5) Pression	Températures	Hygrométries	(5) Pression	Températures	Hygrométries	(5) Pression	Températures	Hygrométries	(5) Pression	Températures	Hygrométries	(5) Pression	Températures	Hygrométries
1	12,2	23,9	87	95,9	25,3		72,9	25,8		84,3	26,4	83	84,3	24,1	89	87,0	24,9		24,3	22,0		82,0	26,6	71		20,3	80
2	11,4	24,8	84	98,1	27,3			26,0	77	84,8	27,0	80	83,0			80,0	20,0	72	24,3	23,0	83	82,6	26,2	87		27,0	82
3	11,4	25,0	86	96,5	22,7	84		24,4	83	86,1	24,4	86	84,3	23,0	88	86,2	20,2	72	24,8	23,2	76	82,9	26,0	60		27,5	64
4	12,3	25,1	87	96,1	26,8	93		27,0	80	85,7	27,8		84,3	25,0	83	87,0	25,2	73	26,5	22,1	76	82,0	25,0	83		27,4	60
5	11,7	25,4	88	98,4	20,9	83		20,9	78	84,0	27,0	84	83,7	26,5	84	86,8	25,2	81	24,7	22,6	87	82,9	24,5	76		23,6	
6	10,8	25,0	88	94,6	26,7	76		27,2	82	83,9	26,8	77	83,0	26,9	78	85,4	26,5	74	23,7	23,7	81	82,3	26,0	60		20,5	71
7	11,0	24,7	86	96,5	27,7	84		27,3	80	83,5	28,5	76	83,1	25,5	81	86,8	26,0	86	23,0	20,1	87	83,3	21,8	75		20,3	
8	12,1	25,3	77	95,0	26,3			27,0	88	86,1	28,1	83	83,9	27,8	94	87,1	25,7		23,3	22,0	95	84,3	24,8	74			
9	12,7	24,7	81	90,7	25,0	81		25,2	88	86,3	26,4	70	84,0	24,1		86,5	24,8		25,1	21,3	84	83,9	24,9	78			73
10	11,9	24,4	81	95,8	25,8	75	70,7	25,8	80	84,6	26,4	78	83,7	24,2	81	86,2	24,8	84	24,7	20,8	92	83,5	23,6	78	97,8	23,7	78
11	11,0	23,7	84	90,4	27,1	80	71,3	25,7	84	83,7	26,8	82	82,7	24,0	89	86,5	24,9	84	23,7	22,8	93	82,9	24,0	88	97,0	26,2	75
12	11,4	23,8	84	98,8	26,8		70,5	26,6	86	84,2	26,4	81	83,0	24,0	90	85,0	24,0	82	24,0	20,7	86	83,8	24,1	77	96,0	24,6	81
13	12,2	23,4	83	96,9	28,6		70,9	25,0	88	84,9	27,0	78	83,9	25,1	82	88,5	24,8	80	23,6	22,4	86	83,9	25,2	72	96,7	20,8	77
14	11,7	23,7	81	98,5	26,3	74	70,7	27,0	98	84,6	26,5	82		25,0	83	86,6	26,3	80	25,1	24,0	78	83,1	27,0	60	95,9	27,3	76
15	10,6	23,5	85	93,8	26,0	81	69,4	26,6	77	82,0	25,0	81		23,7	80	86,5	28,8		22,0	22,8	77	81,5	28,6	69	95,4	24,4	84
16	09,7	24,0	82	94,2	26,7	78	70,3	27,7	71	82,9	27,1	76				86,3	26,4	71	22,5	23,4	72	81,1	26,0	70	98,8	27,4	80
17	10,3	24,8	82	98,0	26,9	85	70,2	27,4	76	83,4	26,7	82			81	86,9	26,7	07	23,0	23,6	71	81,4	27,8	48	96,3	27,0	77
18	10,3	25,8	80	94,6	27,1	84	70,1	27,7	70	83,5	26,9	88	81,7	25,5	88	87,0	25,8	07	24,3	24,7	72	81,1	27,2	62	96,2	27,0	77
19	06,8	25,0	83	94,0	27,8	78	70,1	28,8	76	83,0	28,7	90	81,0	26,7	79	86,3	27,4	74	22,0	25,0	78	81,1	27,0	68	96,0	20,9	70
20	10,6	25,0	88	98,3	27,4	82	70,1	27,8	73	83,7	27,8	78	81,8	25,6	84	86,6	27,0	78	23,0	24,0	80	81,0	26,4	59	96,7		89
21	11,0	25,0	84	90,6	27,3		70,3	27,8	71	84,8	27,6	78	81,8	25,5	82	86,1	28,8	78	24,7	23,4	75	82,8	26,8	57	96,5	27,7	61
22	11,5	24,8	86	96,5	25,4	80	70,5	26,8	74	84,0	26,4	96		25,0	90	88,2	26,8		24,1	24,5	86	83,0	27,0	49	95,7	27,0	86
23	11,4	24,2	88	95,7	26,2	84	70,5	27,1	81	84,0	27,3	86	83,4	25,4		87,1	26,7	74	24,0	24,6	88	82,5	27,7	41	96,1	25,2	
24	10,1	24,1	84	95,0	26,0	80	70,6	26,8	07	83,7	26,5	79	81,8	25,1	85	88,8	26,4	78	23,2	25,4	47	83,0	28,1	42	95,9	27,7	
25	09,9	24,5	86	95,3	26,0	83	70,9	26,1	77	83,4	26,5	86	81,7	24,0	83	86,8	25,7	76	24,0	24,0	79	81,0	27,5	50	96,1	27,0	
26	10,1	24,9	89	95,9	25,8	79	71,0	25,6	83	83,7	26,0	88	81,9	25,0	90	86,0	23,0	84	23,6	25,5	87	81,8	26,2	68	96,5	27,4	
27	00,9	23,2	80	94,7	20,8	78	71,1	27,7	82	83,6	26,3	90	81,4	24,5	89	87,1	24,7	70	23,1	23,4	86	81,1	27,3	50	96,1	28,0	
28	09,5	21,3	95	94,2	27,9	73	70,2	27,7	75	83,1	28,2	78		20,0	80	85,9	26,7	76	22,9	24,7	88	80,7	27,9	57	96,8	28,0	
29	09,4	25,8	80	95,4	26,9		69,0	27,0	71	82,5	27,5	82		25,4	84	83,5	25,7		21,6	25,1	88	80,8	18,0	08	94,4	29,5	
30	09,8	27,0	81	93,4	27,1	88	69,9	20,3	81	82,9	28,0	78		24,3		83,0	26,1	71	22,8	22,4	87	81,0	26,8	07			
31	10,5	25,7	81	94,9	27,8	80	69,4	27,1	79	82,2	28,0	82				86,1	27,2	70	22,8	24,7	82	81,7	27,3	73			
Moy	10,9	24,7	84	95,4	26,5	81	70,3	26,7	78	83,9	27,1	81	83,0	25,0	88	86,7	25,8	77	23,0	23,2	79	82,2	26,2	66	90,2	26,8	72

(1) Facteurs moyens.

(2) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 1.000 +

(5) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.

ETAT DES IMPORTATIONS

pendant les 9 premiers mois de l'année 1939

COMMERCE SPÉCIAL.

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
1 Bêtes de somme.	France	Têtes Q. M. (1)	5	1		1,5	1	
	Cameroun	Têtes Q. M.	16	56		3		
	Dahomey	Têtes Q. M.		11	5		7	5
	Gold-Coast	Têtes Q. M.	9	9	1		5	1
	Totaux	Têtes Q. M.	30	21	6	6,5	13	6
			100	45	12			
2 Bétiaux	Dahomey	Têtes Q. M.	4	55	25	0,5	4	2
	Gold-Coast	Têtes Q. M.	30	54	13	1,5	3	2
	Totaux	Têtes Q. M.	34	109	38	2	7	4
			12	36	11			
3 Viandes fraîches, réfrigérées et con- gelées	France	Q. M.	0,5	0,5		1	1	
	Angleterre	—	1	0,5	0,5	3	1	1
	Argentine	—			1			1
	Totaux	—	1,5	1	1,5	4	2	2
4 Viandes salées ou autrement prépa- rées	France	Q. M.	8	5	6	13	7	13
	Uruguay	—			2			2
	Allemagne	—	2	1	1,5	4	3	5
	Angleterre	—	17	5	4	27	7	6
	Belgique	—	1		0,5	2		1
	U. S. A.	—	2	2	1	1	2	2
	Hollande	—	9	1,5	2	16	3	6
	Italie	—	1			2		
	Danemark	—	4	5	3	4	10	6
	Argentine	—		1	3		2	5
	Pologne	—			0,5			1
	Totaux	—	44	20,5	23,5	69	34	47
5 Conserves de viandes en boîtes.	France	Q. M.	8	8	14	17	15	25
	Allemagne	—		0,5	0,5		1	1
	Angleterre	—	33	0,5	2	19	1	3
	Belgique	—			0,5			1
	Hollande	—	1,5	0,5	4	1,5	1	2
	Argentine	—	237	32	102	121	26	87
	Uruguay	—	33	17	23	16	16	20
	Danemark	—		1	1,5		2	2
	Totaux	—	312,5	59,5	147,5	174,5	62	141
7 Lait en conserve.	France	Q. M.	22	26	35	15	22	27
	Angleterre	—	21	4	4	12	4	3
	Hollande	—	94	86	96	31	40	56
	Suisse	—	5	4		3	3	
	Danemark	—	50	20	20	24	14	13
	Totaux	—	192	140	155	85	83	99

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
8 Poissons secs, salés ou fumés	France	Q. M.	1	1	1	1	1	1
	Dahomey	—		3.476	4.218		878	1.098
	Angleterre	—	2			1		
	Gold-Coast	—	1.492	1.666	1.348	388	427	350
	Iles Canaries	—	10			3		
	Congo	—		4	3		1	1
	Totaux	—	1.505	5.147	5.570	393	1.307	1.450
9 Farine de fro- ment	France	Q. M.	5	1	10	1	0,5	2,5
	Angleterre	—	24	1	1	5	1	3
	U. S. A.	—	2.416	1.884	2.178	447	534	466
	Canada	—	1	1	1	0,5	0,5	0,5
	Hongrie	—			5			1
	Australie	—			11			2
	Totaux	—	2.451	1.887	2.206	453,5	536	475
10 Riz	France	Q. M.	1	1	101	0,5	0,5	13,5
	Indochine	—	740	503	149	72	71	20
	Angleterre	—	1	1	1	0,5	1	0,5
	Indes angl.	—	3.177	2.914	1.157	310	399	153
	Indes holland.	—	10	492		1	63	
	Birmanie	—	296	500	201	32	72	39
	Totaux	—	4.225	4.411	1.609	416	606,5	226
11 Biscuits de mer.	France	Q. M.	15		6	4,5		2
	Angleterre	—	235	21	17	73	9	7
	Belgique	—	72	9	5	21	4	2
	Indes angl.	—	2			1		
	Totaux	—	324	30	28	99,5	13	11
12 Noix de colas	Gold-Coast	Q. M.	2.487	2.907	3.075	249	290	308
	Totaux	—	2.487	2.907	3.075	249	290	308
13 Légumes secs	France	Q. M.	8	19	13	3	6	5
	Dahomey	—		3			0,5	
	Belgique	—	4			1		
	Iles Canaries	—	1,5			1		
	Gold-Coast	—		1			0,5	
	Totaux	—	13,5	23	13	5	7	5
14 Pommes de terre	France	Q. M.	126	83	147	17	16	27
	Angleterre	—	29	35	25	7	6	6
	Belgique	—	25			1		
	Hollande	—	34	10		2	1	
	Iles Canaries	—	15	27		2	8	
	Madère	—	47	33	41	6	5	8
	Totaux	—	276	188	213	35	36	41
15 Sucres	France	Q. M.	516	255	139	76	57	40
	Maroc	—	168	233	851	25	48	229
	Angleterre	—	212	314	575	34	75	147
	Belgique	—	134	43	25	25	12	7
	Tchécoslov.	—	5.605	2.919	3.911	809	662	954
	Gold-Coast	—		42	3		8	1
	Chine	—		25			5	
	Totaux	—	6.635	3.831	5.504	969	867	1.378

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
16 Café	France	Q. M.	0,5			1		
	Angleterre	—	1			2		
	Gold-Coast	—	2		9	1		5
	Indes angl.	—	2		1	5		3
	Totaux	—	5,5		10	9		8
17 Chocolat	France	Q. M.	6	6	14	6	6	15
	Angleterre	—	12	0,5	1	16	1	3
	Belgique	—	1	2	1	2	4	2
	Totaux	—	19	8,5	16	24	11	20
18 Poivre	Angleterre	Q. M.	1	0,5	1	2	2	3
	Totaux	—	1	0,5	1	2	2	3
19 Thé	France	Q. M.		0,5			1	
	Angleterre	—	2	1	2	5	5	9
	Japon	—		1	0,5		2	1
	Chine	—	1	1	0,5	3	2	1
	Indes angl.	—	6	1	3	18	4	10
	Java	—			0,5			1
20 Tabacs en feuil- les ou en côtes	Totaux	—	9	4,5	6,5	26	14	22
	U. S. A.	Q. M.	1.204	1.347	1.448	1.127	2.063	2.434
	Union sud-afric.	—		4	53		4	89
21. Tabacs fabriqués	Totaux	—	1.204	1.351	1.501	1.127	2.067	2.523
	France	Q. M.	2	1	1	4	3	2
	Algérie	—	28	36	36	52	71	123
	Indochine	—	0,5	0,5		1	1	
	Allemagne	—	0,5			1		
	Angleterre	—	164	150	224,5	1.531	1.584	2.020
	Belgique	—		0,5	0,5		3	1
	U. S. A.	—	1	1	3	5	12	20
	Hollande	—	0,5	0,5	1	8	2	9
	Japon	—		0,5			1	
Autres	Totaux	—	196,5	190	266	1.602	1.677	2.175
	France	Q. M.	1	0,5	0,5	1	1	1
	Algérie	—	1	2	1	1	4	1
	Angleterre	—	0,5	0,5	0,5	1	1	1
	U. S. A.	—		0,5			1	
22 Huile fixe pure d'olive	Totaux	—	2,5	3,5	2	3	7	3
	France	Q. M.	17	2	3	15	3	4
	Maroc	—			0,5			1
	Gold-Coast	—		1			1	
23 Huile fixe pure d'arachide	Totaux	—	17	3	3,5	15	4	5
	France	Grammes	54	51	86	28	27	40
	Côte d'Ivoire	—		5			3	
	Angleterre	—	13	4	4	7	2	2
	Hollande	—	10	8	10	5	5	6
	Danemark	—			2			1
Totaux		—	77	68	102	40	37	49

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
24 huiles fixes pures et autres	France	Q. M.	37	27	63	22,5	19	41
	Dahomey	—	—	54	37	—	10,5	4
	Sénégal	—	—	—	5	—	—	2
	Allemagne	—	—	—	2	—	—	5
	Angleterre	—	116	61,5	55	58	41,5	52
	Belgique	—	7	4	14,5	3	2	9
	U. S. A.	—	—	2	2	—	1	1
	Hollande	—	65	60	58	26	32	35
	Gold-Coast	—	907	9	—	221	1	—
	Suède	—	—	1	—	—	0,5	—
	Autres pays	—	1	—	—	0,5	—	—
	Totaux	—	1.133	218,5	236,5	331,5	107,5	149
25 Bois communs	France	Q. M.	382	31	1	16	4	0,5
	Cameroun	—	35	1.079	2.022	4	85	184
	Gabon	—	66	—	—	7	—	—
	Côte d'Ivoire	—	—	360	—	—	36	—
	Canada	—	—	2	82	—	1	13
	Allemagne	—	204	—	43	69	—	59
	Angleterre	—	37	—	—	7	—	—
	U. S. A.	—	173	249	505	26	33	49
	Yougoslavie	—	1.160	609	1.060	48	45	77
	Suède	—	57	510	—	15	52	—
	Luxembourg	—	650	—	—	72	—	—
	Pologne	—	15	10	10	2	2	2
	Totaux	—	2.779	2.850	3.723	266	258	384,5
26 Bois exotiques	Cameroun	Q. M.	839	426	—	64	39	—
	Côte d'Ivoire	—	—	84	—	—	11	—
	Moy.-Congo	—	—	—	95	—	—	10
	Totaux	—	839	510	95	64	50	10
27 Légumes frais	France	Q. M.	22	29	6	9	13	5
	Angleterre	—	2	0,5	—	2	1	—
	Hollande	—	2	—	—	1	—	—
	Madère	—	15	—	5	5	—	0,5
	Gold-Coast	—	878	268	500	170	54	100
	Iles Canaries	—	3	—	—	1	—	—
	Egypte	—	—	—	1	—	—	0,5
	Totaux	—	922	297,5	512	188	68	106
28 Légumes salés, confits ou conservés autres	France	Q. M.	17	13	24	17	14	27
	Allemagne	—	—	—	1	—	—	1
	Angleterre	—	3	—	1	3	—	1
	Belgique	—	24	12	16	14	8	13
	U. S. A.	—	7	2	7	5	2	7
	Hollande	—	—	2	1	—	1	1
	Italie	—	1	—	—	0,5	—	—
	Totaux	—	52	29	50	39,5	25	50
29 Vins ordinaires	France	Hectolitres	485	585	990	155	218	479
	Maroc	—	231	267	434	54	70	104
	Algérie	—	172	155	184	42	40	47
	Tunisie	—	66	22	—	16	5	—
	Sénégal	—	—	—	22	—	—	6
	Allemagne	—	3	—	—	3	—	—
	Espagne	—	545	78	—	132	20	—
	Portugal	—	1.297	700	581	312	185	138
	Suisse	—	0,5	—	—	1	—	—
	Grèce	—	—	—	15	—	—	4
	Totaux	—	2.799,5	1.807	2.226	715	538	778
		Q. M.	2.792,5	1.807	2.220	—	—	—

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
30 Vins mousseux.	France . . .	Hectolitres	28	22	27	69	55	67
	Totaux . . .	—	28	22	27	69	55	67
		Q. M.	28	23	28			
31 Vins de liqueur.	France . . .	Hectolitres	66	70	98	74	87	126
	Allemagne . . .	—	23	14	16	17	16	21
	Angleterre . . .	—	2	1	1	6	3	4
	Hollande . . .	—	24	8	12	24	9	16
	Portugal . . .	—	19	7	12	32	17	25,5
	Espagne . . .	—	5	3,5	3	7	3	6
	Italie . . .	—	4,5	1	4	2	1	2
	Totaux . . .	—	143,5	104,5	146	162	136	200,5
		Q. M.	143,5	105,5	147			
32 Bières	France . . .	Hectolitres		18	74		7	36
	Sénégal . . .	—			3			2
	Allemagne . . .	—	743	292	346	248	129	175
	Angleterre . . .	—	58	38	18	19,5	17	14
	Belgique . . .	—		6	53		3	28
	U. S. A. . . .	—	2	1		1	0,5	
	Hollande . . .	—	915	606	946	307,5	245	433
	Japon . . .	—	141	139	211	48	56	93
	Danemark . . .	—	293	54	66	98	25	31
	Gold-Coast . . .	—	479	214	114	158	93	76
	Monaco . . .	—	12			4		
	Totaux . . .	—	2.643	1.368	1.831	884	575,5	888
		Q. M.	2.635	1.415	2.058			
33 Limonades	France . . .	Hectolitres	23		17	5		5
	Sénégal . . .	—			1			1
	Allemagne . . .	—	494	163	232	168	72	114
	Angleterre . . .	—	4	2	3	4	2	3
	Gold-Coast . . .	—	7	20	4	2	5	2
	Irlande . . .	—	1			1		
	Totaux . . .	—	529	185	257	180	79	125
		Q. M.	527	191	281			
Eaux de vie.	France . . .	Hectolitres d'alcool pur	18	22	33	62	86	124
	Totaux . . .	—	18	22	33	62	86	124
		Q. M.	43	53	75			
34 Boissons distillées	France . . .	Hectolitres d'alcool pur	22	36	50	67	102	136
	Martinique . . .	—	9	14	24	24	35	82
	Réunion . . .	—	3			6		
	Cuba . . .	—	3	1	1	11	6	5
	Totaux . . .	—	37	51	75	108	143	223
		Q. M.	86	118	172			
Rhums et tafias	France . . .	Hectolitres d'alcool pur		0,5	10		1	25
	Angleterre . . .	—	74	41	58	392	343	450
	Hollande . . .	—	171	108	191	323	333	648
	Gold-Coast . . .	—		0,5			3	
	Totaux . . .	—	245	150	259	715	680	1.123
		Q. M.	568	355	577			
Genièvres et alcools autres								

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITES			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
34 Boissons distillées — Liqueurs	France . . .	Hectolitres	15	18	27	44	57	97
	Algérie . . .	—	—	1	—	—	1	—
	Allemagne . . .	—	2	—	2	4	—	3
	Totaux . . .	—	17	19	29	48	58	100
35 Eaux minérales naturelles et arti- ficielles, vinaigre cidres et poirés .	France . . .	Hectolitres	189	173	301	54	49	102
	Algérie . . .	—	1	—	3	0,5	—	1
	Allemagne . . .	—	18	29	20	5	13	8
	Angleterre . . .	—	2	3	1	1	2	1
	Gold-Coast . . .	—	154	223	134	37	75	54
	Totaux . . .	—	364	428	459	97,5	139	166
		Q. M.	364	439	478			
37 Ciment . . .	France . . .	Q. M.	—	2.654	3.709	—	110	150
	Maroc . . .	—	—	—	1.192	—	—	48
	Allemagne . . .	—	9.159	3.514	340	213	140	14
	Angleterre . . .	—	19.746	14.919	12.354	436	581	512
	Belgique . . .	—	1.251	—	1.931	26	—	82
	Yougoslavie . . .	—	3.988	4.271	6.912	86	161	289
	Totaux . . .	—	34.144	25.358	26.438	761	992	1.095
38 Autres matéri- aux de construc- tion	France . . .	Q. M.	519	585	2.454	30	46	243
	Angleterre . . .	—	346	195	95	19	22	9
	Belgique . . .	—	—	—	38	—	—	4
	Yougoslavie . . .	—	—	—	0,5	—	—	1
	Italie . . .	—	—	—	27	—	—	3
	Totaux . . .	—	865	780	2.614,5	49	68	260
39 Huiles minérales . . .	France . . .	Q. M.	—	—	212	—	—	18
	Angleterre . . .	—	652	379	451	46	34	31
	Belgique . . .	—	10	—	—	1	—	—
	Hollande . . .	—	74	59	94	7	7	11
	Totaux . . .	—	736	438	757	54	41	60
	U. S. A. . . .	Q. M.	5.814	4.400	3.873	611	705	770
	Antilles hol. . .	—	3.642	3.567	8.330	419	637	1.456
	Indes holland. . .	—	—	1.847	—	—	262	—
	Totaux . . .	—	9.456	9.814	12.203	1.030	1.604	2.226
	France . . .	Q. M.	24	2	4	7	2	3
Essences	Sénégal . . .	—	—	—	64	—	—	13
	U. S. A. . . .	—	3.318	3.490	3.357	431	636	762
	Antilles hol. . .	—	2.471	1.875	6.497	329	364	1.393
	Indes holland. . .	—	—	1.076	—	—	198	—
	Totaux . . .	—	5.813	6.443	9.922	767	1.200	2.171
	France . . .	Q. M.	—	301	—	—	22	—
40 Mazout . . .	Indes holland. . .	—	—	151	—	—	15	—
	Irak . . .	—	77	—	—	6	—	—
	U. S. A. . . .	—	751	1.463	1.716	60	148	223
	Antilles hol. . .	—	499	1.445	4.552	40	147	520
	Mexique . . .	—	1.015	—	—	81	—	—
	Vénézuëla . . .	—	1.752	158	—	139	16	—
	Iran . . .	—	487	—	—	39	—	—
	Totaux . . .	—	4.581	3.518	6.268	365	348	743

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
41 Huiles de graissage et autres huiles lourdes	France	Q. M.	49	62	170	19	31	53
	Dahomey	—	—	50	—	—	14	—
	Allemagne	—	46	47	116	11	13	32
	Angleterre	—	60	22	879	9	9	98
	Belgique	—	—	29	12	—	14	8
	U. S. A.	—	1.063	353	230	157	83	79
	Vénézuëla	—	5	34	—	1	8	—
	Irak	—	19	—	—	1	—	—
	Totaux	—	1.247	597	1.407	198	172	270
42 Houilles	France	Q. M.	20.462	20.403	—	448	550	—
	Allemagne	—	—	—	19.907	—	—	359
	Angleterre	—	203	—	204	5	—	14
	Totaux	—	20.665	20.403	20.111	453	550	373
43 Rails	France	Q. M.	—	1	—	—	1	—
	Totaux	—	—	1	—	—	1	—
44 Fer, acier en barres, tôles, fils, etc. et autres métaux	France	Q. M.	151	1.105	1.033	58	254	421
	Dahomey	—	—	15	—	—	4	—
	Maroc	—	—	2	2	—	1	1
	Suisse	—	15	—	—	3	—	—
	Allemagne	—	99	—	102	17	—	28
	Angleterre	—	4.953,5	707	2.393,5	1.218	244	706
	Belgique	—	2.655	772	3.997	583	204	1.013
	U. S. A.	—	15	—	—	4	—	—
	Hollande	—	163	—	—	26	—	—
	Japon	—	1.046	526	600	233	148	215
	Pologne	—	70	—	—	10	—	—
	Hongrie	—	—	—	—	—	—	—
	Luxembourg	—	271	—	487	24	—	135
	Italie	—	1	—	—	0,5	—	—
	Totaux	—	9.439,5	3.127	8.614,5	2.176,5	855	2.519
45 Chlorure de sodium (sel)	France	Q. M.	1.682	3.490	5.720	25	66	127
	Mauritanie	—	—	187	—	—	2	—
	Dahomey	—	—	—	60	—	—	2
	Angleterre	—	9	6	5	3	2	2
	Hollande	—	4	4	—	0,5	0,5	—
	Espagne	—	12.025	15.649	6.387	134	108	133
	Ile Cap Vert	—	3.105	20	30	18	0,5	0,5
	Gold-Coast	—	90	185	625	2	8	25
	Italie	—	—	—	13.128	—	—	216
	Totaux	—	16.915	19.541	25.955	182,5	187	505,5
47 Quinine	France	Kgs.	205	401	85	123	245	59
	Allemagne	—	—	4	—	—	9	—
	Angleterre	—	9	77	3,3	2	4	1
	Totaux	—	214	482	88,3	125	258	60
48 Carbure de calcium	France	Q. M.	30	54	93	6	15	31
	Angleterre	—	81	75	37	16	20	11
	Japon	—	7	—	—	1	—	—
	Pologne	—	20	—	21	3	—	7
	Yougoslavie	—	35	33	3	7	6	1
	Totaux	—	173	152	154	33	41	50

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
49 Engrais azotés.	France	Q. M.	3		25	1		4
	Côte d'Ivoire	—		8	67		0,5	14
	Hollande	—			20			4
	Totaux	—	3	8	112	1	0,5	22
52 Sels de potasse.	France	Q. M.	15,5	20	50,5	57,5	10	24
	Angleterre	—	22	14	14	56	21	21
	Belgique	—	1		1	0,5		0,5
	Japon	—	69	26	17	11	8	2
	Nigeria	—						
	Totaux	—	107,5	60	82,5	125	39	47,5
53 Sels de soude et autres produits chi- miques non dé- nommés	France	Q. M.	179	186	300	813	155	423,5
	Sénégal	—	7	12	25	2	4	13
	Maroc	—		10			0,5	
	Allemagne	—	3	1,5	5	2	3	7
	Angleterre	—	111	104	89	82,5	60,5	61
	Belgique	—	23	10	7	7	4,5	4,5
	U. S. A.	—	0,5		1	1		3
	Hollande	—	27	18	17,5	8	7	4
	Luxembourg	—	4			1,5		
	Gold-Coast	—	6	5	1	2	4	1
	Suisse	—			2			0,5
	Totaux	—	360,5	346,5	447,5	919	238,5	517,5
55 Couleurs	France	Q. M.	8	7	3	5	12	4
	Allemagne	—		0,5			1	
	Angleterre	—	5	2	9	3	2	10
	Japon	—	1			0,5		
	Totaux	—	14	9,5	12	8,5	15	14
Autres	France	Q. M.	55	97,5	240	20,5	40,5	113
	Allemagne	—	102,5	25	74	64,5	20	79
	Angleterre	—	52	19,5	37	31	16,5	35,5
	Belgique	—	334	289	250	295,5	334	455
	U. S. A.	—			0,5			1
	Hollande	—	26,5	33	15	14,5	20	11
	Japon	—		0,5	1		4	2
	Totaux	—	570	464,5	617,5	426	435	696,5
56 Parfumeries de toutes sortes	France	Q. M.	16	62	39	56	97	145
	Côte d'Ivoire	—		1			1	
	Allemagne	—	146	130	104	190	174	236
	Angleterre	—	569	234	505	579	366	747
	Belgique	—	4		7	4		9
	U. S. A.	—	1,5	3	6	5	10	40
	Japon	—	150	46	13	89	35	14
	Gold-Coast	—	4	0,5		7	1	
	Canada	—	2			2		
	Martinique	—			0,5			1
	Totaux	—	892,5	476,5	674,5	932	684	1.192
57 Savons autres que de parfumerie.	France	Q. M.	283	366	1.483	80	113	433
	Cameroun	—		10			3	
	Allemagne	—		31	15		11	5
	Angleterre	—	1.269	634	332	349	192	120
	Belgique	—	31			9		
	Hollande	—	2			1		
	Japon	—		2			1	
	Totaux	—	1.585	1.043	1.830	439	320	558

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
58 Médica- ments com- posés	Eaux distil- lées alcoo- liques	Q. M.	4	10	31	21	49	92
	Allemagne	—	0,5	0,5	1	3	1	7
	Angleterre	—	1	1	14	3	5	21
	U. S. A.	—		1	1		6	7
	Totaux	—	5,5	12,5	47	27	61	127
	Autres	Q. M.	53	76	86	180	1.243	586
	France	—		2			1	
	Cameroun	—	19	20	34	60	55	110
	Allemagne	—	168	66	87	165	88	118
	Angleterre	—	1		2	1		5
59 Poteries	Belgique	—	2		1	11		5
	U. S. A.	—	1	0,5		1	1	
	Hollande	—						
	Totaux	—	244	154,5	210	418	1.388	824
	France	Q. M.	57	11	13	12,5	7	3
	Allemagne	—		1	2		7	1
	Angleterre	—	3	1	1	4	2	1
	Hollande	—			1			2
	Totaux	—	60	13	17	16,5	16	7
	France	Q. M.	7	3	91	1	3	31
60 Faïences de tou- tes sortes	Allemagne	—	20	18	28	4	20	17
	Angleterre	—	1	10	4,5	3	10	8
	Japon	—	74	60	8	17	25	4
	Portugal	—			2			1
	Totaux	—	102	91	133,5	25	58	61
	France	Q. M.	2	10	7	2	3	12
	Allemagne	—	1		23	1		24
	Angleterre	—	7	3	3	2	2	4
	Japon	—	109	41	36	23	16	14
	Pologne	—		8			4	
61 Porcelaines de toutes sortes	Totaux	—	119	62	69	28	25	54
	France	Q. M.	235,5	288	500	40	81	163,5
	Martinique	—	23	32	43	1,5	2,5	3
	Réunion	—	7			1		
	Algérie	—		1			0,5	
	Portugal	—		4	5		0,5	0,5
	Allemagne	—	124	45	109	69	30	234
	Angleterre	—	169	80,5	137	37	20	29
	Belgique	—	80,5	27	61,5	31	17	47
	U. S. A.	—	4,5	3,5	3	1,5	2,5	1
62 Verres et cris- taux	Hollande	—	369	152	351	28	14	29
	Japon	—	82	31	18	62	18,5	29
	Italie	—	10	4	9	24	21,5	44
	Tchécoslov.	—	67,5	48,5	36,5	166,5	119	141
	Gold-Coast	—	20			50		
	Cuba	—		4	4		0,5	1
	Autres pays	—	27		7	2,5		1
	Totaux	—	1.219	720,5	1.284	514	327,5	723
	Allemagne	Q. M.	3			13		
	Angleterre	—	24	10	10,5	92	20	13
63 Fils polis	Belgique	—	25	14	35	59	9	27
	Hollande	—		2	4		2	4
	Indes angl.	—		10	20		4	11
	Totaux	—	52	36	69,5	164	35	55

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITES	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
64 Fils de coton et autres fils	France	Q. M.			4			9,5
	Allemagne	—	1		3	6		17
	Angleterre	—	487,5	129	249,5	1.007	421	803
	Belgique	—		21	29		62	114
	U. S. A.	—			0,5			1
	Japon	—	7	8	6	23	29	23
	Hongrie	—		2			5	
	Tchécoslov.	—		0,5			1	
	Totaux	—	495,5	160,5	292	1.036	518	967,5
65 Ficelles et cor- dages	France	Q. M.	2	128,5	14	2	92	20
	Allemagne	—	1			2		
	Angleterre	—	66	15	7	37	13	37
	Belgique	—	66	17	54	30	14	38
	Hollande	—	2			1		
	Indes angl.	—	15	9	15	5	4	7
	Hongrie	—	1,5	3	4	2	3	6
	Totaux	—	153,5	172,5	94	79	126	108
66 Tissus de jute, y compris les sacs.	France	Q. M.	52	53	278,5	21	39	125
	Indochine	—	4			1		
	Mauritanie	—		2			2	
	Iles Cap vert	—	50			11		
	Autriche	—	1			2		
	Espagne	—	203	217	142	78	154	87
	Indes angl.	—	5.697	3.923	5.983	1.633	1.291	2.951
	Gold-Coast	—	7	4	20	4	0,5	18
	Tchécoslov.	—	2		0,5	3		1
	Angleterre	—	342	72	158,5	121	54	119
	Belgique	—	148	144	148	66	97	115
	Italie	—			139			92
	Dahomey	—			46			34
	Totaux	—	6.506	4.415	6.915,5	1.940	1.637,5	3.542
87 Tissus de coton	France	Q. M.	10,5	54,5	86	34	183	555
	Dahomey	—	2		5	7		16
	Tchécoslov.	—	1	7		4	33	
	Italie	—	116,5	44,5	134	259	142	269
	Suisse	—	27	47	2	203	429	17
	Allemagne	—	232,5	104	171	543	424	716
	Angleterre	—	1.894	656,5	1.311	7.526	3.243	6.162
	Belgique	—	6	12	14	17	49	20
	U. S. A.	—		0,5			1	
	Hollande	—	512	229	310	2.743	1.861	2.313
	Japon	—	3.117	1.547	3.720	4.367	3.779	6.554
	Gold-Coast	—	23	7,5	46,5	78	33	236
	Nigéria	—	32	10	28	49	26	46
	Chine	—	198	39	118	305	78	172
	Indes angl.	—	5		4	9		5
	Totaux	—	6.176,5	2.758,5	5.949,5	16.344	10.281	17.081
Couvertures	France	Q. M.			16			23
	Allemagne	—	17	17	21	16	30	40
	Angleterre	—	0,5	2		1	11	
	Belgique	—	36	10	20	34	18	57
	Hollande	—	4	3	2	5	6	3
	Japon	—	11	5	16	10	4	22
	Italie	—			1			1
	Totaux	—	68,5	37	76	66	68	146

Purs, unis,
croisés, couilés.87 Tissus
de coton

Couvertures

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
67 Tissus de coton	France	Q. M.	4	2	17	8	7	64
	Allemagne	—	0,5		1	1		10
	Angleterre	—	5	2,5	0,5	21	11	4
	Japon	—	281	103	246	781	380	906
	Chine	—			0,5			2
	Gold-Coast	—	1		0,5	5		1
	Totaux	—	291,5	107,5	265,5	816	398	987
	France	Q. M.	0,5			1		
	Allemagne	—			0,5			3
	Angleterre	—	0,5	0,5	0,5	1	1	1
68 Tissus de laine	Totaux	—	1	0,5	1	2	1	4
	France	Q. M.	1	1	3,5	12	7	27
	Allemagne	—	4	1	2	23	11	13
	Angleterre	—	9	5,5	11	69	52	114
	Japon	—	7	1		49	15	
	Gold-Coast	—	0,5	1		1	6	
	Tchécoslov.	—	0,5			1		
	Totaux	—	22	9,5	16,5	155	91	154
	Chine	Q. M.		1			9	
	Totaux	—		1			9	
69 Tissus de soie et de bourre de soie	France	Q. M.	2	2,5	1	20	24	12
	Dahomey	—		0,5			1	
	Allemagne	—	24	7	3	198	84	42
	Angleterre	—	7	4	2	62	47	14
	Belgique	—	1			11		
	Japon	—	63	66,5	88	167	375	413
	Gold-Coast	—	1	1	1	13	6	7
	Italie	—	3			17		
	Tchécoslov.	—	15	1	5,5	233	4	122
	Nigéria	—		1	3		4	10
70 Tissus de ra- yonné	Totaux	—	116	83,5	103,5	721	545	620
	France	Q. M.	5,5	6	17	28	55	127
	Dahomey	—		8,5	4,5	5	15	27
	Chine	—			1			3
	Allemagne	—	1	0,5	0,5	3	1	4
	Angleterre	—	15,5	9	11,5	108	43	48
	Belgique	—	16	9	7	12	8	13
	U. S. A.	—	0,5			1		
	Hollande	—		28			160	
	Japon	—	101	59,5	90	300	212	335
71 Vêtements et lingerie	Gold-Coast	—	238,5	43,5	48,5	995	335	321
	Nigéria	—	10	3	2	20	9	6
	Italie	—	1	1		0,5	4	
	Tchécoslov.	—			0,5			10
	Totaux	—	390	168	182,5	1.472,5	842	894

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN-MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
72 Papier et ses applications	France	Q. M.	219,5	327	400	190,5	339,5	464
	Sénégal	—	2	4		1	4	
	Maroc	—	1	5	3	2	9	6,5
	Cameroun	—		1			0,5	
	Madagascar	—		1			0,5	
	Allemagne	—	29,5	15,5	24,5	10	33	40
	Angleterre	—	183	117,5	177	120	143	166
	Belgique	—	47,5	44	29	21	33	25
	U. S. A.	—		1,5			6	
	Hollande	—	195	254,5	182	76	136	77,5
	Japon	—	1		2	1		2
	Canada	—	0,5			2		
	Autriche	—	3	20		0,5	15,5	
	Suède	—	73	30		25	10	
	Fjnlande	—		1			0,5	
	Gold-Coast	—		0,5			2	
	Totaux	—	755	822,5	817,5	449	732,5	781
73 Peaux et pel- lèteries préparées	France	Q. M.	0,5	0,5	0,5	1	1	4
	Angleterre	—	2	1	2	6	2	5
	Belgique	—			1			9
	Totaux	—	2,5	1,5	3,5	7	3	18
74 Chaussures	France	Q. M.	0,5		1	2		2
	Allemagne	—	0,5	3	2	1	11	5
	Angleterre	—	12	1	3	61	8	25
	Hollande	—	0,5			1		
	Japon	—	9	5	2	23	17	5
	Tchécoslov.	—	0,5	1	5	2	4	24
	Italie	—			0,5			1
	Totaux	—	23	10	13,5	90	40	62
75 Autres ouvrages en peau	France	Q. M.	6	10	9	29	48	46
	Allemagne	—	8	3	6	18	13	16
	Angleterre	—	5	3,5	1,5	29	15	12
	Belgique	—	0,5			4		
	Japon	—	13	4	0,5	31	13	1
	Totaux	—	32,5	22,5	17	111	89	75
76 Orfèvrerie et bi- jouterie	France	Q. M.			0,5			1
	Allemagne	—			3			19
	Angleterre	—	2	0,5		4	3	
	Belgique	—	1			5		
	Tchécoslov.	—	1	1		7	4	
	Totaux	—	4	1,5	3,5	16	7	20
77 Horlogerie	France	Q. M.		2	1		9	4
	Allemagne	—	2,5	4	3,5	12	20	23
	Japon	—	0,5			2		
	Suisse	—	0,5	0,5		11	3	
	Totaux	—	3,5	6,5	4,5	25	32	27
78 Machines à va- peur et machines motrices	France	Q. M.			27			86
	Angleterre	—			23			60
	Gold-Coast	—			5			4
	Totaux	—			55			150
79 Machines agri- coles, y compris les tracteurs	France	Q. M.			18			35
	U. S. A.	—		1	0,5		2	1
	Totaux	—		1	18,5		2	36

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
80 Machines et appareils électriques	France	Q. M.	13,5	19	20,5	33	59	66
	Sénégal	—	—	—	1	—	—	2
	Allemagne	—	1	2	2	3	8	4
	Angleterre	—	—	0,5	1	—	4	4
	U. S. A.	—	5	7	3,5	22	28	19
	Hollande	—	1	0,5	3	8	3	29
	Totaux	—	20,5	29	31	66	102	124
81 Autres machines et mécaniques	France	Q. M.	106,5	156	247	197	459	628
	Côte d'Ivoire	—	—	2,5	—	—	2	—
	Sénégal	—	—	5	3	—	7	2
	Allemagne	—	47	43	60,5	84	103	166
	Angleterre	—	878	107	157,5	1.044	303	487
	Belgique	—	161	25	8	61	95	20
	U. S. A.	—	15,5	8	5	77	52	87
	Hollande	—	4	0,5	0,5	8	1	3
	Gold-Coast	—	27	42,5	11,5	23	38	30
	Italie	—	1	—	—	1	—	—
	Suisse	—	—	—	1	—	—	18
	Totaux	—	1.240	389,5	494	1.495	1.058	1.441
82 Outils emmanchés ou non	France	Q. M.	36	65	233	30	73	192
	Dahomey	—	—	11	—	—	4	—
	Allemagne	—	424	278	259	198	174	174
	Angleterre	—	35	14	27	15	15	16
	Belgique	—	71	36	0,5	17	13	3
	U. S. A.	—	—	1	0,5	—	4	4
	Suède	—	3	—	—	2	—	—
	Totaux	—	569	405	520	262	283	389
83 Coutellerie	France	Q. M.	1	2,5	1,5	4	5	4
	Allemagne	—	500	48	116	264	60	172
	Angleterre	—	47,5	5,5	1,5	39	16	9
	Belgique	—	41	—	8	10	—	4
	Japon	—	13	2	2	21	3	3
	Tchécoslov.	—	3	3	—	5	7	—
	Totaux	—	605,5	61	129	343	91	192
84 Articles de ménage	France	Q. M.	39,5	14,5	36	25	19	40
	Gold-Coast	—	—	25	—	—	20	—
	Allemagne	—	710	191,5	270	366	171	264
	Angleterre	—	528	110	91	322	84	71
	Belgique	—	594	191	253	252	135	190
	U. S. A.	—	—	0,5	—	—	2	—
	Hollande	—	28	3	4	15	4	4
	Japon	—	1.360	406	119,5	498	257	97
	Tchécoslov.	—	204	125	70	197	190	112
	Pologne	—	38	12	1	28	10	1
	Hongrie	—	21	49	73	19	51	82
	Estonie	—	3	—	—	4	—	—
	Totaux	—	3.525,5	1.127,5	917,5	1.726	946	861

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
85 Autres ouvrages en métaux	France	Q. M.	1.234,5	610	3.250	229	450,5	1.913
	Algérie	—	33			3		
	Maroc	—	202		0,5	20		1
	Suède	—		0,5	4		1	4
	Norvège	—		1			5	
	Allemagne	—	618	219	838	458	299	620
	Angleterre	—	1.750,5	339	295,5	523	366	355
	Belgique	—	1.045	153	823,5	208	33	962
	U. S. A.	—	1.223	916	944	239	232	211
	Hollande	—	13	87	9	5	6	5
	Japon	—	109	16	3,5	36	31	7
	Tchécoslo.	—	10	6	8,5	14	9	11
	Italie	—	137	61	54	33	18	17
	Nigéria	—	15			2		
	Gold-Coast	—		0,5	4		1	1
	Autres pays	—	1.071	900	2.482,5	283	271	570
	Totaux	—	7.461	3.309	8.717	2.053	1.722,5	4.677
86 Armes, poudre et munitions	France	Q. M.	22	16	26,5	49	92	77
	Sénégal	—			37			216
	Allemagne	—	12	20	22	7	26	23,5
	Angleterre	—	55,5	50,5	63	52	70	107
	Belgique	—		8,5	7		15	10
	Totaux	—	89,5	95	155,5	108	203	433,5
87 Meubles	France	Q. M.	4	24,5	14	4	14	12
	Allemagne	—	4		0,5	5,5		1
	Angleterre	—	151	61	19	79	53	20
	Madère	—	3			4		
	Pologne	—	1			1		
	Suède	—	1	2		0,5	3	
	Nigéria	—			1			0,5
88 Futailles vides en bois, montées ou non montées, cercées	Autres pays	—			2			1
	Totaux	—	164	87,5	36,5	94	70	34,5
	France	Q. M.		1	1		0,5	0,5
	Allemagne	—	0,5			0,5		
	Totaux	—	0,5	1	1	0,5	0,5	0,5
89 Autres ouvrages en bois	France	Q. M.	38	22	58	12	10	39
	Maroc	—			3			2
	Allemagne	—	21	3,5	1,5	13	4	4
	Angleterre	—	1		2	1		2
	Belgique	—	3			1		
	Hollande	—		11			6	
	Japon	—	7			9		
	Tchécoslo.	—	0,5			1		
	Totaux	—	70,5	36,5	64,5	37	20	47
90 Instruments de musique	France	Q. M.	16,5	4	1,5	15	21	6
	Allemagne	—	6	4,5	2,5	22	22	8
	Angleterre	—	7,5	4,5	4,5	35	23	36
	U. S. A.	—		0,5	0,5		1	2
	Hollande	—	0,5	0,5		3	1	
	Japon	—	5,5	4	0,5	7	8	1
	Tchécoslo.	—	0,5			9		
	Totaux	—	36,5	18	9,5	91	76	53
91 Ouvrages de sparterie et de van- nerie	France	Q. M.		3			2	
	Madère	—		1			1	
	Angleterre	—	43,5	0,5	37	31	1	24
	Belgique	—			124			62
	Japon	—	390	126	169	184	88	114
	Autres pays	—			2			3
	Totaux	—	433,5	130,5	332	215	92	203

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
92 Voitures pour voies ferrées	France	Nombre		1				
	Totaux	Q. M.		11			42	
		Nombre		1				
		Q. M.		11			42	
93 Motocyclettes et pièces détachées	France	Nombre			7			
		Q. M.			4			22
	Allemagne	Nombre	2	1				
		Q. M.	1	1		5	1	
	Belgique	Nombre	2	1				
		Q. M.	2	2		3	11	
	Italie	Nombre	1					
		Q. M.	5			7,5		
	Gold-Coast	Nombre			2			
		Q. M.			2			3
	Totaux	Nombre	5	2	9			
		Q. M.	8	3	6	15,5	12	25
94 Vélocipèdes et pièces détachées	France	Nombre	41	28	99			
		Q. M.	7	15	24	23	20	67
	Allemagne	Nombre	238	79	18			
		Q. M.	149	46	44	209	115	104
	Angleterre	Nombre	1.660	455	218			
		Q. M.	324	97	47	757	331	156
	Hollande	Nombre		1	6		3	5
		Q. M.						
	Japon	Nombre	51		1			
		Q. M.	62	28	12,5	62	51	25
	Gold-Coast	Nombre		7				
		Q. M.		1			3	
	Totaux	Nombre	1.990	569	336			
		Q. M.	542	188	133,5	1.051	523	357
95 Voitures automobiles	France	Nombre	13	14	5			
		Q. M.	161	163	59	140	237	126
	Côte d'Ivoire	Nombre		1				
		Q. M.		16			12	
	Dahomey	Nombre		3	1			
		Q. M.		44	9		16	5
	Allemagne	Nombre	1					
		Q. M.	17			41		
Voitures de tourisme	Angleterre	Nombre	1					
		Q. M.	8			4		
	U. S. A.	Nombre	19	14	4			
		Q. M.	248	73	54	245	139	99
	Gold-Coast	Nombre		7	12			
		Q. M.		80	172		74	114
	Totaux	Nombre	34	39	22			
		Q. M.	439	376	294	430	478	344
Camions	France	Nombre	4	10	2			
		Q. M.	67	142	43	69	214	103
	Dahomey	Nombre		4	4			
		Q. M.		75	54		46	128
	Angleterre	Nombre	6	5	4			
		Q. M.	117	75	76	63	147	145
	U. S. A.	Nombre	93	22	32			
		Q. M.	1.099	186	468	779	241	822
	Gold-Coast	Nombre		51	35			
		Q. M.		623	439		323	246
	Totaux	Nombre	103	92	77			
		Q. M.	1.283	1.101	1.080	911	971	1.444

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
96 Accessoires et pièces détachées d'automobiles	France	Q. M.	42	11	28	84	45	81
	Col. franç.	—	—	7	0,5	—	2	1
	Allemagne	—	0,5	1	—	1	1	—
	Angleterre	—	8	7	6	13	13	27
	U. S. A.	—	27	2	12	20	5	28
	Japon	—	—	1	—	—	2	—
	Gold-Coast	—	19	51	17	42	57	37
	Canada	—	0,5	—	—	6	—	—
	Autres pays	—	—	—	0,5	—	—	2
	Totaux	—	97	80	64	166	125	176
97 Embarcations	France	Q. M.	37	—	—	32	—	—
	Gold-Coast	—	—	4	2	—	1	0,5
	Totaux	—	37	4	2	32	1	0,5
Pneus	France	Q. M.	—	—	2 P 1	—	—	3
	Angleterre	—	—	—	115 P 4	—	—	7
	U. S. A.	—	—	—	8 P 1	—	—	3
	Japon	—	—	—	1.200 P 3	—	—	5
	Totaux	—	—	—	1.325 P 9	—	—	18
Enveloppes pour Autos	France	Q. M.	114	93	562 P 107	242	259	332
	Cameroun	—	—	9	176 P 38	—	0,5	2
	Allemagne	—	—	—	10 P 2	—	—	6
	Angleterre	—	13	8	29 P 5	26	19	13
	U. S. A.	—	13	13	39 P 9	14	35	27
	Gold-Coast	—	0,5	—	—	1	—	—
	Totaux	—	140,5	123	816 P 161	283	313,5	380
98 Ouvra- ges en caoutchouc	France	Q. M.	8	13	1.423 P 11	14	18	20
	Allemagne	—	44	5	335 P 3	46	7	4
	Angleterre	—	23	6	3.472 P 27	38	12	51
	Hollande	—	8	—	611 P 5	10	—	10
	Japon	—	19	6	500 P 3	16	9	15
	Totaux	—	102	30	6.341 P 49	124	46	100
Chambres à air Autos	France	Q. M.	17	14	829 P 18	33	35	51
	Allemagne	—	—	—	10 P 0,5	—	—	1
	Angleterre	—	1	1	102 P 2	3	2	5
	U. S. A.	—	1	2	56 P 1	2	5	3
	Totaux	—	19	17	997 P 21,5	38	42	61
Chambres à air Vélos	France	Q. M.	8	1	5.234 P 9	21	4	27
	Allemagne	—	11	3	1.520 P 3	13	8	7
	Angleterre	—	7	3	956 P 3	15	9	8
	Hollande	—	4	4	1.114 P 2	9	10	6
	Japon	—	20	3	500 P 2	26	4	5
	Totaux	—	50	14	9.324 P 19	84	35	53
Autres ouvrages en caoutchouc	France	Q. M.	6,5	31	77	22	66	299
	Sénégal	—	—	0,5	—	—	1	—
	Allemagne	—	2	4	1	3	12	4
	Angleterre	—	7	5	5,5	22	21	34
	U. S. A.	—	—	0,5	0,5	—	2	1
	Japon	—	240	86	153	239	132	180
	Tchécoslo	—	6	3	19	8	5	35
	Chine	—	0,5	—	—	1	—	—
	Autres pays	—	—	—	1	—	—	3
	Totaux	—	262	130	257	295	239	556

CHAPITRE ou ARTICLE	PAYS de PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
99 Feutres pour doublage et au- tres	France	Q. M.	4,5	5	6,5	34	48	74
	Indes franç.	—	1			1		
	Gold-Coast	—			5			11
	Allemagne	—	5	3	43	14	9	12
	Angleterre	—	32	2	17,5	143	17	85
	Belgique	—	1,5		0,5	3		4
	U. S. A.	—	0,5	1	0,5	1	3	1
	Japon	—	37	25	8	121	116	33
	Indes angl.	—	36	10	4	84	39	13
	Italie	—	0,5			1		
	Tchécoslo.	—	0,5	0,5		16	6	
	Chine	—		0,5			3	
	Totaux	—	118,5	47	85	418	241	233
100 Brosserie	France	Q. M.	3	3	5	18	16	40
	Allemagne	—	0,5	0,5	1	2	1	17
	Angleterre	—	1	1	1	2	3	7
	Belgique	—			0,5			1
	Italie	—	1			0,5		
	Hongrie	—	1	1	1	1	4	3
	Totaux	—	6,5	5,5	8,5	23,5	24	68
101 Allumettes	Angleterre	Q. M.	2			2		
	Belgique	1.000 boîtes		22				
		Q. M.		3			4	
	Suède	1.000 boîtes	2.372	3.816	2.553			
		Q. M.	557	726	615	417	823	725
	Finlande	1.000 boîtes		22				
		Q. M.		3			3	
	Totaux	1.000 boîtes	2.394	3.860	2.553			
		Q. M.	559	732	615	419	830	725
102 Bimbeloterie	France	Q. M.	58	24	106	93	85	338
	Aut. col. fran.	—	16	9		61	19	
	Côte d'Ivoire	—		1			1	
	Dahomey	—			10			39
	Allemagne	—	16	5	1	21	11	7
	Angleterre	—	24	10	6	42	22	38
	Belgique	—			1			4
	Japon	—	7	3	1	12	4	4
	Gold-Coast	—	381	346	343	1.526	1.269	1.320
	Italie	—	0,5	1		2	2	
	Totaux	—	502,5	399	468	1.757	1.413	1.750
103 Autres articles.	France	Q. M.	242,5	295,5	287,5	308,5	511	643
	Col. franç.	—	22	808	648,5	13	384,5	1.058,5
	Allemagne	—	115,5	70	128	257	178	422
	Angleterre	—	288	133,5	315	293	149	219,5
	Belgique	—	131,5	72	79	74	58	70
	U. S. A.	—	595,5	105,5	55,5	286,5	98,5	53
	Hollande	—	31,5	19,5	23,5	30	26	39
	Japon	—	199	157	45,5	160	192,5	39
	Col. angl.	—	1.705	3.320,5	1.071	320,5	458	229,5
	Autres pays	—	481,5	102,5	79	571	173,5	110
	Totaux	—	3.812	5.084	2.723,5	2.313,5	2.229	2.892,5

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
104 Colis postaux.	France . . .	Nombre	548	195	1.137			
		Long.	51	9.060 M 80	75	262	435	590
	Sénégal . . .	Nombre	23.206 M		6			
		Long.	2,5	18,5	0,5	2,5	1	1
	Côte d'Ivoire . .	Nombre	6.600 M	27.700 M	104			
		Long.	1	4	22	0,5	2	8
	Aut. col. franç.	Nombre						
		Q. M.		0,5			1	
	Dahomey . . .	Nombre			34			
		Q. M.		0,5	2		1	8
	Allemagne . . .	Nombre	211	121	32			
		Q. M.	4	1,5	2	31	45	18
	Angleterre . . .	Nombre	305	95	154			
		Q. M.	37	2,5	5	137	47	57
	Belgique . . .	Nombre	8	1	3			
		Q. M.	5	0,5	0,5	2	1	2
	U. S. A. . . .	Nombre		5	22			
		Q. M.	1,5	1	1	4	5	5
	Hollande . . .	Nombre			3			
		Q. M.	1,5	1	0,5	4	4	1
	Japon	Nombre	42	2	7			
		Q. M.	2,5	1,5	0,5	3,5	5	2
	Italie	Nombre			16			
		Q. M.	1,5	0,5	0,5	3	2	7
	Suisse	Nombre	75	245	21			
		Q. M.	1	1	2	7	15	22
	Colo. anglaise . .	Nombre			7			
		Q. M.			0,5			2
	Autres pays . . .	Nombre	257	3	38			
		Q. M.	1,5	0,5	2	13	3	10
	Totaux	Q. M.	110	93,5	114	469,5	567	
		Nombre	1.446	667	1.584			733
		Long.	29.806 M	36.700 M	120.845 M			
105 Conserves de tomates	France	Q. M.	5			1		
	Angleterre . . .	—		2			1	
	Italie	—	14	34	1	5	19	0,5
	Canada	—			1			1
	Totaux	—	19	36	2	6	20	1,5
106 Tissus de lin	France	Q. M.	14	2,5	38	48	9	102
	Allemagne . . .	—	2,5			5		
	Angleterre . . .	—	29	11,5	35	63	26	127
	Belgique	—	13,5	0,5	8	25	1	22
	U. S. A. . . .	—		2			7	
	Japon	—		0,5			1	
	Tchécoslo . . .	—			0,5			1
	Totaux	—	59	17	81,5	141	44	252
Total général des importations . . .			179.857,5	146.399,5	183.686	58.773	48.921,5	73.023,5

ÉTAT DES EXPORTATIONS

pendant les 9 premiers mois de l'année 1939

COMMERCE SPÉCIAL

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE DESTINATION	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
2 Porcs	Col. franç.	Têtes		2	5		0,5	0,5
		Q. M.		1	2,5			
	Côte de l'Or	Têtes	139	80	229	6	4,5	16
		Q. M.	70	40	115			
	Totaux	Têtes	139	82	234	6	5	16,5
		Q. M.	70	41	117,5			
3 Bœufs	Côte de l'Or	Têtes	13		5	4		4,5
		Q. M.	26		10			
	Totaux	Têtes	13		5	4		4,5
		Q. M.	26		10			
4 Moutons	Col. franç.	Têtes	38	8	4	1	0,5	0,5
		Q. M.	7	1,5	1			
	Côte de l'Or	Têtes	3.358	480	106	93	31	8,5
		Q. M.	672	96	21			
	Totaux	Têtes	3.396	488	110	94	31,5	9
		Q. M.	679	97,5	22			
5 Chèvres	Col. franç.	Têtes		7	6		0,5	0,5
		Q. M.		1,5	1			
	Côte de l'Or	Têtes	19	47	62	1	2,5	4
		Q. M.	4	9,5	12			
	Totaux	Têtes	19	54	68	1	3	4,5
		Q. M.	4	11	13			
6 Peaux de bœufs	Allemagne	Q. M.	12	27	37	2	4	6
	Angleterre	—	3			0,5		
	Côte de l'Or	—	6	8,5		3	1	
	Totaux	—	21	35,5	37	5,5	5	6
7 Peaux de moutons et de chèvres	Col. franç.	Q. M.	5			1		
	Côte de l'Or	—	2			0,5		
	Totaux	—	7			1,5		
8 Dents et défenses d'éléphant	Côte de l'Or	Q. M.		0,5			2	
	Totaux	—		0,5			2	
9 Volailles	Col. franç.	Q. M.		1	3		1	2
	Côte de l'Or	—	14	10	10	5	7	7
	Totaux	—	14	11	13	5	8	9
10 Poissons secs et crevettes	Col. françaises	Q. M.			1			1
	Côte de l'Or	—	3.582	7.472	6.240	931	1.943	1.620
	Totaux	—	3.582	7.472	6.241	931	1.943	1.621
12 Arachides en coques	France	Q. M.			376			45
	Col. franç.	—		1,5			0,5	
	Côte de l'Or	—	19	18	11	2	1,5	1
	Totaux	—	19	19,5	387	2	2	46

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE DESTINATION	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937.	1938	1939	1937	1938	1939
13 Arachides dé- cortiquées	France	Q. M.	16.652	18.725	25.325	2.340	2.621,5	3.554
	Col. franç. . .	—	168			23,5		
	Belgique . . .	—		528			74	
	Côte de l'Or . .	—	130	19	89	21	3	14
	Totaux	—	16.950	19.272	25.414	2.384,5	2.698,5	3.568
14 Amandes de ka- rité	France	Q. M.	3.489	1.025	2.537	240	61,5	254
	Angleterre . .	—			1.133			111
	Belgique . . .	—	609	688,5		36	41,5	
	Hollande . . .	—	1.012			81		
	Totaux	—	5.110	1.713,5	3.670	357	103	365
15 Sésame (graines de)	Côte de l'Or . .	Q. M.	367	168	50	20	26	8
	Totaux	—	367	168	50	20	26	8
16 Amandes de pal- me	France	Q. M.	42.927	37.214,5	45.361	5.937	4.607	5.443
	Col. franç. . .	—			3			1
	Allemagne . .	—	21.987	17.326	8.240	2.995	2.146	989
	U. S. A. . . .	—	19.081	1.039,5		2.619	125	
	Hollande . . .	—	3.637	10.850,5		509	1.325	
	Danemark . .	—	18.776	1.025	5.098	2.629	124	612
	Côte de l'Or . .	—	12			2		
	Tchécoslo. . .	—		5.584			669,5	
	Totaux	—	106.420	73.039,5	58.702	14.691	8.996,5	7.045
17 Coprah	France	Q. M.	27.750	22.831,5	25.974	4.968	3.653	3.896
	Col. franç. . .	—			30			5
	Totaux	—	27.750	22.831,5	26.004	4.968	3.653	3.901
18 Graines de co- ton	Angleterre . .	Q. M.	23.749	27.604,5	20.217	743	1.242	606
	Totaux	—	23.749	27.604,5	20.217	743	1.242	606
19 Graines de ricin	France	Q. M.	657	1.746	1.962	53	209,5	235
	Totaux	—	657	1.746	1.962	53	209,5	235
20 Cacao	France	Q. M.	57.535	41.478	52.755	17.260	10.369,5	13.189
	Col. franç. . .	—			490			122
	Allemagne . .	—	3.918	2.061	1.539	1.175	515,5	385
	Angleterre . .	—		3.068,5			767	
	Belgique . . .	—		751			188	
	U. S. A. . . .	—	9.751	2.058	30.442	2.925	514,5	7.611
	Hollande . . .	—	261	1.160	3.597	79	290	899
	Côte de l'Or . .	—	52	11.561,5		16	2.890	
	Tchécoslo. . .	—		101			25	
	Totaux	—	71.517	62.239	88.823	21.455	15.559,5	22.206
21 Maïs en grains	France	Q. M.	76.113	78.137	200.735	3.088	3.907	9.057
	Col. franç. . .	—	17	36	18	1	2	1
	Angleterre . .	—			3.604			162
	Belgique . . .	—	5.127		19.342	205		870
	Hollande . . .	—			7.106			320
	Côte de l'Or . .	—	12.302	12.362	331	618	618	15
	Totaux	—	93.559	90.535	231.136	3.912	4.527	10.425
22 Piments	France	Q. M.			11			4
	Col. franç. . .	—		1	298		0,5	104
	Belgique . . .	—			8			3
	Côte de l'Or . .	—	303	107	95	47	25	33
	Totaux	—	303	108	412	47	25,5	144

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
23 Farine de maïs	Col. franç.	Q. M		21,5			2	
	Côte de l'Or	—	6	15		1	1	
	Totaux	—	6	36,5		1	3	
24 Farine de manioc	Col. franç.	Q. M	102	7.625	10.738	6	762,5	1.074
	Côte de l'Or	—	1.704	7.417	8.992	113	741,5	899
	Totaux	—	1.806	15.042	19.730	119	1.504	1.973
25 Huile de palme	France	Q. M	15.096	4.443	3.708	3.414	667	445
	Col. franç.	—	19	11	6	5	1,5	1
	Allemagne	—			2.061			247
	Côte de l'Or	—	308	463	798	63	69	96
	Totaux	—	15.423	4.917	6.573	3.482	737,5	789
27 Graines de kapok	France	Q. M		1.884,5	1.003		132	40
	Angleterre	—	2.452		2.693	147		145
	Totaux	—	2.452	1.884,5	3.696	147	132	185
29 Haricots	Col. franç.	Q. M	8	12	12	0,5	1	1
	Côte de l'Or	—	1.812	2.346,5	1.975	77	123	118
	Totaux	—	1.820	2.358,5	1.987	77,5	124	119
30 Ignames	Col. franç.	Q. M	2		14	0,5		1
	Côte de l'Or	—	4.013	5.701	4.996	102	299	300
	Totaux	—	4.015	5.701	5.010	102,5	299	301
31 Caoutchouc	Allemagne	Q. M	10	36,5		2	11	
	Angleterre	—	14			7		
	Belgique	—	41			8		
	Totaux	—	65	36,5		17	11	
32 Fruits de table secs ou tapés autres	France	Q. M	2			0,5		
	Totaux	—	2			0,5		
33 Bois d'ébénisterie	Col. franç.	Q. M		28	13		0,5	0,5
	Totaux	—		28	13		0,5	0,5
34 Coton égrené	France	Q. M	7.105	7.421	13.056	3.315	2.968	6.528
	Allemagne	—	1.326	1.380	1.776	605	552	888
	Angleterre	—	5.258	6.494		2.429	2.598	
	Totaux	—	13.689	15.295	14.832	6.349	6.118	7.416
35 Kapok égrené	France	Q. M	323	248		109	103	
	Angleterre	—	854	1.162	715	304	496	357
	Belgique	—	82	132		28	54	
	U. S. A.	—	100			30		
	Hollande	—	583	685	717	206	281	359
	Totaux	—	1.942	2.227	1.432	677	934	716
37 Calebasses	Col. franç.	Q. M	0,5			0,5		
	Totaux	—	0,5			0,5		
39 Noix de colas	Col. franç.	Q. M		3	28		0,5	3
	Totaux	—		3	28		0,5	3
40 Graines et fruits oléagineux autres	France	Q. M	1.139	14		68	1,5	
	Col. franç.	—	60	75	8	2	3,5	1
	Côte de l'Or	—	73	2		12	0,5	
	Totaux	—	1.272	91	8	82	5,5	1

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE DESTINATION	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1937	1938	1939	1937	1938	1939
42 Huiles de karité	France . . .	Q. M.	445	183	98	67	36,5	30
	Belgique . . .	—	192			29		
	Hollande . . .	—		432			86,5	
	Côte de l'Or . . .	—		11			2	
	Totaux . . .	—	637	626	98	96	125	30
44 Meubles en bois autres	France . . .	Q. M.	8	3	6	8	1,5	6
	Col. franç. . .	—	6	1		2,5	2,5	
	Angleterre . . .	—		1			1,5	
	Côte de l'Or . . .	—	3			0,5		
	Totaux . . .	—	17	5	6	11	5,5	6
45 Café	France . . .	Q. M.	3.980	3.005	6.974	1.929	1.548	3.836
	Col. franç. . .	—	20		51	9		28
	Totaux . . .	—	4.000	3.005	7.025	1.938	1.548	3.864
46 Graines de teck.	Col. franç. . .	Q. M.		19,5			1	
	Totaux . . .	—		19,5			1	
47 Tapioca	France . . .	Q. M.	1.530	1.632	8.766	103	202	1.052
	Col. franç. . .	—			14			1
	Côte de l'Or . . .	—		61,5	4		7,5	1
	Suède . . .	—			2			1
	Totaux . . .	—	1.530	1.693,5	8.786	103	209,5	1.055
48 Nattes indigènes	Col. franç. . .	Q. M.	1			0,5		
	Côte de l'Or . . .	—	22	16		1	8	
	Totaux . . .	—	23	16		1,5	8	
49 Autres produits.	France . . .	Q. M.	39	2	517	9	1	22
	Col. franç. . .	—	42	11	105	8,5	1,5	11
	Côte de l'Or . . .	—	462	302,5	112	38	46	21
	Nigéria . . .	—			8			0,5
	Totaux . . .	—	543	315,5	742	55,5	48,5	54,5
Totaux des exportations			400.046,5	360.245,5	533.196,5	62.940,5	50.854,5	66.732,5